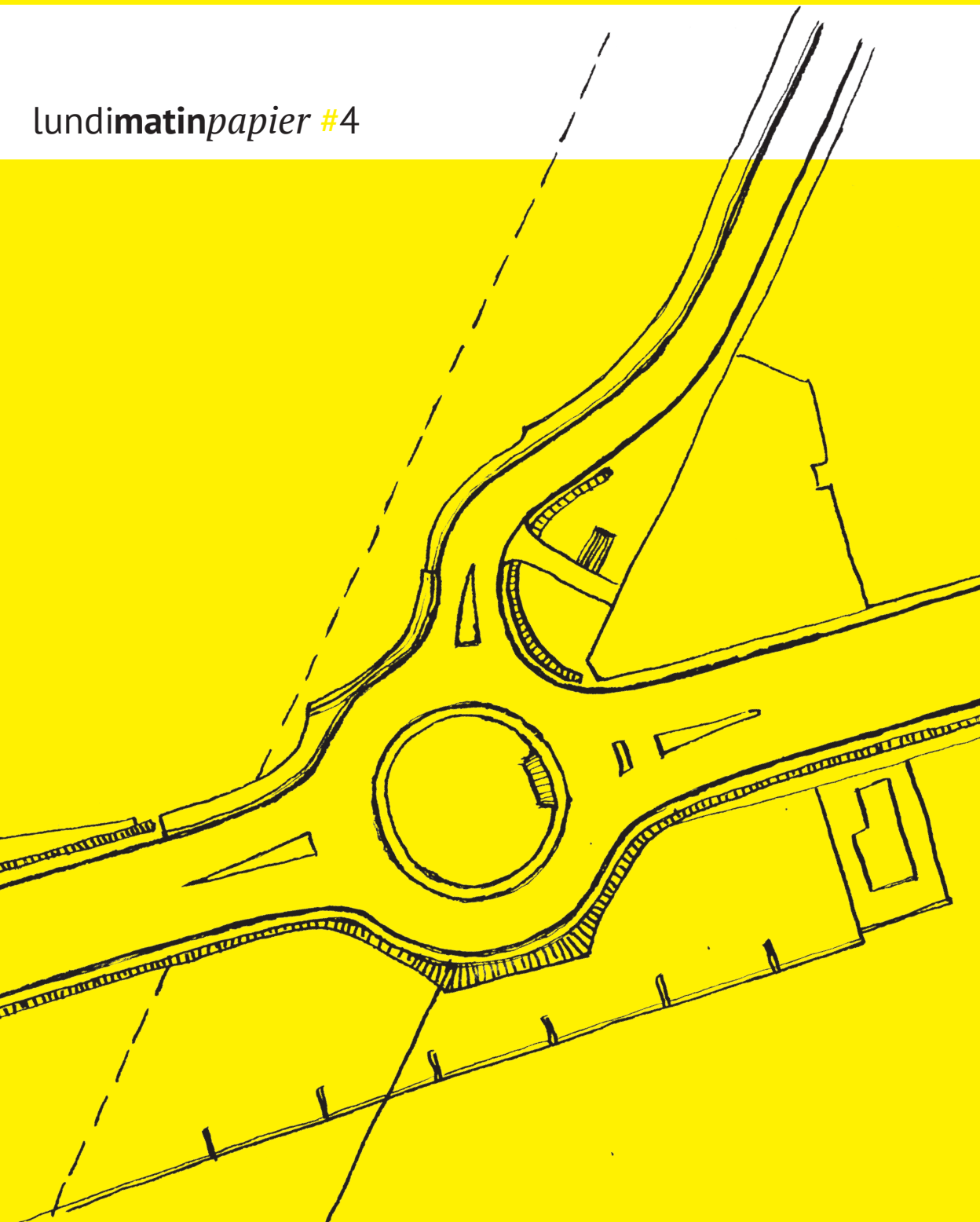


GILETS JAUNES : UN ASSAUT CONTRE LA SOCIÉTÉ

lundimatinpapier #4



lundimatin*papier* #4

novembre 2018-mars 2019

- 19 novembre 2018. Les amours jaunes. « La confusion des gilets jaunes est à l'image de la confusion même de l'époque », Anshel K. et Amos L. | 11**
- 19 novembre 2018. « Depuis samedi nous nous sentons un peu moins seuls, un peu plus heureux. » Que pensent les gilets jaunes ? | 22**
- 26 novembre 2018. K-ways jaunes, gilets noirs. « L'ordinaire venait de prendre fin. Aboli. Sous nos yeux. Et nous ne le savions pas encore » | 27**
- 3 décembre 2018. Contribution à la rupture en cours, des agents destitués du Parti Imaginaire | 33**
- 3 décembre 2018. Tu as entendu ? Ça vient de partir d'on sait pas où, ça pète mais on sait pas comment | 45**
- 3 décembre 2018. Classe moyenne et révolution | 49**
- 3 décembre 2018. Entretien exclusif avec le soldat inconnu, Alain Brossat | 59**
- 3 décembre 2018. Prochaine station : destitution | 63**
- 3 décembre 2018. L'insurrection qui tient | 67**
- 10 décembre 2018. Ne demeurons pas à genoux cependant que le roi est nu | 71**
- 10 décembre 2018. Lettre jaune #8 : Ne nous laissons pas culpabiliser | 81**
- 10 décembre 2018. Glose sur Hanouka d'un point de vue révolutionnaire, Josef Elchado | 83**

ISBN : 978-2-348-04197-6
© 2019 lundimatin
pour la présente édition
Distribution : Interforum

lundi.am
lundi-matin@riseup.net

- 19 décembre 2018-19 février 2019.
UNE POLITIQUE EXPÉRIENTIELLE.
 Entretien avec le sociologue Michalis Lianos | 91
- 17 décembre 2018. Rupture dans la Contribution en cours, des agents destitués du Parti Imaginaire | 123
- 17 décembre 2018. Réflexions sur la question jaune, Stéphane Zagdanski | 135
- 7 janvier 2019. Hommage à Christophe Dettinger | 145
- 7 janvier 2019. Lettre jaune #15 : 2019, année jaune ! | 151
- 7 janvier 2019. Du bricolage en période de fêtes, Koubilichi | 155
- 21 janvier 2019. De la violence médiatique, Alain Brossat | 165
- 21 janvier 2019. Dans les rues ruineuses, Cécile Carbonel & Alexandre Pierrepont | 173
- 4 février 2019. Dialectique de la brutalité et de la violence, Koubilichi | 187
- 4 février 2019. Cher Éric Drouet, | 193
- 4 février 2019. Horizon | 201
- 4 février 2019. Nos interférences, Serge Ritman | 205
- 11 mars 2019. La guerre des pauvres. Dialogue avec Eric Vuillard | 209

Le 9 mai 2017, quelques minutes avant l'annonce officielle de l'élection d'Emmanuel Macron, nous diffusons sur notre site ainsi que sur les réseaux sociaux, une vidéo sarcastique de félicitations à l'adresse du nouveau Président. Notre chroniqueuse pondérait cependant ses encouragements de quelques mises en garde :

« Mais j'ai peur que quelque chose t'empêche de gouverner. Que nous ne soyons pas la France insoumise mais la France ingouvernable, fût-ce par ordonnances et sous état d'urgence. J'ai peur que ton programme soit trop clairement ennemi pour un trop grand nombre de gens. J'espère que tu vas réussir à mettre de l'économie partout où il y a encore un peu de vie. Que sous couvert d'économie du partage, chacun puisse s'auto-exploiter un maximum !

Méfie-toi des gens Emmanuel !

J'ai peur que partout où tu économises, ils veuillent communiser. Que partout où tu mets en concurrence, ils veuillent mettre en commun.

Que partout où tu dépossèdes, ils essaient de se rendre autonomes.

Tu vas avoir une guerre psychologique à mener Emmanuel, dès aujourd'hui. »

En creux, quoiqu'assez explicitement, nous lançons le pari que M. Macron ne parviendrait pas à *gouverner* plus de deux ans. Cette nouvelle tête de gondole censée dépasser les vieux clivages pour mieux *manager* le pays nous semblait bien au contraire synthétiser



toutes les contradictions de l'époque. Sans fard et sans équivoque, M. Macron se proposait d'incarner la gouvernamentalité pure et nue ; qui le promettait à la détestation de tous.

Il n'aura finalement pas fallu deux ans pour que celui dont une classe médiatique unanime célébrait la fraîcheur et le dynamisme, apparaisse sur tous les écrans éreinté et défait. Mais le pouvoir rend fou, aussi s'y accroche-t-il comme un dément.

L'un des plus grands mérites de ce que les éditorialistes ont nommé la « crise » des gilets jaunes aura été d'exhiber aux yeux de tous cette vérité fondamentale : tout gouvernement est, dans son essence même, manœuvre, et manœuvre sans objet puisque ne visant qu'à se maintenir. Depuis le 17 novembre 2018, la configuration des hostilités est limpide. Le cœur même de ceux que l'on imaginait composer la population gouvernable à merci, ne veut plus l'être. Les cibles choisies par les gilets jaunes sont aussi claires qu'évidentes : ronds-points, centres commerciaux, axes secondaires, péages, centres-villes. C'est la trame comme le décor de la normalité et de la vie quotidienne qui se sont vus occupés, bloqués, sabotés.

Ce que le pouvoir ne pardonne pas et ne pardonnera jamais, ce ne sont pas les insultes, les dégradations ou les émeutes mais ce sursaut de *dignité de masse* qui refuse désormais de jouer le jeu. C'est parce que les vérités formulées et portées sur les ronds-points étaient *intraitables* qu'il a tant fallu mentir, mutiler, brutaliser.

Cependant, les gilets jaunes n'ont pas seulement rompu avec l'anesthésie organisée des quarante dernières années, c'est aussi toute « la gauche » qui s'est retrouvée abandonnée sur le bas-côté et ramenée à sa plus stricte impuissance. Comme ils ont bavardé ceux qui n'avaient rien à dire puisqu'ils ne voulaient surtout pas comprendre !

Depuis le 17 novembre, plus de cent cinquante articles ont été publiés sur le site de lundimatin : tours de France des manifestations, analyses politiques, juridiques ou philosophiques, récits d'assemblées ou reportages au cœur d'émeutes, poèmes, bandes dessinées, vidéos et chansons. Chacun à leur manière et depuis leur point d'énonciation singulier, ils révèlent notre propre stupéfaction face aux événements. Il s'agissait, au fil de ce

mouvement, de faire preuve d'humilité autant que de curiosité, d'y contribuer sans pour autant tout écraser de certitudes hors-sol. Pour cette édition papier, nous avons sélectionné vingt-cinq textes, le contenu est dense et à première vue disparate : une étude sociologique au milieu des Champs-Élysées côtoie le détournement d'une chanson populaire en ode au pillage, une discussion littéraire à propos d'un soulèvement de paysans du Moyen-Âge suit un hommage au boxeur Christophe Dettinger. À travers cette apparente hétérogénéité, ce volume condense et concentre ce que nous avons vu et compris au long de ces quatre premiers mois.

Au moment où nous écrivons ces lignes, le mouvement semble enfin rassurer ses commentateurs en concédant un certain « essoufflement ». Toutes les métamorphoses restent pourtant possibles, rappelons-nous que tout a commencé sur de simples ronds-points.





LES AMOURS JAUNES

« LA CONFUSION DES
GILETS JAUNES EST
À L'IMAGE DE LA
CONFUSION MÊME
DE L'ÉPOQUE. »

Anshel K. et Amos L., lundimatin #166,
19 novembre 2018, acte I

Presque trois cent mille gilets jaunes, plus de quatre cents blessés, une manifestante tuée, deux cent quatre-vingt-deux personnes interpellées, le tout sur environ deux mille points de blocages; et le ministre de l'Intérieur qui lance un appel au calme en début de soirée. Qui s'aviserait encore d'affirmer qu'il ne s'est rien passé ce samedi 17 novembre?

Situation(s)

Il n'est rien que le peuple de gauche redoute davantage que le contact de l'inconnu. On veut connaître ceux que l'on aimerait représenter – les reconnaître pour les classer. Toutes les distances que la gauche des syndicats et des partis a créées autour d'elle sont dictées par sa phobie du contact. Les gilets jaunes enseignent aux révolutionnaires que l'attente patiente des surprises, de l'inattendu ou des choses effrayantes pourraient plonger le mouvement général de sécessions à venir dans un délicieux état d'ivresse.

Un fait central : les manifestants font usage d'une pléthore de tactiques, jamais vues auparavant en France. Les rocares circulaires de Nantes, Bordeaux, Rennes sont bloqués. Une opération péage gratuit se tient aux environs de Nice. En Moselle, l'A4 est occupée en fin de matinée. La presse locale relate que les CRS, alors qu'ils chargeaient, vers 17 heures, auraient été accueillis par quelques cocktails molotov. Les manifestants n'hésitent pas non plus à enflammer les voies quand ils se replient. À Dijon, les gilets jaunes désertent la périphérie où la préfecture voulait les contenir pour se répandre dans le centre-ville. À Bar-le-Duc, on ne bloque pas complètement, mais on préfère forcer les automobilistes à la lenteur, le temps d'entamer un dialogue et d'expliquer. À Marseille, on bloque en centre-ville et on coupe l'accès à l'aéroport Marseille-Provence. À Troyes et Quimper, les plus intrépides tentent de prendre la préfecture. À Paris, des VTC en lutte bloquent les quais de Bercy puis le carrefour de la Bastille. Au même moment, le périphérique est bloqué dans les deux sens tandis qu'au niveau de la porte de la Chapelle, une compagnie de CRS arrive : sans qu'un seul n'ait eu le temps de descendre de son fourgon, le cortège motorisé s'engage vers l'A1 pour bloquer à nouveau l'axe autoroutier principal qui relie le plus grand aéroport de France à la capitale. L'après-midi, une foule de plus de mille personnes déborde le dispositif policier pendant quelques heures sur les Champs-Élysées. La manifestation sera stoppée à seulement quelques dizaines de mètres de la porte principale du palais présidentiel. À plusieurs milliers de kilomètres, les événements résonnent aussi, comme à La Réunion, où l'on dénombre

une quarantaine de points de blocages. Un certain sentiment de révolte a donc fait tache d'huile.

Nous dirons que la confusion des gilets jaunes est à l'image de la confusion même de l'époque, qu'il convient de démêler *a minima*.

Circulation(s)

Dans les sociétés industrielles du xx^e siècle, l'hostilité du mouvement ouvrier à l'encontre du monde capitaliste prenait la forme de la grève, mode d'action collectif qui visait à fixer le prix de la force de travail, les salaires, les conditions de travail et les acquis sociaux. Cette forme de lutte mettait au premier plan les travailleurs dans leur rôle de travailleurs. Son champ de conflictualité se déployait au sein même de la production, dans sa capacité à l'interrompre ou à la saboter. Cependant, dans les sociétés post-industrielles contemporaines, le compromis fordiste n'a plus cours. Comme les gilets jaunes l'expriment en ce moment même, les blocages, par leur dimension interruptrice de la circulation marchande (parallèle à celle de la consommation), dessinent une lutte pour fixer le prix des marchandises – ici les carburants. Le blocage ne met plus en vedette un sujet stable, l'ouvrier ou la classe, mais configure un champ d'individus en lutte, dont le seul critère commun est un affect flou de dépossession – une agrégation de colères éparses.

En Europe, le cycle d'accumulation à l'œuvre depuis les années 1970 est marqué par un affaiblissement invariable des processus de valorisation au sein même de la production. Dit autrement : l'usine n'est plus le lieu primordial et essentiel de la création de la valeur. Les machines seules et la force de travail qui les assiste – celle des ouvriers – ne sont plus aussi centrales qu'auparavant dans la création de richesse. Sans trop prendre de risques, on peut affirmer que sur la période en question, le capital, confronté à des rendements fortement diminués dans les secteurs traditionnellement productifs, est allé chercher le profit au-delà des limites de l'usine. Cela est venu bouleverser les schémas de luttes, et la centralité du mouvement ouvrier dans celles-ci. Ce n'est pas

dire que les ouvriers ont disparu loin de là mais qu'ils ont perdu leur force déterminante dans l'arrêt de la production et, par-là, leur rôle incontournable dans la structuration politique de la société. D'où le reflux continu des luttes ouvrières depuis une vingtaine d'années, et les défaites successives de mouvements sociaux français désormais privés de leurs sujets historiques.

Par son usage immédiat et massif du blocage, le mouvement des gilets jaunes oppose une résistance à la hauteur de la restructuration capitaliste des années 1980 celle qui marqua l'assassinat en règle de la classe ouvrière. En effet, celle-ci avait consisté à hyper-rationaliser la force de travail des ouvriers pour la réduire à la portion congrue, dans la mesure du possible. On ne sera donc pas étonné que la géographie du mouvement des gilets jaunes illustre en partie celle de la désindustrialisation.

L'économie financière contemporaine repose sur l'intensification des processus de circulation à l'échelle mondiale. Le rapport social capitaliste se déploie dans des circuits d'approvisionnement sans fin, s'élabore sur un espace lisse et sans heurts à l'image de la maritimisation actuelle des échanges planétaires, comme de la prolifération des câbles sous-marins. Dès lors, chaque tentative de reprise en main de l'espace de la vie se traduit par une interruption de la circulation, un accident topologique de plus ou moins forte intensité. Ainsi : à l'été 2018, en Haïti, une vague de violences se propage suite à une hausse du prix de l'essence qui pousse à la démission du Premier ministre. En janvier 2017, c'est au Mexique que le prix de l'essence fait débat. Bilan : plusieurs jours de manifestations, de blocages des flux et des scènes de pillages à grande échelle... Il n'est pas non plus étonnant que les révolutions arabes aient commencé par l'immolation de Mohamed Bouazizi qui était un vendeur de rue à Sidi-Bouazid, c'est-à-dire qu'elles aient commencé à la périphérie tragique de la sphère de la circulation.

Blocage(s)

Le 17 novembre rappelle ce que se saisir de l'espace a voulu dire, et peut vouloir dire. Il ne suffit pas de lui appliquer (de façon

convenue ou saugrenue) des catégories politiques vides de sens : mieux vaut chercher, par en bas, ce que cette journée évoque dans sa *forme*.

L'Angleterre de la fin du XVIII^e siècle fournit, à cet égard, un point de comparaison intéressant. Le mouvement des *enclosures*, visant à déposséder les paysans de la jouissance des terres communes, avait été encadré par l'*Inclosure Act* de 1773, cependant qu'Adam Smith préparait la parution de *La Richesse des nations* (1776). Les communautés villageoises connaissaient une profonde déstructuration. Un *saut* d'échelle avait lieu : l'unité scalaire du village, ou du comté, devait être liquidée au profit de l'unification économique de la nation et de son insertion dans le marché mondial. Cependant, les communautés villageoises ne considéraient pas ce processus comme inéluctable et disposaient d'une tactique destinée à contrer à le contrer : la foule. Comme l'expliquait l'historien britannique E. P. Thompson, la foule ne reconnaissait pas les lois de l'offre et de la demande, selon lesquelles la rareté se traduisait inévitablement par une hausse des prix, et restait attachée à des traditions de marchandage direct qu'elle défendait par l'émeute. Toute augmentation du prix du pain, toute tentative d'imposer une mesure-étalon pour la vente du froment qui ne correspondait pas aux standards populaires et locaux, était la cause d'une émeute. En 1795, alors que la disette se généralisait en Europe, les navires céréaliers étaient bloqués dans les ports car on suspectait les courtiers en gros d'expédier du blé vers l'étranger. Le blé, la subsistance, était *bloqué* et tous les types de flux qui pouvaient lui être associés : cela pouvait aussi bien se traduire par le fait d'intercepter des charrettes de froment en rase campagne, en faisant appel à des « bandits sociaux » familiers du terrain, que par le fait d'empêcher le départ de navires. On *bloquait le réseau du blé*.

Le luddisme, un peu plus tard, revêtit également les traits d'un acte délibéré de ralentissement des flux de marchandises et de personnes. Mais là où la question de l'interruption ou, à tout le moins, de la maîtrise des flux ressurgit, c'est au lendemain de la guerre de 1870. Les Prussiens avaient montré à l'Europe que leur victoire résidait dans la maîtrise sans pareil de la circulation de troupes par voie ferrée et, par conséquent, de leur

approvisionnement en charbon. Le sabotage contemporain naquit de ce constat : il fut expérimenté par les hommes du front, par les Communistes qui coupèrent les lignes télégraphiques afin de ralentir les Versaillais, puis transféré dans la sphère politique par l'intermédiaire du syndicalisme d'action directe.

Émile Pouget mit ainsi en forme la question du sabotage dès son retour d'exil, en 1895 : elle était inséparable du mythe de la grève générale révolutionnaire. En 1912, à la parution de son *opus magnum*, il fit du sabotage le principe même de la lutte : « Dès qu'un homme a eu la criminelle ingéniosité de tirer le profit du travail de son semblable, de ce jour, l'exploité a, d'instinct, cherché à donner moins que n'exigeait son patron. Ce faisant, avec tout autant d'inconscience qu'en mettait M. Jourdain à faire de la prose, cet exploité a fait du sabotage, manifestant ainsi, sans le savoir, l'antagonisme irréductible qui dresse l'un contre l'autre, le capital et le travail. »

Dérivé du *go'canny* écossais, ou du fait de « faire traîner les sabots », le sabotage, qui n'était au départ qu'un *ralentissement*, se déplace avec Pouget à l'échelle du réseau entier de la production et de la circulation de matières, il s'adapte à l'émergence de l'usine taylorienne. Sans que les syndicalistes révolutionnaires n'aient jamais pu s'imposer au sein des grandes fédérations de travailleurs (mines, chemins de fer), une courte « ère du sabotage » fut néanmoins ouverte entre 1906 et 1911 : le « Roi de l'Ombre » Émile Pataud, à la tête du syndicat des électriciens, plongea Paris dans l'obscurité le 7 mars. En avril 1909, une grève des postiers aboutit à la section de nombreuses lignes télégraphiques. Le 13 octobre 1909, lors de la manifestation de protestation contre l'assassinat de Francisco Ferrer, les émeutiers parisiens incendièrent les conduites de gaz, et l'on vit en pleine nuit jaillir des geysers de feu au beau milieu de la capitale. Au même moment, les cheminots étaient suspectés d'avoir tenté d'interrompre les flux ferrés, et la répression s'abattit sur le syndicalisme révolutionnaire après l'épisode du « Pont de l'Arche », où quatre wagons du rapide du Havre tombèrent dans un fossé dans la nuit du 29 au 30 juin 1911, sans faire de victimes. Certes, il ne s'agissait plus là de mouvements de foules paysannes, mais la dimension

logistique du pouvoir s'était révélée avec une évidence sans précédent.

Représentation(s)

Le 17 novembre est donc une affaire de spatialité. Il raconte une chose sur la façon d'habiter l'espace des gilets jaunes : cette façon de vivre les « villes invisibles », que partagent la banlieue, le périurbain et le rural dans leur commune dépendance à la voiture. Et il en raconte une autre sur la façon de se projeter dans l'espace : cette façon d'opposer, à la pensée zonale de l'État, la pensée réticulaire de l'expérience du monde.

Par ailleurs, les gilets jaunes ne forment pas un collectif politique homogène et stable. Au contraire, l'effet-masse du mouvement est si fragmenté qu'il est difficilement soluble dans les catégories positivistes de la sociologie politique. D'où l'incompréhension à son égard dans bien des franges de la gauche et de ses extrêmes. D'où une certaine frilosité. D'où certaines calomnies en forme d'accusations de poujadisme.

Pourtant, ce qu'il y a de formidable avec cette séquence naissante ne se situe pas dans la clarté du mouvement qui se dessine, mais dans le fait qu'il échappe encore à toute capture politique. Cela lui confère un caractère imprédictible car il échappe pour le moment encore au répertoire d'action de la politique classique : de gauche comme de droite. Sans direction syndicale, ni grandes manifestations aux revendications claires et délimitées, l'hostilité antigouvernementale des gilets jaunes ne s'exprime pas non plus dans les formes classiques du mouvement social à la française. S'y joue un certain effet de sidération collective, une certaine ouverture à la panique : et la panique est ce qui fait paniquer les gouvernants. Cette grande peur tient pour partie d'un phénomène de prolétarianisation massive, mais aussi du sentiment diffus que les crises contemporaines viennent nous menacer jusque dans nos modes d'existence concrets. L'embryon d'hostilité généralisée à l'égard de la hausse des prix s'articule à partir d'une individualité générique certes, mais « plus on lutte pour sa propre vie plus il devient évident qu'on lutte contre

d'autres qui nous gênent de tous côtés», nous rappelait déjà Elias Canetti au siècle dernier dans *Masse et puissance*.

Jaune(s) et vert(s)

L'usage symbolique du gilet jaune est clair: ce qui avait d'abord été imposé comme un dispositif de sécurité se transforme en pas de côté social. L'horrible vêtement jaune devant normalement être enfilé au moment d'un arrêt forcé sur le bas-côté (ceci jusqu'à l'arrivée des secours, de la dépanneuse ou des forces de l'ordre) devient le véhicule symbolique d'une agrégation des colères populaires. Cet artefact de la société du risque contrôlé voit son usage détourné, révélant par là tout le mensonge de ce genre de dispositif. Sortis de leurs voitures, les gilets jaunes se reconnaissent mutuellement dans l'urgence provoquée par la dégradation soudaine de leurs modes d'existence. Ce qui s'est opéré ce week-end est un renversement: les gilets jaunes sont de sortie, mais il se peut qu'ils n'attendent plus la voiture-balai d'une société supposée leur venir en aide. Car si la voiture est en panne, c'est aussi à cause de la route elle-même.

« On travaille pour mettre du gasoil dans la voiture pour aller travailler pour mettre du gasoil dans la voiture. Vous voyez le truc? », nous dit une manifestante anonyme. Un marxiste croirait déceler dans ces paroles une définition de la domination abstraite: le fait qu'il faut travailler pour travailler. Nous y voyons plutôt la métaphore d'une civilisation agonisante que trahit l'une des limites structurelles du mouvement naissant des gilets jaunes. C'est que le monde actuel se maintient par son intensification permanente et clôt l'horizon même de son potentiel dépassement. Il capture ainsi toute proposition de bifurcation radicale.

Certes, l'hypothèse des gilets jaunes reste pour l'instant prisonnière du monde qui l'a produite, mais ce n'est pas sa fin en soi. Nombre d'esprits tatillons ont d'ailleurs d'ores et déjà critiqué à l'envi le caractère pollueur de leurs revendications. Toute contre-insurrection repose sur des tactiques qui visent à diviser entre eux les segments de la population qui pourraient rejoindre les insurgés. La macronie l'a bien compris, puisque l'on assiste

ainsi depuis quelques jours à mesure que l'inquiétude du pouvoir grandit à l'inflation d'un métadiscours qui voudrait opposer le gilet jaune périphérique à l'écologiste urbain.

Nous dirons au contraire que l'un ne va pas sans l'autre. La colère du gilet jaune lui échappe et elle doit contaminer l'esprit raccommodeur de l'écologiste. En retour, la dimension réparatrice de l'écologiste doit toucher le caractère destructeur des bloqueurs parés de gilets jaunes. Les deux doivent faire l'expérience commune que le pouvoir qui les ronge s'incarne dans des infrastructures qu'ils devront combattre ensemble.

Un historien des couleurs, Michel Pastoureau, a montré qu'au Moyen Âge le jaune et le vert, lorsqu'ils sont joints, illustrent un champ symbolique du désordre. Il nous dit qu'au XIV^e siècle, si le blanc conserve tout son prestige sémantique et esthétique, le jaune en vient à signifier l'autre radical, « le jaune n'est plus guère la couleur du soleil, des richesses et de l'amour divin, [...] devenu la couleur de la bile, du mensonge, de la trahison et de l'hérésie, [...] c'est aussi la couleur des laquais, des prostituées, des juifs et des criminels ». Quant au vert, son cas est plus subtil, « c'est la couleur ambivalente type », « couleur du diable et de l'Islam, couleur de la jalousie et parfois de la ruine, le vert est aussi la couleur de la jeunesse et de l'espérance, celle de l'amour naissant et de l'insouciance, celle de la liberté [...] qui traduit une idée de perturbation », de folie même parfois. Exactement comme aujourd'hui avec le gilet jaune et l'écologiste vert, « le jaune évoque la transgression de la norme; le vert, la perturbation de l'ordre établi » et quand elles sont juxtaposées, les deux couleurs produisent une intense symbolique du désordre. Dans son caractère bariolé, écartelé, la redondance de cette bichromie équivaut presque à une structure chromatique en spirale, qui donne l'impression d'un bruit violent et croissant, d'un arrêt à venir. Ainsi, dans l'imaginaire carnavalesque, les deux couleurs liées sont associées au fripon ou au bouffon, soit à la figure du *trickster*, cet être qui se moque des puissants et dont le rire détruit autant qu'il répare.



« Depuis samedi nous nous sentons un peu moins seuls, un peu plus heureux. » Que pensent les gilets jaunes ?

lundimatin #166, 19 novembre 2018, acte I

Bonjour, j'ai 57 ans et je suis employé dans une PME en Seine-Maritime. Je ne suis pas un de vos lecteurs mais il s'avère que mes enfants vous lisent régulièrement et qu'après de longues heures de discussion (et d'engueulades) ce dimanche, ils m'ont convaincu de rédiger et de vous envoyer ces quelques réflexions sur le mouvement des gilets jaunes auquel je suis heureux et fier d'appartenir.

Pour commencer, je tiens à dire que ce qui suit n'est que mon avis et mon regard sur le mouvement. Il est influencé par ce que j'ai vu et ce dont j'ai discuté tant avec des amis qu'avec mes enfants donc. Contrairement à tous les médias qui tentent de nous ausculter depuis deux jours, je ne prétends pas dire la vérité sur ce mouvement qui est composé de nombreuses personnes très différentes avec des idées différentes, des objectifs différents et probablement des rêves très différents. Ce que nous avons en commun, c'est notre ras-le-bol et notre action. C'est à la fois beaucoup et très peu mais il s'avère que désormais, on existe.

Avant même que nous agissions, la plupart des médias et de nombreux politiciens nous ont décrits comme des gros balourds antiécologiques qui voulaient préserver le droit à polluer tranquille. Sur quelle planète pensent-ils que nous vivons ? Contrairement à eux, nous avons les pieds sur terre. Non, nous ne réclamons pas le droit à polluer chaque jour un peu plus une planète déjà bien mal en point. Ce que nous refusons c'est ce chantage dégueulasse qui consiste à

faire peser sur nos épaules la responsabilité du carnage écologique et son coût. Si la planète est dans cet état, si on n'est même pas certains que nos petits-enfants y survivront, ce n'est pas parce que nous utilisons notre voiture pour aller au boulot mais parce que des entreprises, des dirigeants et des hommes politiques ont jugé pendant des années qu'il valait mieux faire tourner l'économie à toute blinde plutôt que de se préoccuper des animaux qui disparaissent, de notre santé, de notre avenir. C'est d'ailleurs ce qu'ils continuent de faire en nous faisant les poches pour financer une pseudo-transition écologique pas du tout à la hauteur des enjeux. Ces gens se sont décrédibilisés dans à peu près tous les domaines mais quand il est question de l'écologie et de la survie de l'humanité, là, il faudrait leur faire confiance ? À d'autres.

Certains disent que nous bloquons tout pour pouvoir mieux redémarrer le lendemain. Ce n'est pas vrai. En tout cas, ce n'est pas mon cas. Ce que nous bloquons, c'est notre vie quotidienne. Les départementales, les nationales, les zones commerciales. Nous bloquons le train-train de notre propre vie. À Paris, les gilets jaunes ont voulu bloquer Disneyland aujourd'hui, la police les en a empêchés et ils ont donc décidé de seulement rendre le parking gratuit. Quand tu vas à Disneyland et que tu apprends en arrivant que tu vas devoir payer vingt euros¹ juste pour pouvoir te garer, tu penses quoi ? Les gilets jaunes ils ont pensé que c'était du racket et l'ont rendu gratuit pour tout le monde. Que tu sois pour ou contre Disneyland, tu es pour que le parking de Disneyland soit gratuit.

Sur les blocages, il y avait des syndicalistes plutôt sympas mais qui passaient leur temps à dire à qui voulait les entendre qu'il fallait s'en prendre aux patrons, s'organiser sur nos lieux de travail, etc. Ils ont certainement raison mais le problème c'est que nous ne travaillons pas tous dans de grandes usines ou de grosses entreprises dans lesquelles le rapport de forces nous permet de faire pression pour que nos salaires augmentent. Beaucoup d'entre nous sont simples

1. NDLR : Après vérification, la place de parking à Disneyland Paris s'élève à trente euros et non vingt.

employés, autoentrepreneurs, chômeurs, etc. Le patron que nous avons par contre tous en commun, c'est Macron, c'est donc lui qu'on veut faire plier.

Après, oui c'est vrai que bloquer le pays ce n'est pas forcément révolutionnaire et pour tout dire, je ne suis pas bien certain de savoir ce que ça pourrait vouloir dire aujourd'hui de faire la révolution. D'un côté, il y a tellement de choses qui nous étouffent, nous asservissent, nous abêtissent et nous rendent globalement malheureux mais de l'autre il y a un mode de vie qui nous tient et auquel on tient. La famille, les barbecues avec les amis, les collègues de travail, ça peut paraître futile mais désolé, non, on ne passe pas nos soirées à regarder Arte et nos week-ends à aller au musée.

D'ailleurs, je suis pas un spécialiste de l'histoire mais je crois pas qu'en 1789 ou en 1968, les manifestants savaient précisément ce qu'ils voulaient et la direction qu'ils voulaient prendre avant que les événements commencent. Je suis peut-être trop optimiste mais je pense qu'il faut que nous nous fassions confiance.

Après, je comprends que ce flou, cet inconnu, fasse peur à certains. Beaucoup de gens dans mon entourage n'ont pas voulu rejoindre les gilets jaunes car ils disaient que c'était un truc de fachos manipulé par le Front National. Sauf que ce n'est pas le cas, ils sont nombreux les politiciens qui voudraient récupérer le mouvement, le FN en première ligne (et Mélenchon pas loin derrière) mais pour l'instant aucun n'y arrive. Entendons-nous bien, je ne dis pas qu'ils n'y arriveront pas mais si cela arrive ce sera le cancer qui tuera le mouvement. Et oui, j'ai vu à la télévision qu'il y avait eu des actes et des insultes intolérables contre des homosexuels et des personnes d'origine étrangère, ça me révulse comme tout le monde mais c'est dégueulasse d'en faire ses choux gras pour amalgamer tout le monde et sous-entendre que lorsqu'on est « populaire » on est forcément bête et méchant. J'ajoute qu'aux deux blocages auxquels j'ai participé, le rond-point d'accès à toute une zone industrielle et toutes les entrées de la plus grande zone commerciale de la région, il n'y a pas eu d'incidents si ce n'est quelques prises de bec parfois un peu violentes verbalement avec quelques automobilistes qui en avaient marre d'attendre et faisaient franchement la gueule. Oui il y a bien des racistes et des abrutis sur les blocages mais c'est à nous

qu'il revient de mettre les points sur les i avec eux, pas aux éditorialistes bien au chaud sous les projecteurs de leurs plateaux télé. Leur petit avis sur tout, on s'en fout.

On a aussi dit que la police était de notre côté. Ce n'est pas vrai. La preuve c'est que lorsque des gilets jaunes ont voulu se rendre à l'Elysée, ils en ont été empêchés par des fonctionnaires de police. Ce qui ne veut pas dire que les policiers qui les ont aspergés avec des gaz lacrymogènes sont des fidèles de Macron et pour le moment on peut dire qu'ils ont été plutôt courtois, mais quand le gouvernement leur dira de taper, quand nous serons cent mille, et pas mille, que feront-ils ?

Pour finir je voudrais rendre hommage à la dame qui est morte samedi matin en Savoie. C'est vraiment tragique, pour elle, sa famille mais aussi pour l'automobiliste qui a simplement paniqué selon ce que disent les médias. Évidemment que cela n'aurait jamais dû arriver et que ça en dit long sur notre niveau d'improvisation. Il faut donc tout faire pour que nous soyons toujours mieux organisés et que le pire soit évité (en Moselle par exemple, ils avaient bloqué toute la largeur de l'autoroute avec des pneus, qu'en plus ils ont enflammés. Ça a eu le mérite de dissuader quiconque voudrait forcer un barrage en voiture et l'autoroute n'a pas pu rouvrir le soir même). Par contre, utiliser cet accident pour essayer de discréditer le mouvement et dissuader les gens de nous rejoindre, c'est le comble du cynisme. Il y a plus de trois cents morts par mois sur les routes en France ; si je voulais être aussi cynique que nos dirigeants, je leur demanderais combien de morts ont été épargnés par notre journée de blocage et de combien baisseraient les particules fines si nous bloquions tout un mois.

Les gouvernants et les journalistes peuvent bien se moquer de nous en nous voyant bloquer les ronds-points en dansant la queue leu leu mais depuis samedi nous nous sentons un peu moins seuls et un peu plus heureux.



K-WAYS JAUNES, GILETS NOIRS « L'ORDINAIRE VENAIT DE PRENDRE FIN. ABOLI. SOUS NOS YEUX. ET NOUS NE LE SAVIONS PAS ENCORE »

**lundimatin #167, 26 novembre 2018,
acte II**

Beaucoup a été dit sur la couleur jaune, sur ce jaune criard des vestes de sécurité, sur la philosophie de cette couleur ou encore sur l'importance d'être vu pour ceux qu'on appelait un peu au pif «les invisibles». Les éditorialistes se gaussaient de leur propre génie: « Les invisibles, ils veulent être vus et ils sont en détresse. C'est lorsqu'on est en détresse qu'on enfile le gilet jaune ». CQFD. Bluffant.

On se fixe sur le gilet, alors qu'il faut regarder plus haut et voir le masque qu'il contient. Celui que n'importe qui peut enfiler d'un coup de main désinvolte. Puis l'ôter à l'envi. Et pourquoi pas le remettre. Cette couleur donne soudain corps et consistance à la colère, à la révolte, au cri sourd qui court dans la nuit. Ce jaune est à tous. Il n'est jamais trop tard pour virer au jaune. En jaune, je deviens un autre, j'intègre un corps de colère bien plus large que moi, j'y trouve des camarades, des ami.e.s, je revis, arraché au sommeil apathique et aux néons blafards qui me maintenaient en vie, somnolant sans savoir depuis quand. En jaune, je pénètre le réel à nouveau, je pose ma pierre à l'incertitude qui gronde. L'incertitude qui semble paralyser aujourd'hui ceux qu'on exhorte de gouverner, de juger ou de commenter.

Pourtant la journée avait bien débuté pour les commentateurs, comme d'habitude. Les reporters étaient présents sur le terrain aux aurores pour rendre compte (comme à chaque rendez-vous) *déjà* résignés avant l'heure des convulsions d'un énième mouvement de mécontentement, avec tout le cynisme et le mépris qu'on pouvait attendre d'eux, commentateurs qui connaissent *déjà* l'issue et s'en suffisent.

Et effectivement, aux aurores, il n'y avait pas grand monde dans les rues de la capitale. Des groupes épars de gilets jaunes se formaient ici et là. Le *live* du Parisien en fait état à 9 h 20. « Des petits groupes de gilets jaunes » dans la capitale. Selon la Préfecture de police de Paris, quelques « petits groupes épars » de gilets jaunes venus de plusieurs régions sont arrivés à Paris « dans le calme » indique France Info.

Jusqu'ici sans surprise. On les savait *déjà* sur la mauvaise pente statistique qui les promettait à l'oubli populaire, au mépris gouvernemental.

Il aura fallu un peu plus d'une heure pour que ces gilets jaunes, bientôt des milliers, pointent présents sur les Champs-Élysées malgré l'interdiction, signant ainsi le basculement de la journée dans l'inconnu. L'ordinaire venait de prendre fin. Aboli. Sous nos yeux. Et nous ne le savions pas encore.

Les événements, nous les connaissons. Une journée d'ingouvernabilité au sens propre. Une journée qui vit se délimiter sur la

plus luxueuse avenue une zone où l'État se retrouvait *de facto* destitué, simplement incapable de quoi que ce soit.

Les images inondaient les salons dans un flux qui paraissait intarissable. Les directs s'enchaînaient, on passait ainsi du haut des Champs au bas des Champs, puis au haut des Champs à nouveau et ainsi de suite, au rythme des nuages chimiques et des grenades. Mais les commentaires se montraient moins prolixes qu'à l'accoutumée. Les k-ways noirs, feu vert attendu des habituels lieux communs, tardaient à se montrer. Seulement du jaune, partout, du jaune. Jaune agressif, mais jaune toujours. Qu'en dire? Comment l'analyser? Comment qualifier, expliquer? Les mots venaient à manquer, les schémas et les cases semblaient au pire caducs, au mieux périmés.

Sur place, entre les enseignes de luxe et les hommes en armure noire officielle, tout le monde était devenu casseur, ou plutôt par cet habile glissement de la non-couleur au jaune vif, le casseur était devenu monsieur Tout le Monde. Il n'en fallait pas moins pour que la classe politique se voie plonger tête la première dans le brouillard de l'incompréhension. Christophe Castaner, sur le coup de midi, prit la parole, obligé par son rôle à proposer le premier une narration qui pourra ensuite alimenter toutes les autres. « *Des séditeux* » de « *l'ultradroite* ». Peut-être croit-il l'affaire emballée, peut-être croit-il, sur les conseils de certains, faire un sacré coup et ainsi affaiblir une des principales, si ce n'est la principale rivale de son généreux maître.

Les mots sont peut-être trop forts ou mal choisis, mais une chose est sûre, ils ne sont pas les bons. Les médias ne les reprennent pas ou peu. Et lorsqu'ils le font, c'est avec la distance qu'ils collent à ce qu'ils ne connaissent pas *déjà*. La confusion de la classe politique se transmet donc comme une mauvaise grippe au circuit médiatique, et le rend paradoxalement, plus que d'habitude, transparent au réel. Pendant les quelques heures qui suivent, plus de dogme, plus de schéma, plus de narration légale, les journalistes comme les commentaires ne savent plus dire si « *la manifestation a dégénéré* » ou bien si « *les gilets jaunes sont infiltrés par des casseurs* », si ce sont « *les manifestants qui répliquent aux charges de la police* » ou si c'est le fait « *des casseurs habillés en jaune* ».

Faute de *déjà*-vu, personne ne sait où donner du commentaire. Les reporters? Tantôt au milieu des barricades, tantôt derrière les camions à eau, à donner la parole à des jaunes tantôt ravis, tantôt médusés. Même chose sur les écrans: ajoutés à la sidération, les mots sonnent cruellement creux. Les foulards noirs des casseurs sont agités sur les plateaux mais les images font mentir en direct les idiots utiles du spectacle: point de foulard, entre les barricades les visages sont bien là, bien visibles, bien identifiables. Peut-être que les autonomes sont là, peut-être que l'ultradroite est là, mais où? Faute de masque, faute de capuche, l'autorité peine à projeter quoi que ce soit. La toile habituelle a disparu. En fait, sans le vouloir, les manifestants/giletsjaunes/casseurs/ultradroites/ultragauches/mécontents/quimporte ont réussi un tour de force extraordinaire.

La confusion est une arme politique. Le contre-feu en est l'exemple le plus connu. C'est simple, on ne peut pas lutter contre ce qui n'est pas identifié, on ne peut qu'être débordé par ce qui est inconnu et tenter, *a posteriori*, de le gérer.

L'exercice du pouvoir repose bien sur une parfaite compréhension et utilisation de cette tension entre le connu et l'inconnu. Lorsqu'il est acculé, le pouvoir ne se prive jamais d'émettre des messages contradictoires, paralysant ainsi ceux qui le menacent, mettant à distance ceux qui tentent de le coincer. Au contraire, lorsqu'il cherche à mettre à mort, un moyen ô combien efficace consiste à pétrifier l'ennemi à la manière de Méduse. Avec ses mots à soi, montrer que l'on sait *déjà* ce à quoi l'on a à faire, identifier pour mieux éliminer. Poser des mots pour figer un contenant, le séparer, l'isoler, enfin le mettre à mort.

Mais pour allumer un contre-feu, se rendre maître de la confusion, encore faut-il en avoir les moyens médiatiques, et donc tout ce que cela implique. Qui sont les seuls à être garantis que leur déclaration sur le temps long seront reprises substantiellement par les médias, au point d'influencer le débat global? Les gouvernements évidemment, les ministères et leurs points presse, leurs communiqués dont les journalistes s'abreuvent sans se poser de question, ravis de n'avoir ainsi qu'à se pencher pour gratter leur papier. Tels sont les gagnants de la médiatisation

permanente et du triomphe de l'image: ceux qui peuvent de manière concrète jouer avec elle, la brouiller et *in fine* tordre le réel, le faire mentir.

Mais c'était sans compter sur ce que la vie comporte d'imprévu. Ce que nous aura appris cette journée mémorable du 24 novembre, c'est qu'être puissant ne fait pas tout, que la confusion peut aussi être spontanée, inattendue, et pourquoi pas révolutionnaire? Ainsi cette arme des puissants, de ceux qui ont la bulle médiatique dans le creux de la main s'est retournée contre ses maîtres. Et ça, ils ne s'y attendaient pas, tellement habitués à mettre leurs adversaires dans le brouillard sans jamais y avoir goûté. Le miroir tendu aux gouvernants les a annihilés. Voilà comment il est possible d'interpréter les errances officielles du samedi, depuis les «*séditieux de l'ultradroite*» jusqu'aux vocables contradictoires qui ont envahi les écrans toute la journée. Comment ne pas voir la confirmation de cette impuissance lors de l'ultime conférence de presse du ministre de l'Intérieur, en fin de journée. A-t-on déjà vu un ministre de l'Intérieur minimiser les dégâts d'une manifestation qui se mue en une telle émeute? «*Les dégâts sont faibles, ils sont matériels, c'est l'essentiel*». Une «*réaction étrangement très mesurée*» se contente de pointer *Libération*. Mais comment aurait-il pu en être autrement? Sans adversaire identifié, sans personne sur qui porter les coups (Marine Le Pen ayant réussi un peu plus tôt à se sortir du guet-apens qui la guettait), le pouvoir se retrouve *de facto* à brasser du vide, à tenter de contenir ce qui déborde. Alors évidemment, il tente de sauver la face, minimise les dégâts et l'importance de l'événement, de peur de créer un précédent. Il se relève après la rouste infligée par surprise comme après une sacrée chute. «*Tout va bien, merci, pas de problème*.» Et pourtant, quelle chute.

À regarder le compte rendu d'audience des premières comparutions immédiates, ce lundi, la même confusion semble bien avoir saisi le corps judiciaire. Face à lui, des chômeurs, des surveillants pénitentiaires, des financiers, des ouvriers, bref tout un monde que rien ne semblait rassembler, si ce n'est ce jaune, vif et vache. Des casseurs, ces mécontents? Il aura fallu que le capitaine en chef lui-même mette un pied hors de sa cabine pour

rappeler la ligne, repousser la confusion et sortir ses troupes du brouillard qui s'accroche au pont. *« Je ne confonds pas les casseurs avec des concitoyens qui veulent faire passer un message. »* Mais plus personne ne l'écoute. Tout le monde fixe le brouillard.

Il y a certainement là nombre de leçons qui pourraient s'avérer déterminantes pour l'avenir. Lorsque Persée parvint à décapiter Méduse, il remit son masque à Athéna qui le fixa à son bouclier. Un ornement pour triompher du mauvais sort. À nous désormais de frapper nos blasons de la confusion.

CONTRIBUTION À LA RUPTURE EN COURS

**Des agents destitués du Parti
Imaginaire, lundimatin#168,
3 décembre 2018, acte III**

*« Je vais finir par devenir communiste... »
Brigitte Bardot (entretien avec Le Parisien, 1^{er} décembre 2018)
« Beau comme une insurrection impure »
Graffiti observable le 24 novembre
sur quelque façade des Champs-Élysées*

Décomposés

S'il peut bientôt s'avérer fragile, l'un des principaux mérites de la mobilisation actuelle demeure pour l'heure d'avoir renvoyé au musée Grévin la rhétorique et le répertoire pratique des mouvements de gauche du siècle passé, tout en réclamant plus de justice et d'égalité, et ce sans reproduire pour autant la geste antifiscale de droite et d'extrême droite de l'après-guerre.

Après l'effondrement des sociaux-démocrates signalé en France par l'élection de Macron, voici donc maintenant celui des communistes, (in)soumis, gauchistes, anarchistes, membres de l'« ultragauche » et autres professionnels de la lutte de classes ou porte-parole radicaux chics : et une majorité d'entre eux, après avoir fait la fine bouche ou s'être pincé le nez, de courir désormais, défaits, à toutes jambes après le mouvement, avec leurs groupuscules, syndicats, partis, interventions de presse et billets de blog. Bienvenue dans l'arrière-garde !

Le retard est patent, le défilé est funèbre. Chacun peut pressentir que les appels, les tribunes, les motions, les pétitions, les parcours République-Bastille annoncés en préfecture, leurs services d'ordre et leur « cortège de tête », les tables de concertation et de négociation entre représentants et gouvernants, le petit théâtre de la représentativité entre les dirigeants ou bien les délégués et « la base », la prise de la parole par voie de presse ou en assemblée générale — bref, que les dernières ruines de l'État-providence, ou plutôt, de ses formes de contestation, sont parties en fumée : qu'elles sont non seulement inutiles mais surtout obsolètes et dérisoires, vocables d'une langue morte et archi-morte qui risque bien, pourtant, d'être parlée encore longtemps par les fantômes qui viendront les hanter. On peut toujours compter sur les bureaucrates, apprentis ou professionnels, et sur l'armée fournie des intellectuels organiques du néant, pour faire les ventriloques, jouer le grand jeu du Parti, s'imaginer une fois de plus comme l'avant-garde d'un mouvement dont ils sont en réalité les tristes voitures-balais.

Les voilà donc qui proposent des mots d'ordre, bientôt des constitutions, édictent des règles de bonne conduite collective, exhortent à l'inversion des rapports de force, glosent doctement sur le caractère plus ou moins prérévolutionnaire de la situation, infiltrent manifestations et réunions, appellent à la convergence des luttes et même à la grève générale... Ces pratiques et ces discours étaient déjà creux, incantatoires, l'année dernière, lors des mouvements de cheminots et d'étudiants. Ils le sont plus que jamais aujourd'hui. Car la nouveauté, la ténacité et les premiers succès des gilets jaunes éclairent cruellement la série de

défaites presque systématiques des dernières années en France, et la décomposition générale dans laquelle tous les courants de gauche, si fiers pourtant de leur héritage et de leur singularité, toujours aussi bêtement héroïques dans leur posture, ont peu à peu sombré depuis cinquante ans. Loin d'être un obstacle, c'est précisément l'impureté idéologique tant décriée de la mobilisation qui a jusqu'à présent favorisé son extension et périmé tous les volontarismes unificateurs venus d'organisations ou de militants spécialisés. Aux professionnels de l'ordre gauchiste et du désordre insurrectionnaliste, le mouvement des gilets jaunes n'adresse donc qu'une invitation au voyage, à une participation enfin libre en qualité d'êtres quelconques dépris des collectifs institués comme d'autant de pesanteurs matérielles et idéologiques du passé.

À la charnière

La mobilisation en cours n'a pas besoin d'être gonflée — ou plutôt concurrencée, si l'on sait lire entre les lignes des déclarations revanchardes des petits chefs destitués — par des mouvements existants ou parallèles. Sur les ronds-points et dans les rues, par le blocage ou par l'émeute, elle fait déjà se rencontrer et s'entrechoquer des forces hétérogènes, politiquement diverses, voire opposées (bien que souvent sociologiquement proches). Plus que sur des idéaux déjà-là ou sur une conscience de classe partagée, et plus encore que sur les vidéos ou les messages échangés sur les réseaux sociaux, le mouvement tient d'abord aux sociabilités locales, anciennes ou quotidiennes, aux interconnaissances externes aux lieux de travail, dans les cafés, les associations, les clubs de sport, les immeubles, les quartiers. Parce que la religiosité de l'idéologie progressiste (avec ses mythes éculés, ses rituels évidés) leur est violemment étrangère, les gilets jaunes ne semblaient pas porter de certitudes, d'interprétations toutes faites de leur malheur commun durant les deux premières semaines du mouvement. Tout en souplesse et en adaptation, au risque de l'éclatement et de la dissolution, ils tiennent le bitume ou avancent aux carrefours et aux péages sans préjugés solides, sans

certitude imposée, délivrés de l'intellectualisme et de l'idéalisme pathologiques de la gauche et des gauchistes et de leur fantasme de prolétariat, de sujet historique et de classe universelle.

Le mouvement se situe en cela à la charnière de deux périodes du capitalisme et de ses modes de gouvernement. Dans son contenu, plus que dans sa forme, il porte des marques du passé mais laisse aussi apercevoir un avenir possible des luttes ou des soulèvements. La critique de l'impôt, la demande de redistribution, de correction des inégalités, s'adressent à un État régulateur alors que celui-ci a en grande partie disparu. Le mouvement veut à la fois moins d'impôts et plus d'État. Il ne s'en prend à ce dernier que dans la mesure où il s'est retiré des zones urbaines et semi-rurales. Et lorsqu'il était question de pouvoir d'achat, jusqu'à ces derniers jours, c'était d'ailleurs en ignorant les salaires qui, plus que les prélèvements, en déterminent pour la plupart le niveau général. Trait remarquable de la période en cours : nul non plus n'a songé, au gouvernement, à blâmer les patrons de leur politique salariale. Une telle restriction, tactiquement incompréhensible, exprime mieux que tout discours les intérêts que serviront, jusqu'à leur perte, les dirigeants politiques du régime actuel.

Parce qu'il défie les partis, s'exprime hors des syndicats et même, à ses débuts, contre eux le mouvement s'attaque aussi à l'ensemble du système de représentation des intérêts issu de la Seconde Guerre mondiale puis de la V^e République un ensemble de mécanismes de délégation rattaché à la gestion keynésienne du capitalisme. En renvoyant ainsi la gauche et les gauchistes au folklore, voire au formol, les gilets jaunes parachèvent pour certains les revendications d'autonomie exprimées depuis Mai 68. Mais ils sont aussi par là même en phase avec le programme de destruction des organisations syndicales et des institutions démocratiques mises en œuvre sous le capitalisme avancé depuis les années 1970. Ou plutôt : ils en sont le reste irréductible, dont certains prophétisaient le surgissement. Tour à tour ou tout à la fois keynésien, libertaire et néolibéral : le mouvement porte avec lui, dans son rapport à l'État, à l'économie, à l'histoire, les stigmates de ces idées politiques moribondes et les ambivalences de l'époque.

Il propose néanmoins, quoique sous une forme encore paradoxale, la première politisation de masse de la question écologique dans ce pays. Voilà pourquoi on aurait tort de vouloir rapporter la mobilisation aux seules conditions de classes, de statuts, de professions, et d'opposer trop simplement les problèmes de fin du mois et la question de la fin du monde. Ce vieux réflexe est lui aussi une rémanence de l'ancien régime de régulation et de contestation. Dans le mouvement des gilets jaunes, le travail n'est pas l'épicentre ; pas plus, peut-être, que ne l'est en réalité le pouvoir d'achat. Ce qu'il manifeste, outre les injustices écologiques (les riches détruisent beaucoup plus la planète que les pauvres, même en mangeant bio et en triant leurs déchets, mais c'est sur les seconds que l'on fait reposer la « transition écologique »), ce sont surtout les différences énormes, peu ou pas politisées jusque-là, existant dans le rapport à la circulation. Plutôt que de s'exprimer au nom d'une position sociale, il fait en ce sens de la mobilité (et de ses différents régimes, contraint ou choisi, éclaté ou concentré) à la fois le motif principal des mobilisations et, en la bloquant, l'instrument cardinal du conflit.

Les trois gilets

Sur le plan de la mobilisation concrète, la qualité première du mouvement aura été d'inventer une nouvelle tactique et une nouvelle dramaturgie de la lutte sociale. De faibles moyens, parfaitement mis en œuvre, auront suffi à instaurer un niveau de crise politique rarement atteint en France durant ces dernières décennies. La logique du nombre et de la convergence, consubstantielle aux formes de mobilisation de la période keynésienne, n'est plus l'enjeu décisif : plus besoin de compter sur les lycéens, les étudiants, les inactifs, les retraités, sur leur disponibilité et sur leur temps, ni d'espérer qu'une caisse de résonance centrale, médiatique, parisienne, vienne donner au mouvement sa puissance et sa légitimité. La combinaison unique d'une prolifération des petits regroupements, jusque dans des lieux sans vie politique spontanée depuis près d'un demi-siècle, des pratiques de blocages, et du recours évident, naturel, ancestral, à l'émeute, portée au cœur



même des centres urbains départementaux, régionaux et nationaux, ont supplanté, pour un temps du moins, le répertoire de la grève avec ses figures imposées et déjà instituées.

Par-delà ce trait commun, trois tendances pratiques et tactiques semblent diviser actuellement le mouvement et en fixer les devenir. La première est électoraliste en son cœur, « citoyen-niste » dans ses franges. Elle appelle d'ores et déjà à la formation d'un mouvement politique inédit, à la constitution de listes aux prochaines élections européennes et rêve sans doute d'un destin comparable à celui du mouvement Cinq étoiles en Italie, ou bien de Podemos en Espagne ou du Tea Party, aux États-Unis. Il s'agit de peser sur le jeu politique existant avec des représentants dotés des caractéristiques sociales les moins éloignées possible de celles des représentés. Les plus radicaux, dans ce camp, ne se satisfont pas des institutions politiques actuelles et demandent d'abord qu'elles soient transformées en profondeur : ils veulent leur référendum ou bien leur « Nuit debout », mais dans des grands stades de football où une nouvelle démocratie délibérative serait alors pratiquée et inventée.

Une seconde polarité du mouvement est ouvertement négociatrice. Elle s'est exprimée dimanche dernier dans la presse en appelant à des discussions avec le gouvernement et en acceptant, avant rétractation, ses invitations. Une fraction plus ou moins frondeuse des parlementaires et des politiciens de la majorité y répond, avec des représentants de l'opposition, des syndicalistes, des chefs ou des sous-chefs de parti, en appelant à des changements de cap, voire à des transformations en profondeur et à des états généraux de la fiscalité, de l'écologie, des inégalités et d'autres sujets brûlants. Ce pôle domine les débats en cette troisième semaine mais il reste très contesté à l'intérieur du mouvement qui ne voit pas comment un nouvel accord de Grenelle, *a fortiori* sans syndicats ni représentants légitimes, et probablement dilué dans le temps, pourrait répondre à la colère. Après un faux départ, le temps est bien devenu aujourd'hui l'atout principal de ce gouvernement qui espère noyer la fronde dans les fêtes de fin d'année et faire durer la discussion pendant plusieurs mois. On sait aussi qu'en d'autres circonstances, les états généraux n'ont pas suffi à panser les fractures.

Le troisième noyau du mouvement est avant tout « démagiste » et, dans ses marges, insurrectionnaliste, voire révolutionnaire. Il s'exprime le week-end à Paris et dans les préfectures et demande pour l'instant la démission de Macron, sans autre programme. Il a obtenu des résultats sans précédent en France depuis plusieurs décennies en atteignant les quartiers ouest, et riches, de la capitale et en ripostant aux forces de l'ordre avec un enthousiasme inédit malgré la répression policière, les nombreuses victimes de violence, les mains arrachées, les visages tuméfiés. Quelques chiffres donnent une idée de la violence en cours : en une journée parisienne, le 1^{er} décembre, la police a tiré autant de grenades que pendant toute l'année 2017 (*Libération*, 3 décembre 2018). Le caractère très aigu des affrontements sert aussi à disqualifier les fractions émeutières du mouvement. Cette stratégie a échoué la semaine dernière. Elle fait à nouveau l'objet d'une propagande de masse cette semaine. Quoi qu'il arrive, les meilleures perspectives de cette fraction du mouvement ne sont pas sans rappeler celles des révoltes arabes de 2011, lorsqu'une mobilisation politiquement très hétérogène, venue des réseaux sociaux, en grande partie détachée des organes politiques traditionnels, a fait tomber plusieurs régimes autoritaires, mais sans parvenir à aller au-delà et à affirmer une positivité révolutionnaire.

Le tableau ne serait pas complet sans rappeler que la possibilité néofasciste traverse les trois camps du mouvement. L'extrême droite est présente dans chacun d'entre eux. La crispation identitaire et autoritaire est aussi un scénario possible pour toutes les tendances : par alliance (comme en Italie) ou absorption chez les électoralistes ; par dégoût ou contrepartie, si les négociateurs l'emportent ; par contrecoup et contre-révolution, si ce sont les putschistes de gauche ou les insurgés qui triomphent. L'extrême droite en embuscade ! Les bonnes âmes sont abattues. Cela suffit-il à ternir le mouvement ? L'éventualité néofasciste est en réalité inscrite en France depuis l'élection de Macron : elle en est le double nécessaire et la conséquence la plus probable. Elle s'accomplit partout aujourd'hui comme la suite logique du maintien de l'ordre économique et policier néolibéral en conjoncture de crise sociale, ce dont témoigne le tournant autoritaire d'un

nombre notable de pays depuis 2008. L'existence d'un tel danger n'est pas réjouissante mais elle est la preuve évidente que nous sommes à une croisée de chemins, en France, en Europe et au-delà. En temps critiques, l'histoire est toujours incertaine, magmatique, les puristes et les hygiénistes de l'esprit et de la politique sont à la peine. S'ils ne sont pas encore illibéraux, les gilets jaunes sont déjà antilibéraux. Mais qui peut dire qu'ils n'espèrent pas de libertés nouvelles ?

Maillons faibles

À cette aune-là, l'émeute insurrectionnelle n'est encore rien, même si celles qui ont eu lieu les 24 novembre et le 1^{er} décembre à Paris et dans quelques villes de province ont eu une ampleur historique. On a parfois oublié que les Français se sont insurgés violemment, le plus souvent contre l'impôt et la concentration des pouvoirs, pendant près de quatre siècles. C'est la tolérance aux destructions et aux violences de rue qui s'est considérablement affaiblie durant les cent dernières années. Or, depuis 2016 et la compréhension nouvelle, fragile, entre « cortège de tête » et assemblées, la diabolisation des émeutes recule. Ce trait se retrouve renforcé ces derniers jours par la rencontre entre des citoyens ordinaires et la brutalité policière exacerbée. Une ligne de conduite tactique pourrait être de profiter de cet avantage, peut-être provisoire, pour vaincre à l'intérieur du mouvement et gagner en précision dans les cibles visées.

La prise des palais de la République n'aura pas lieu. Y contreviennent pour l'instant toutes sortes de fusibles en réserve : le limogeage du gouvernement, l'état d'urgence, l'armée, etc. Allons même au terme de notre deuil de tout gauchisme : la révolution elle-même, comprise comme événement, n'est plus une nécessité, ni même un horizon absolu. Le combat ne peut désormais exister qu'en durant, c'est-à-dire aussi en s'attaquant en priorité aux parties les plus faibles des appareils stratégiques du pouvoir en place : médias et police, pour commencer.

Les médias sont en effet divisés face au mouvement. Certains soutiennent l'antifiscalisme des gilets jaunes pour faire grossir

les intérêts de classe de leurs propriétaires tout en craignant les violences populaires. D'autres, idéologiquement plus proches du gouvernement, en affinité sociale avec la figure qu'incarne Macron, n'en sont pas moins tenus par leur public, qui soutient les gilets jaunes », lorsqu'il n'en fait pas partie. Dans une conjoncture fluide, les représentations sont l'une des armes décisives de la guerre. Or les réseaux sociaux et les divers sites contestataires ne corrigent qu'en partie la tendance monopolistique des médias audiovisuels traditionnels quand ils ne sont pas eux-mêmes gagnés par des contre-vérités éhontées. On se plaît à imaginer qu'une partie des gilets jaunes s'immisce dans les plus brefs délais au sein d'une ou plusieurs chaînes de radio et de télévision, si possible nationales, en s'associant des journalistes transfuges, et laissent mieux apparaître les développements historiques en cours. À moins qu'il ne faille d'abord grossir au maximum les instruments de contre-information dont nous disposons déjà.

Le dispositif policier est paradoxalement l'autre maillon faible du pouvoir en place. C'est une machine usée, surexploitée, aux pièces et aux armes souvent rouillées et dont les rouages humains ont des conditions d'existence socio-économiques très proches de celles des gilets jaunes. Cette proximité pourrait parvenir à diviser les rangs de leurs syndicats, à condition d'appuyer là où les souffrances se sont accumulées, d'attendrir la base. La tâche paraît rude, difficile, peut-être impossible, mais aucun soulèvement ne s'est fait sans un retournement au moins partiel des appareils répressifs. La temporalité est serrée. Nous ne sommes pas à l'abri que ce samedi le dispositif décidé par le ministère de l'Intérieur se montre plus insidieux, évitant les conflits frontaux au profit d'interpellations ciblées à l'allemande, pour ainsi dire de façon à contenir la tension jusqu'à essoufflement. Mais cela suffira-t-il lorsqu'une radicalisation de masse s'est opérée les deux dernières semaines contre les pratiques ordinaires de la police ? Un petit syndicat (Vigi) appelle déjà à la grève illimitée à partir de samedi. D'autres syndicats de fonctionnaires (dans l'enseignement, les services départementaux d'incendie et de secours, l'ensemble des services publics) ont formulé des appels semblables

pour les prochains jours et la semaine prochaine. L'appareil d'État exhibe ses premières fissures.



Viser juste, donc, mais aussi durer, avant toute chose. Paris est une émeute, mais Paris, aussi bien, est un leurre. Une vitrine spectaculaire. L'échelle du mouvement est locale. Nous espérons qu'elle le reste et multiplie ses points d'existence ainsi que les rencontres qui s'y tiennent. La généralisation de la perspective d'assemblées « populaires » locales, comme à Saint-Nazaire ou à Commercy, pouvant agréger d'autres groupes que les gilets jaunes mobilisés, irait dans ce sens. Cela demande des ressources, de l'énergie, de la force, de l'entraide. Des caisses de blocage, matérielles comme numériques, pourraient être mises en place. Politiquement, le rôle des associations amies et même des élus locaux favorables au mouvement est à déterminer, comme celui du passage à la nouvelle année.

Toutes ces perspectives, déjà exorbitantes, sont pourtant peu de chose face aux questions futures que devra affronter le mouvement, comme celles des entreprises et de l'écologie, restées pour l'essentiel en bordure de l'effervescence actuelle alors qu'elles sont au cœur de toutes les revendications. Il faudra y revenir. La journée du 8 décembre n'est que le quatrième acte de la mobilisation. Toutes les bonnes tragédies en comptent cinq.

Des agents destitués du Parti Imaginaire
Le 6 décembre 2018

Tu as entendu? Ça vient de partir d'on sait pas où, ça pète mais on sait pas comment

lundimatin#168, 3 décembre 2018, acte III

T'as entendu? Ça vient de partir d'on sait pas où, ça pète mais on sait pas comment, y a un trou qui s'est fait, un autre encore plus grand que la fois d'avant, et cette fois on se dit «là ça y est c'est la bonne», on sait pas trop pourquoi il fait beau aujourd'hui et pourquoi tout le monde se réveille de sa nuit personnelle, mais il y a quelque chose qui dit «c'est pas pareil», c'est pas comme tous les jours, il y a des nouvelles choses dans l'air, il y a de nouveaux êtres humains, ce sont les mêmes qu'avant, mais aujourd'hui ça laisse passer la honte et le désespoir, ça laisse éclater la colère et la joie à la fois, et puis ça fait du bien, il fait chaud près du feu et puis sur les ronds-points, ça tourne ça tourne, c'est le manège bizarre et personne ne comprend trop ce qu'il se passe vraiment, il y a des blessures et il y a des sourires qui s'ouvrent en même temps, et ça fait trembler les mains et la voix, il y a tout un flot de mots qui sortent, des moches et puis des beaux, et puis tu te surprends à faire un geste nouveau et à gueuler et à ne plus te regarder, ni te regarder vivre ni te laisser crever, et juste découvrir qu'il y en là-dedans, des mots, puis qu'on peut discuter, qu'il suffit d'une semaine ou deux de la vie qui dérape pour parler concrètement et parler honnêtement, il y a quelque chose, quelque chose qui lâche, ou quelque chose qui se lève.

T'as entendu? Ça vient de partir, et personne s'y attendait, tout le monde s'attendait, se regardait en coin: *qui c'est qui craquera?* Personne osait rien dire, personne n'osait devenir dingue, et puis là ça s'est fait ensemble et ça pète partout mais on ne sait pas comment, on ne sait pas qui on est, on ne sait pas où on va et ça, ça fait trop peur, mais qu'est-ce qu'on peut faire d'autre? Le vent souffle et



puis tourne et on apprend quand même à respirer les gaz, mais ce n'est qu'un début, sûrement que les cadeaux de Noël auront une drôle d'odeur, le sapin brûle et puis le cœur avec, et ça fait peur, mais ce qui fait du bien, ce sont les questions qu'on pose, ce sont les endroits que l'on pense qui n'existaient pas et qui laissent parler le ventre.

T'as entendu? On parle, ça fait du bien de sortir de sa nuit personnelle, il y a tout qui sort de cette nuit, du beau et du pas beau, il y a le mauvais sort qui nous pète à la gueule et c'est dur ce si grand miroir qui nous dit *nous voilà*, ça, c'est nous en vrai, grandeur nature, bave aux lèvres, yeux cernés, méfiant.e.s, perdu.e.s, mais en même temps tiré.e.s vers le devant par quelque chose d'enfantin comme de l'excitation et de l'appréhension, et toutes les peurs et les vexations et les hontes qui refluent et sortent et éclatent, ça fait du bon et du mauvais mais il y en a du monde encore, derrière, qui regarde et qui jauge et se demande encore si l'on a quelque chose à perdre. *Est-ce que la vie de rêve vaut bien la peine d'être vécue? Est-ce que la fin du monde est plus belle si on la provoque soi-même? Est-ce que si l'on enlève tous les pavés il y aura de quoi faire pousser des patates?*

Et puis enfin, en face, même si ça tremble un peu, ça tient encore bon, ça serre fort, ça tire loin, ça vise bien, et il va falloir rester ensemble parce qu'il y a, et il y aura encore, des corps, qui feront les frais de ce monde pas possible, celui de ceux qui pleurent pour une statue en plâtre et pour Napoléon. « *On les aura* » ça gueule. Ça c'est sûr mais qui « *les* » ? et qui « *on* » ?

CLASSE MOYENNE ET RÉVOLUTION

lundimatin#168, 3 décembre 2018, acte III

Dans ce mouvement des gilets jaunes c'est à la classe moyenne en tant que telle que nous avons affaire. Non pas les gens normaux et « politisés » (insistons sur les guillemets), mais les gens normaux, point.

Or, quel est le problème de la classe moyenne, du point de vue révolutionnaire? Elle a le désavantage de ne pas incarner une oppression particulière, très légitime, à qui il ne manquerait que la radicalité. Alors que le prolétariat, le paria, dans le sentiment des révolutionnaires, s'il n'est pas nécessairement du bon côté, est quand même *plutôt du bon côté*. Le révolutionnaire a immédiatement envie d'être solidaire du prolétaire, du pauvre, de l'exclu, du stigmatisé. Si son discours n'est pas très clair, au moins, sa condition l'est.

La classe moyenne, c'est la non-classe par excellence, la classe qui à elle seule suffit à démentir tout discours sur les classes. Elle joint à la confusion du discours une condition purement confuse. Or, il se trouve qu'avec les gilets jaunes, la classe moyenne fait une entrée fulgurante sur la scène politique.

Le mouvement semble tenir compte de l'acquis de toutes les luttes récentes. Stratégiquement, il se veut autonome, sans assignation à des partis ou des syndicats. Tactiquement, il opte pour l'irruption, il refuse les lieux qu'on lui impose et adopte des gestes émeutiers. Politiquement, il n'est rien, rien que refus. Il n'a pas encore de discours. Il n'a pas le moindre lieu d'organisation, à part les réseaux sociaux. Pour l'instant, cette grande masse de gens qui agit n'a discuté politique que de manière informelle, dans l'action, pendant les blocages, autour d'un feu. Cependant, le mouvement affirme réellement une chose : sa détermination, son caractère irrécupérable, voire totalement incontrôlable. Et dans l'échauffement de la journée du 24 novembre à Paris, le mouvement parle de révolution.

Les gilets jaunes, c'est cette chose presque incompréhensible du point de vue révolutionnaire, c'est la classe moyenne, l'éternel ventre mou, qui s'énerve.

Bien sûr, certains parleront de prolétarianisation, diront qu'il s'agit de la classe moyenne inférieure. Mais l'important n'est pas là. L'important est d'arriver à admettre que la révolte ne vient jamais pour flatter personne, ne vient jamais pour correspondre aux schémas attendus. La révolte, ça fout la merde, tout le temps, ou alors, ce n'est pas la révolte. Eh bien voilà, les gilets jaunes foutent la merde dans les attendus, dans les projections des gens «avancés», «politiquement conscients». Ce n'est même pas d'abord une question de préjugés, c'est carrément une question de distance éthique, épidermique. Difficile de le dire autrement : on a envie de la révolte, mais *on n'a pas envie que ça parte de là*. Depuis toujours, pour ainsi dire, on attend que les quartiers populaires se rebellent. Ne serait-ce que de manière minimale, on a cru à la révolte contre la loi travail, on a cru aux cheminots. Mais là, *on ne peut pas y croire*.

En réalité, la situation est beaucoup plus ouverte qu'il n'y paraît, et elle justifie que l'on y croie, même si naturellement rien

n'assure que l'embryon révolutionnaire qu'elle contient éclore, se déploie et gagne.

D'abord, on doit se rappeler qu'un mouvement dépend toujours des forces qui s'engagent ou ne s'engagent pas dans la bataille. Si les révolutionnaires s'abstiennent, exercent leur droit de réserve, l'affaire est pliée. À supposer que ce mouvement gagne encore en puissance, il demeurera confus, donc plus ou moins réactionnaire.

Ensuite, il faut prendre au sérieux ce qui se passe. Comment en arrive-t-on à une situation dans laquelle les gens programmés pour ne pas se révolter, programmés au mieux pour parodier la subversion, se révoltent pour de vrai ?

Même s'il ne faut surtout pas écarter l'éventualité du pire, on doit suspendre la division droite/gauche, qui ici nous empêche de comprendre quoi que ce soit. Qu'est-ce que les gilets jaunes expriment ? Un sentiment d'étranglement économique. Immédiatement, on a le réflexe de se dire : quoi, ces gens ne pensent vraiment qu'à leur porte-monnaie ? On est déçu : quoi, le produit du mode de vie dominant est sous nos yeux, à savoir la fin du monde, et ces gens se soulèvent pour une histoire de taxe ?

Les conditions sociales sont des conditions politiques, la sociologie, c'est de la politique stratifiée. Chaque condition correspond à un rapport à l'argent, qu'il faut connaître. Le riche se moque de l'argent, ce n'est jamais un problème pour lui. Le riche, c'est celui qui est trop riche pour y penser. On pourrait dire : il est argent. Le révolutionnaire, lui aussi, se moque de l'argent, mais parce qu'il n'oublie pas que c'est une pure convention. Il sait que tout ce qui a trait à l'argent tient de l'envoûtement intégral. Pour lui, l'argent relève d'une certaine pratique religieuse qui a pour absolu le nivellement de toute chose. Ainsi, pour des raisons complètement opposées, le trop riche et le révolutionnaire ont le même non-souci de l'argent. À l'inverse, être pauvre, c'est quand le souci de l'argent est extrême, maximal, au point que seule une résignation immense semble pouvoir le compenser et presque le faire oublier, en faisant de la privation quelque chose de naturel. La condition de pauvreté s'impose comme une quasi-fatalité. Pour toute une série de raisons ou plutôt de hasards absurdes, être pauvre, c'est

toujours, d'une manière ou d'une autre, être dans l'acceptation car dès que l'on fait autrement, on cesse d'être pauvre. Dès que l'on bricole, que l'on trafique, que l'on fait tout ce que l'on peut pour cesser de s'identifier à cette condition, on y parvient, par des voies légales ou non. Le pauvre, c'est celui qui ne devient pas un « bandit », entre autres.

D'une manière générale, casser la pauvreté, c'est toujours d'abord casser le fatalisme. La classe moyenne, souvent sous la forme d'une *success story* familiale, garde en elle le souvenir de cette victoire sur la pauvreté. En réalité, ce souvenir la hante plutôt comme un traumatisme, celui de la possibilité réelle, mémorisée, d'un retour en arrière. Le souci de l'argent est permanent, et ce d'autant plus qu'on y a enfin accès. On est de la classe moyenne quand on gagne suffisamment d'argent pour, consciemment ou non, directement ou non, ne penser qu'à ça. Être de la classe moyenne, ça se mérite. Cela exige de soi une série de réalisations sociales sans lesquelles on déchoit immédiatement de sa condition : le travail, le travail honnête, les enfants, la maison, le confort, la bonne image, l'acquisition d'un certain nombre de technologies et d'objets en vogue, les vacances et, bien sûr, les voitures.

Sur le plan de la psychologie sociale, sur le plan politique, quand on est de la classe moyenne, on n'est pas du côté de la légèreté d'avoir dépassé la pauvreté : on est littéralement coincé, coincé entre l'objectif inatteignable de devenir trop riche pour ne plus avoir le souci de l'argent et la réalité permanente du risque de dégradation sociale. On s'engage économiquement, on vit à crédit, on fait des projets ou on aimerait pouvoir en faire. *Il n'y a peut-être pas de position sociale où l'on sache mieux ce que c'est que l'argent.*

Qu'est-ce que l'argent ? C'est une pure convention mais qui accouche d'un monde, et la classe moyenne est au centre de ce monde. Quand on a les deux pieds dans ce monde, l'argent n'est plus du tout une convention, l'argent est de A à Z une puissance coercitive.

Or, voilà sans doute le sentiment qui est à l'origine des gilets jaunes. Les contraintes économiques sont des contraintes tout

court. Elles sont vécues comme un pouvoir qui oblige à des choses et qui en interdit d'autres. L'argent c'est de la souffrance concrète. L'argent se paye en souffrance. C'est la boule au ventre à l'ouverture de la boîte aux lettres, c'est ce qui est hors d'atteinte et qui devient une obsession, c'est tout ce dont on n'a pas les moyens, c'est ce que l'on possède mais qui ne nous comble jamais, c'est la fameuse fin du mois, c'est l'ensemble des dettes, c'est le sentiment d'étranglement que l'on peut toujours choisir d'ignorer mais qui ne disparaît jamais tout à fait, qui est toujours présent, qui règne.

On considère habituellement que ce qui est digne de susciter la révolte, c'est l'injustice pure et simple, le fait de ne pas pouvoir « mener une vie normale ». Mais ce qui est également digne de susciter la révolte, *c'est la normalité en tant que telle*, c'est la manière dont on paye la « joie » et la « chance » de mener une vie normale.

Par conséquent, le moment où des gens de la classe moyenne déclarent que telle décision gouvernementale est la goutte qui fait déborder le vase, et agissent en conséquence, c'est le moment où s'affirme cette vérité sociale que tout le monde éprouve : les contraintes économiques sont des contraintes politiques. Quand on a les deux pieds dans ce monde, quand son devoir est de penser comme tout le monde, quand on n'a donc aucune raison de considérer qu'il y a autre chose que le monde de l'argent, alors, une taxe, une non-revalorisation de salaire, n'importe quel décret « économique » se vit directement comme un pouvoir qui s'exerce, comme un abus déclaré. Cela *peut* à tout moment éclater en soulèvement. Il ne sert à rien de se demander pourquoi cette goutte parmi des millions d'autres. Il se trouve que cette goutte a fourni l'occasion.

Ce sont les seuls mots que nous pouvons mettre sur le mouvement des gilets jaunes : toute contrainte économique est une contrainte politique.

Ce que l'on *rajoute*, ensuite, n'est qu'une généralisation. L'économie elle-même est une pure contrainte politique. Et comme tout est devenu économique autour de nous, il faut regarder l'économie pour ce qu'elle est : un régime totalitaire.



Ce que l'on *rajoute*, c'est que la contrainte générale, la contrainte des contraintes, c'est le travail. Le travail n'est pas du tout une manière de vivre, ni même de survivre. Il n'a rien à voir avec ce qui vous plaît ou ne vous plaît pas de faire dans la vie. Et même si vous aimez ce que vous faites au travail, vous verrez assez vite que ce que vous aimez là-dedans, le travail est en train de le détruire ou de le salir.

L'oppression de l'économie veut dire cela : il faut admettre une définition purement politique du travail. Travailler, c'est collaborer à la machine, à la machine économique, à la machine qui détruit tout, qui aujourd'hui menace *officiellement* l'humain et le vivant. Ce n'est pas autre chose. C'est à cet endroit que la fin du monde et la fin du mois, comme dirait l'autre, sont une seule et même question. Travailler, c'est toujours travailler à la fin du monde.

Macron se propose de traiter les deux questions, et on sait comment. Nous disons que la seule bonne manière de les traiter, la manière libératrice, c'est de refuser de travailler. Non pas seulement se mettre en grève, mais prendre la décision de quitter le navire pour ne pas couler avec lui. Dans cette histoire, les rats ce ne sont pas ceux qui quittent le navire, ce sont ceux qui restent. Ceux qui continuent à raconter à tout le monde que l'on va s'en sortir, que l'on va trouver des solutions en menant la même vie stupide, destructrice et avilissante.

Le travail est une addiction socialement construite. Si le capitalisme pollue, c'est que d'abord il nous intoxique tous. Soit on a un emploi et on est dans l'intoxication volontaire (de soi et de la planète), on ne sait même plus s'arrêter, on bosse partout, dans les transports, chez soi, partout. Soit on n'a pas d'emploi et on en cherche un parce que l'on *est en manque*.

Tabac, alcool, jeu : c'est connu, l'État s'engraisse sur nos addictions, on ne peut pas croire qu'il ait le moindre intérêt à y mettre un terme. Et c'est pourquoi les gens (de droite) peuvent toujours dire que l'État taxe et s'engraisse sur le travail. C'est vrai, l'État s'engraisse aussi sur l'addiction au travail. Mais au-delà de ce genre de considérations latérales, ceux qui nous dirigent n'ont qu'un but profond : tenir les gens dans les limites des structures

existantes. Rendre les gens toujours plus addicts au travail et à l'économie. Littéralement et politiquement : rendre les gens toujours plus dépendants.

Le mouvement des gilets jaunes, s'il veut renverser le gouvernement en ayant une perspective derrière, doit s'affirmer comme mouvement de destruction de la *dépendance économique*. Or, on vit tous dans l'intoxication. Ce que ça engage est donc extrêmement profond, cela nécessite absolument d'en parler, d'en discuter entre nous. Parler entre nous, non avec le pouvoir. Il est très important d'arrêter de croire que les possibilités réelles sont du côté du pouvoir, du côté de ce qu'on a toujours fait. Il faut résister à la logique du mal nécessaire, au chantage social. Le pouvoir a désormais le réel contre lui.

Politiquement, qu'est-ce que la fin du monde ? C'est le problème que toute puissance de renversement social doit impérativement prendre en charge. Parce qu'elle n'a pas le choix, et parce qu'elle y entend le signal d'un passage de relais historique. C'est le problème numéro 1, parce que c'est celui que tous les gouvernements peuvent utiliser contre nous comme l'argument choc, l'argument imparable. C'est un réservoir inépuisable de chantage politique pour les siècles à venir. Et c'est en même temps la grande occasion historique d'affirmer autre chose.

Concrètement, la révolution n'a qu'un seul but : sortir des structures existantes pour construire autre chose. Autre chose, c'est, *a minima*, un état des choses qui bannit le mode de vie économique et qui invente, stimule et fait proliférer d'autres manières de vivre.

Maintenant, il faut bien comprendre ce que c'est que d'être de la classe moyenne. C'est la souffrance justifiée d'être heureux dans la vie. C'est la souffrance de la réussite sociale ordinaire. C'est n'en pouvoir plus que l'on nous dise que l'on a de la chance. Et la fin du monde ajoute à cela, dans la bouche des dominants, un jugement proprement divin, un Jugement Dernier : l'existence ordinaire, normale, est en réalité *coupable*. Le modèle érigé pendant des décennies comme la norme du bonheur, celui qui a légitimé le fait, répété des millions de fois, de bosser comme un connard pendant toute sa vie pour avoir une maison en

banlieue et les bagnoles qui vont avec, ce modèle est maintenant non seulement dépassé, mais *condamné*.

Telle est la grande tragédie de la classe moyenne d'aujourd'hui. Avant, on pouvait noyer l'ennui d'une telle existence dans un sentiment d'appartenance très fort, celui «de faire comme tout le monde». Aujourd'hui – quand on n'a pas fait le choix d'en avoir rien à foutre de rien, non seulement on s'ennuie, non seulement on en chie, non seulement on vit sous pression, mais en plus on doit s'avouer qu'*on a de toute façon tort de vivre comme ça*. Naturellement, toutes les conditions sont réunies pour un pétage de plombs en règle.

Et la meilleure manière de péter les plombs, c'est de le faire ensemble, c'est de renverser ce sentiment de malaise, cette impression de monde à l'envers, dans une énergie collective de débordement systématique de ce qui existe.

Aux dernières nouvelles, le mouvement est en cours.

Entretien exclusif avec le soldat inconnu

Alain Brossat, lundimatin#168, 3 décembre 2018, acte III

Alors que le personnel politique et médiatique s'indigne depuis dimanche de ce qu'ils n'hésitent pas à nommer une «profanation» de la tombe du Soldat inconnu, le philosophe Alain Brossat est allé demander son avis au premier intéressé.

Alors, camarade Soldat inconnu, cette visite impromptue des gilets jaunes ?

Ah, mon gars, le pied, t'imagines pas ! Depuis le temps ! Ça fait un siècle ou presque que je ne vois que ça – des badernes de toutes provenances, des médaillés jusqu'au trou de balle, des gorilles à six étoiles, tout le rebut des guerres coloniales, des requins pressés en Armani... et puis, les touristes, non mais quelle engeance, les touristes, et encore les touristes, j'te dis pas, avec leurs gosses qui me tournent autour comme des mouches et leurs blagues à la noix, toujours les mêmes – «Tiens, si ça se trouve, le gars, là, dans le caveau, c'est un Spoutz, un Fritz, un Boche! – Tu rigoles – un bamboula, un tirailleur sénégalais, quoi!» Et ces sonneries aux morts et ces «présentez-arrmes!» qu'ils me gueulent dessus, et ces homélies de 11 Novembre, et ces «pour signer le Livre d'or, par ici, Monsieur le Président!», et tous ces levers des couleurs, ces pitreries militaristes et ces cocoricos qui m'empêchent de dormir ! Ah, quel pied, oui ! Enfin des gens, des vraies gens qui parlent normalement et qui disent ce qu'ils veulent, et qui sauront, eux, pourquoi ils se sont battus ! Tiens, pour un peu, j'aurais versé ma larme, quand je les ai entendus débouler – «Macron démission ! Les gilets jaunes triompheront!»...

Mais ces gens qui disent: ces violences, tout de même... Les tags sur l'Arc de triomphe, les Champs-Élysées saccagés...

Non, par les gens – *les journaux*. Laisse donc ce ton versaillais aux éditorialistes du *Monde*! À *France Info*! Moi, je te le dis, depuis le temps que ça couvait, depuis le temps qu'il faisait tout pour, le petit marquis, fallait bien que ça finisse par péter! Qui sème le vent récolte la tempête! Tu vois, moi, l'avantage de ma situation, c'est que de là où je suis, je vois tout, le poste d'observation idéal – et puis quand ils sont pas à m'emmerder avec leurs fanfares et leurs homélies, j'ai tout le temps pour réfléchir... Les nuits sont longues au milieu du rond-point, avec juste les quatre flics à dragonne qui montent la garde... Alors c'est forcé, j'observe et je pense, je gamberge... et donc, cela fait un petit bout de temps que je me dis que ça peut pas, que ça va pas durer longtemps comme ça... Que le bouchon va sauter, que ça va exploser, que les gens vont se révolter... Et quand j'ai entendu que ça se rapprochait, l'autre jour, que ça bagarrait ferme tout autour, les cris, les grenades, les charges et les contre-charges et les gilets jaunes qui donnaient du fil à retordre aux condés – là, je me suis dit que c'était bon... Et quand ils ont déboulé de partout sur l'esplanade et se sont serrés autour du caveau, eh bien, je te le dis, j'ai eu envie de lever le couvercle pour les prendre dans mes bras!

La fraternisation, quoi...

Oui, et même un peu plus... Ça fait un moment que je repasse ça dans ma tête: au point où en sont arrivées les choses, la seule façon d'en sortir, c'est *un bon vrai soulèvement*! Eh bien nous y voilà. Même si ça devait tourner vinaigre, je serai content que ça ait eu lieu. À force de piétiner l'aorte aux gens, on fait revenir le peuple, c'est forcé. Et pas un peuple d'opérette. Un peuple en rogne. Et qui casse – c'est forcé. C'est ce qu'ils ne comprendront jamais – les autres...

Avant de faire Soldat inconnu, tu faisais quoi?

J'étais typo, anarchiste, abonné à *La Guerre sociale*...

Ta révolte vient de loin...

De très loin, et elle ira loin...

Et tu t'appelais comment?

Jules...

Jules comment?

Sais pas – j'ai oublié. Tout le monde s'appelait Jules, à l'époque...

Belle Époque?

Mon cul!

Merci, camarade Soldat inconnu.

Ces propos ont été recueillis par table tournante,
le 3 décembre 2018



PROCHAINE STATION: DESTITUTION

**lundimatin#168, 3 décembre 2018,
acte III**

Contrairement à tout ce que l'on peut entendre, le mystère, ce n'est pas que nous nous révoltons, mais que nous ne l'ayons pas fait avant. Ce qui est anormal, ce n'est pas ce que nous faisons maintenant, mais ce que nous avons supporté jusque-là. Qui peut nier la faillite, à tous points de vue, du système? Qui veut encore se faire tondre, braquer, précariser pour rien? Qui va pleurer que le XVI^e arrondissement se soit fait dépouiller par des pauvres ou que les bourgeois aient vu flamber leurs 4x4 rutilants? Quant à Macron, qu'il arrête de se plaindre, c'est lui-même qui nous a appelés à venir le chercher. Un État ne peut pas prétendre se légitimer sur le cadavre d'une «glorieuse révolution» pour ensuite crier aux casseurs dès qu'une révolution se met en marche.

La situation est simple: le peuple veut la chute du système. Or le système entend se maintenir. Cela définit la situation comme

insurrectionnelle, ainsi que l'admet désormais la police elle-même. Le peuple a pour lui le nombre, le courage, la joie, l'intelligence et la naïveté. Le système a pour lui l'armée, la police, les médias, la ruse et la peur du bourgeois. Depuis le 17 novembre, le peuple a recours à deux leviers complémentaires : le blocage de l'économie et l'assaut donné chaque samedi au quartier gouvernemental. Ces leviers sont complémentaires parce que l'économie est la réalité du système tandis que le gouvernement est ce qui le représente symboliquement. Pour le destituer vraiment, il faut s'attaquer aux deux. Cela vaut pour Paris comme pour le reste du territoire : incendier une préfecture et marcher sur l'Élysée sont un seul et même geste. Chaque samedi depuis le 17 novembre à Paris, le peuple est aimanté par le même objectif : marcher sur le réduit gouvernemental. De samedi en samedi, la différence qui se fait jour tient 1 à la croissante énormité du dispositif policier mis en place pour l'en empêcher, 2 à l'accumulation d'expérience liée à l'échec du samedi précédent. S'il y avait bien plus de gens avec des lunettes de piscine et des masques à gaz ce samedi, ce n'est pas parce que des « groupes de casseurs organisés » auraient « infiltré la manifestation », c'est simplement que les gens se sont fait extensivement gazer la semaine d'avant et en ont tiré les conclusions que n'importe qui de sensé en tire : venir équipé la fois d'après. D'ailleurs, il ne s'agit pas d'une manifestation ; il s'agit d'un soulèvement.

Si des dizaines de milliers de personnes ont envahi le périmètre Tuileries-Saint-Lazare-Étoile-Trocadéro, ce n'est pas en vertu d'une stratégie de harcèlement décidée par quelques groupuscules, mais d'une intelligence tactique diffuse des gens, qui se trouvaient simplement empêchés d'atteindre leur objectif par le dispositif policier. Incriminer l'« ultragauche » dans cette tentative de soulèvement ne trompe personne : si l'ultragauche avait été capable de conduire des machines de chantier pour charger la police ou détruire un péage, cela se saurait ; si elle avait été si nombreuse, si désarmante et si courageuse, cela se saurait aussi. Avec ses soucis essentiellement identitaires, ladite « ultragauche » est profondément gênée par l'impureté du mouvement des gilets jaunes ; la vérité, c'est qu'elle ne sait pas sur quel pied danser, qu'elle craint

bourgeoisement de se compromettre en se mêlant à cette foule qui ne correspond à aucune de ses catégories. Quant à l'« ultradroite », elle est prise en sandwich entre ses moyens et ses fins supposées : elle fait le désordre en prétextant l'attachement à l'ordre, elle caillasse la police nationale tout en déclarant sa flamme à la police et à la nation, elle veut couper la tête du monarque républicain par amour d'un roi inexistant. Sur ces points, il faut donc laisser le ministère de l'Intérieur à ses divagations ridicules. Ce ne sont pas les radicaux qui font le mouvement, c'est le mouvement qui radicalise les gens. Qui peut croire que l'on réfléchit à déclarer l'état d'urgence contre une poignée d'ultras ?

Ceux qui font les insurrections à moitié ne font que creuser leur propre tombeau. Au point où nous en sommes, avec les moyens de répression contemporains, soit nous renversons le système, soit c'est lui qui nous écrase. Ce serait une grave erreur d'appréciation que de sous-estimer le niveau de radicalisation de ce gouvernement. Tous ceux qui se placeront, dans les jours qui viennent, en médiateurs entre le peuple et le gouvernement, seront déchiquetés : plus personne ne veut être représenté, nous sommes tous assez grands pour nous exprimer, pour voir qui cherche à nous amadouer et qui à nous récupérer. Et même si le gouvernement reculait d'un pas, il prouverait par là que nous avons raison de faire ce que nous avons fait, que nos méthodes sont les bonnes.

La semaine prochaine est donc décisive : soit nous parvenons à mettre à l'arrêt à plus nombreux encore la machine économique en bloquant ports, raffineries, gares, centres logistiques, etc., en prenant vraiment le réduit gouvernemental et les préfectures samedi prochain, soit nous sommes perdus. Samedi prochain, les marches pour le climat, qui partent du principe que ce ne sont pas ceux qui nous ont menés à la catastrophe présente qui vont nous en sortir, n'ont pas de raison de ne pas confluer dans la rue avec nous. Nous sommes à deux doigts du point de rupture de l'appareil gouvernemental. Soit nous parvenons dans les mois qui viennent à opérer la bifurcation nécessaire, soit l'apocalypse annoncée se doublera d'une mise au pas sécuritaire dont les réseaux sociaux laissent entrevoir toute l'étendue imaginable.

La question est donc: que signifie concrètement destituer le système? De toute évidence, cela ne signifie pas élire de nouveaux représentants puisque la faillite du régime actuel est justement la faillite du système de la représentation. Destituer le système, c'est reprendre en main localement, canton par canton, toute l'organisation matérielle et symbolique de la vie, car c'est précisément l'organisation présente de la vie qui est en cause, c'est elle qui *est* la catastrophe. Il ne faut pas craindre l'inconnu: on n'a jamais vu des millions de personnes se laisser mourir de faim. De même que nous sommes tout à fait capables de nous organiser horizontalement pour faire des blocages, nous sommes capables de nous organiser pour remettre en marche une organisation plus sensée de l'existence. De même que c'est localement que la révolte s'est organisée, c'est localement que les solutions seront trouvées. Le plan « national » des choses n'est que l'écho des initiatives locales.

Nous n'en pouvons plus de devoir compter pour tout. Le règne de l'économie, c'est le règne de la misère parce que c'est en tout le règne du calcul. Ce qu'il y a de beau sur les blocages, dans la rue, dans tout ce que nous faisons depuis trois semaines, ce qui fait que nous sommes en un sens *déjà victorieux*, c'est que nous avons cessé de compter parce que nous avons commencé à compter les uns sur les autres. Quand la question est celle du salut commun, celle de la propriété juridique des infrastructures de la vie devient un détail. La différence entre le peuple et ceux qui le gouvernent, c'est que lui n'est pas composé de crevards.

L'insurrection qui tient

lundimatin#168, 3 décembre 2018, acte III

**Adaptation du célèbre tube « Les bêtises » de Sabine Paturel.
Écrite et chantée dans la nuit du 1^{er} décembre 2018.**

J'ai tout cassé les Monoprix
et j'ai brûlé tous les Franprix
et comme Macron ne disait rien
j'ai recommencé le refrain.
J'ai descélé tous les pavés
et j'ai trouvé où les jeter.
J'ai renversé toutes les bagnoles qui stationnaient chez les
bourgeois.
Fallait pas me traiter de voyou,
dire que j'étais infiltré.
Si tu dis que des mensonges,
je reviendrai la semaine prochaine.
J'ai tout démonté les chantiers
j'ai étalé des graffitis
j'ai tout brisé les belles vitrines.
J'ai déchiré les relevés de compte
j'ai tout haché menu menu
l'économie c'est bien fini.
J'ai repeint tous les policiers, j'ai bien bloqué tous les ronds-points.
Fallait pas me traiter de voyou,
dire que j'étais infiltré.
Si tu dis que des mensonges,
je reviendrai la semaine prochaine.
J'ai tout renversé les poubelles,
j'ai allumé des incendies
j'ai fait gazer tout le 8^e qui s'en souviendra pour la vie.
Fallait pas me traiter de voyou,



Dire que j'étais infiltré.
Si tu dis que des mensonges,
ke reviendrai la semaine prochaine.
Si tu dis que des mensonges,
Je reviendrai la semaine prochaine.

POUR ACCÉDER À LA VERSION AUDIO :
<https://lundi.am/L-insurrection-qui-tient>

NE DEMEURONS PAS À GENOUX CEPENDANT QUE LE ROI EST NU

**lundimatin#169, 10 décembre 2018,
acte IV**

Retour sur les images de Mantes-la-Jolie à l'aune des concepts
d'exception et de vie nue.

*« Race d'Abel, dors, bois et mange ;
Dieu te sourit complaisamment.
Race de Caïn, dans la fange
Rampe et meurs misérablement.
[...]
Race d'Abel, voici ta honte :
Le fer est vaincu par l'épieu !
Race de Caïn, au ciel monte,
Et sur la terre jette Dieu ! »
Charles Baudelaire*

On nous dit, d'une part, que la lutte recule. On note, d'autre part,
que le pouvoir est nu.

Et le fait est que ce dernier revêt ces jours-ci des oripeaux qu'on ne lui pensait plus nécessaires. À trop avoir tenté, ou voulu tenter, de subsumer les mécanismes de l'économie sous la triade catégorielle des sociétés de contrôle, du Spectacle et de consommation, on a fini par oublier ce sur quoi se fondait l'agencement qui fournit à celles-ci leurs conditions de possibilité. Maintenant que ces modes pacifiés de gouvernementalité s'ébranlent et menacent de s'effondrer sous le poids de l'appauvrissant appareillage qu'ils ont savamment orchestré, force est de constater que la police, lorsqu'elle est expulsée des corps, au moins momentanément et sans doute partiellement, recouvre sa forme la moins polie, c'est-à-dire la plus crasse : son *uni-forme*.

C'est au nom de cette forme et de l'ordre qu'elle protège que des lycéens agenouillés dans la boue quatre heures durant ont été filmés par l'un de leurs tortionnaires en uniforme, au cours de ce qui ressemblait fortement à un rituel d'humiliation policière où leurs vies, temporairement confisquées, ne gardaient leur valeur qu'en vertu de la *décision* de ceux qui les maltraitaient ainsi. Il y a néanmoins quelque chose d'étonnant à ce que tant de bonnes âmes, habituellement peu prompts à s'enquérir des sempiternels dérapages du maintien de l'ordre vulgairement dépolitisés en « bavures », se soient émues devant ces images. Après tout, ce genre de procédé d'interpellation est monnaie courante pour ces jeunes dont on dit souvent de manière éhontée qu'ils viennent des « quartiers. » Et, parmi ces quelque cent cinquante et un gamins de Mantes-la-Jolie, il n'est pas improbable que certains aient déjà eu affaire à de tels comportements face à des flics sans que personne ne daigne s'en indigner. Pourtant, ces mêmes images furent, pour beaucoup, éminemment insupportables et évidemment insoutenables, cela bien davantage que les mille blessures et autres mutilations dont s'alimentent présentement nos fils d'actualité.

L'explication la plus immédiate de ces réactions épidermiques consisterait à dire que ces actes avaient rarement été filmés, que jamais ils n'avaient aussi largement circulé. On a de quoi en douter, et quand bien même, on ne saurait s'en tenir à cela sauf à omettre de remarquer que c'est leur caractère effrontément

exceptionnel et profondément arbitraire qui les rend si détestables. *Exceptionnel* non seulement parce que cette scène et l'intensité répressive qu'elle contient semblent inédites, mais également et avant tout parce qu'elles révèlent et relèvent d'un moment où l'État de droit (matérialisé par la police) s'est confondu et dissous dans un état de fait au sein duquel sa survie dépend de l'instauration d'un état d'exception. *Arbitraire* non seulement parce que cette situation désactive les corps au point que ceux qui les briment peuvent en jouir entièrement selon leur bon vouloir (« voilà une classe qui se tient sage », clame un policier dans la vidéo la plus virale), mais aussi et plus spécifiquement parce que c'est l'occasion pour le pouvoir de rappeler à l'ordre chacun de ceux qui se croient en mesure de s'extirper de ses rets.



Dès lors que l'on s'immisce au-delà de l'indignation instantanée, le choc que nous procure cette scène est celui dont a besoin tout ordre aspirant tant soit peu à être légitime : dans l'exercice effectif de cette possibilité qu'il a de se saisir intégralement de nos vies et de les étouffer dans la poussière ou dans la boue de ses combines les plus abjectes, le pouvoir montre à tous qu'en dernière instance, il n'a de légitimité que la force dont l'État est à la fois une captation juridique donc fictive et un relais monopolistique donc brutal. C'est pourquoi ces images nous choquent autant : elles nous ramènent à ce que l'on est tous *en puissance*, aussi longtemps que l'on se tient sous son joug. C'est pourquoi, également, une grande part de la classe politique et bien des éditorialistes ne s'en sont pas formalisés. Ségolène Royal en est assurément l'exemple le plus patent : en affirmant que cet épisode ferait à ces lycéens « *un souvenir* », elle a clarifié son slogan usité qui vantait autrefois l'« ordre juste » en démontrant qu'il était tout à fait réversible en « juste l'ordre ». Pascal le disait déjà avec cette lucidité cynique et détestable qu'on lui connaît : « *ne pouvant faire que ce qui est juste fût fort, on a fait que ce qui est fort fût juste.* »

VIGI360 VOUS ENTREZ DANS UN ESPACE VIDÉO PROTÉGÉ.

En application des dispositions des textes législatifs
et réglementaires en vigueur.
Pour l'exercice du droit d'accès aux enregistrements,
s'adresser à un agent d'accueil de la gare.



BIENVENUE EN

BIENVENUE EN



Par conséquent, c'est à l'inanité potentielle de nos vies que nous confrontent ces images et leur insanité. Mieux que n'importe quel «rappel à la loi», elles sont pour nous un paradigme, au sens où elles illustrent et actualisent le dénuement latent qui n'en finit pas de nous assujettir au souverain. Elles marquent ce par quoi la loi peut, partout (en l'état dans une arrière-cour) et continûment (en l'espèce pendant quatre heures), s'abolir elle-même afin de sauver l'appareil de pouvoir sans lequel elle ne saurait être appliquée. L'essence de l'exception n'en apparaît que plus saillante: elle nécessite une exclusion temporaire des vies qui s'y soustraient afin de parvenir à l'inclusion permanente de toute vie au sein d'un ordre dont elle feint de maintenir la paix. Giorgio Agamben a raison quand il dit de l'exception qu'elle est cette force-de-loi sans loi par laquelle la violence au fondement du droit et le droit qui fonde la violence deviennent respectivement indiscernables. *«Une fois exclue toute possibilité d'un état d'exception fictif, dans lequel exception et cas normal sont distincts dans le temps et dans le lieu, effectif est maintenant l'état d'exception où nous vivons et qui est absolument indécidable par rapport à la règle. Toute fiction d'un lien entre violence et droit a ici disparu: il n'y a qu'une zone d'anomie où agit une violence sans la moindre apparence juridique.»*

Or il faut ajouter à son analyse l'observation suivante: cette zone aveugle du droit ayant été en partie déplacée dans la loi depuis 2017, de semblables dérives paraissent assez logiques dans la mesure où, finalement et fatalement, l'état d'urgence rendu caduc est devenu simultanément état de droit et état de fait. Si bien que cette scène n'est autre que le dévoilement d'une dynamique toujours-déjà à l'œuvre dans la gouvernabilité contemporaine; elle est l'inscription de la règle dans les corps. Inscription tenue par une police qui, en situation, se transforme en clan, voire en milice autonome en tant qu'elle détient entre ses mains la force transcendantale inoculée par la règle tout en la matérialisant de la façon la plus immanente qui soit. On objectera raisonnablement que cette scène sur laquelle on glose est à réinsérer dans un contexte où la gestion militarisée des populations dans les zones urbaines périphériques fleure bon le néocolonialisme et sous-tend une police dont les pratiques institutionnelles sont foncièrement

racistes; il suffirait toutefois d'opérer la généalogie des dispositifs d'exception pour en repérer l'origine coloniale sans que leur caractère totalisant ne s'en trouve dénié pour autant.

Reste donc que ces images nous confèrent une expérience-limite où notre mise à nu virtuelle s'affirme comme un mode de gouvernement parallèlement limite, au creux duquel le pouvoir acquiert sa légitimité dans l'anéantissement qu'il promet tendanciellement à tous. Dans *Signatura rerum*, Giorgio Agamben écrit ainsi qu'un cas devient paradigmatique lorsqu'il *«suspend et en même temps expose son appartenance à l'ensemble, de sorte qu'il n'est jamais possible de séparer en lui exemplarité et singularité»*. Comment ne pas déceler dans cette scène la vérité de la pièce que joue et cherche à nous faire jouer le pouvoir en tâchant de sceller tout ce qui tend à le délier? Ce n'est d'ailleurs pas un hasard, ni le résultat d'une panique ou de quelque entaille en son cœur; si la vidéo a fuité depuis ses propres entrailles: c'est plutôt un signe qu'il nous envoie sous l'apparence immonde de ce court (mais déjà trop long) film policier.



Mais comment ne pas voir *en même temps* qu'un pouvoir réduit à faire de quelques lycéens de banlieue ni plus ni moins que des ennemis qu'il s'agit de neutraliser sans la moindre indulgence ne vaut lui-même plus rien? Comment ne pas reconnaître qu'un état de choses où le mensonge est devenu la seule arme dont se repaissent ceux qui le tiennent est un état de choses qui s'ébranle? Comment ne pas admettre qu'un Président qui ne peut plus sortir de son palais sans s'exposer à la fureur de ses administrés est un Président d'ores et déjà destitué — un roi nu? Dépassé par les événements, dont il faut bien avouer que nul ne les a vus venir, ce pouvoir ne tient plus qu'en se délestant de ce qui le rend habituellement si naturel. Excédé par cette misère qui sort tout à coup du territoire dans lequel on l'avait endiguée, il n'a plus pour solution que le choix de la spirale répressive, devrait-il dépêcher quelques tanks à cette fin. En quête de son

propre fondement, si ce n'est de sa refondation autoritaire, voilà que le pouvoir est désormais pris d'un vertige qui lui confisque ses certitudes et le confine à l'inquiétude.

Cependant, si on lui prête de plus en plus des caractéristiques qui le rendent comparable au fascisme, on oublie là un point essentiel. Indéniablement, une majorité de la classe politique y semble prête, et les propos de Ségolène Royal rapportés ci-avant achèvent de nous en convaincre. De même, l'allocution présidentielle de ce lundi tente sans réserve de reterritorialiser les colères dans des problématiques migratoires créées de toutes pièces et brandies à dessein en vue de battre en brèche toute aspiration contestataire. Par surcroît, l'appareil de répression dont nous décrivons certains mécanismes est engagé depuis belle lurette dans un processus autoritaire grâce auquel il participe d'une stratégie généralisée de contournement de la démocratie. Mais rien de tout cela n'est exactement neuf et l'on ne peut en déduire que ces phénomènes manifestent l'avènement d'un fascisme clos. Ils sont bien davantage l'indice d'une résurgence de l'ordre originnaire sur lequel se stratifie tout État de droit.

Avec ce que l'on nomme souvent « néolibéralisme », on a trop vite cru pouvoir écarter les analyses classiques qui partent de l'État souverain pour rendre compte de la manière dont un ordre est susceptible de se maintenir, tant on voyait dans la multiplication de dispositifs une nouvelle incarnation d'un pouvoir alors supposé circulant. Contredire l'effectivité (et l'efficacité) de ces dispositifs serait une erreur ridicule ; les rendre exclusifs de toute autre forme d'autorité n'en est pas moins un impensé. Une aporie, même, qui engendre aujourd'hui l'inflation d'expressions faussement oxymoriques censées qualifier les aspects apparemment paradoxaux que revêtent nombre d'États dans le capitalisme avancé : « démocratie illibérale » et « libéralisme autoritaire » tenant la dragée haute à ce sujet. Pourtant, ce que l'on vit n'est autre que ce sur quoi tient l'ordre dit « néolibéral » qui, précisément, nécessite le recours à un État fort — donc à la force de l'État pour se maintenir face à ceux qui estiment que sa dynamique les détruit. Plus encore, à mesure qu'il se démet de ses fonctions sociales, l'État en question est contraint de réaccréditer son

autorité dans le développement de ses fonctions policières, à leur tour mises au service de cela même qui le démet de ses fonctions sociales. Aussi, la fuite en avant de l'économie n'est pas contraire au renforcement du pouvoir souverain. Et il ne faudrait pas y voir dès maintenant une forme de fascisme, mais plutôt craindre que le fascisme raffe la mise des situations imprévisibles entraînées par ces modes autoritaires de gouvernement.

Autrement dit, il convient de profiter de la nudité présente du pouvoir tout en se méfiant du fait que le fascisme, s'il n'est pas immédiatement combattu sur le même plan, sera le plus prompt à redonner audit pouvoir son habit d'obscurité. C'est là tout l'intérêt du mouvement en cours, dont les multiplicités sont irréductibles. En effet, il ne tient son unité que du refus plurivoque dont il part. Refus de l'état de choses existant ; et donc refus de l'économie telle que les contraintes dont elle nous accable supplantent les joies qu'elle nous promet ; refus d'un pouvoir arrogant de s'être trop longtemps cru fondé sur autre chose que lui-même, qui se révèle aujourd'hui dans son exercice le plus arbitraire ; refus, en fait, de toute légitimité, de toute représentation, de tout gouvernement, au moins momentanément. Il nous appartient d'en continuer la polarisation autour de ces questions pour mettre en échec toute tentative de récupération de ce soulèvement. « *Rien ne nous lie que le refus* », disait en 1968 Maurice Blanchot, ajoutant aussitôt que les pratiques fascisantes d'un pouvoir paranoïaque visent à contaminer sa population lors même qu'il constatait qu'elles lui fournissaient dans le même mouvement l'occasion de s'en servir pour mettre au jour la guerre qui nous est perpétuellement menée.



La profusion spectaculaire des images de la répression doit avoir pour effet de rasseoir la puissance de cette lutte, et les lycéens nous donnent en la matière une bonne leçon. Il faudra néanmoins se méfier de certains réflexes : mimer incessamment la scène de Mantes-la-Jolie est à cet égard une stratégie louable

qui peut rapidement se transformer en une faute regrettable. Assurément touchantes et unificatrices, les manifestations qui en font usage reconduisent par ce geste notre dénuement face au pouvoir, c'est-à-dire qu'elles réactivent cela même dont on est actuellement en train de se détacher. Car il serait tout de même assez inconséquent de rester à genoux cependant que le roi est nu. Il va de soi que l'on ne doit pas jalouser son trône pour autant, et simplement en profiter pour faire en sorte que nul ne s'y asseye plus sans craindre d'être souillé.

On nous dit, d'une part, que le monde entier brûle. On note, d'autre part, qu'enfin la vie remue.

Lettre jaune #8: Ne nous laissons pas culpabiliser

lundimatin#169, 10 décembre 2018, acte IV

Au fil du mouvement, de mystérieuses et poétiques {lettres jaunes} sont apparues sur les ronds-points ainsi que sur les réseaux sociaux. Nous en reproduisons quelques-unes dans ces pages. Elles sont toutes accessibles à l'adresse www.facebook.com/lebulletinjaune/.

Dans les sphères *d'en haut*, on ne connaît que le dialogue; chez *ceux d'en haut*, on évoque la paix, la réconciliation, le compromis. Chez *ceux d'en haut*, on parle avec calme et tempérance. Chez *ceux d'en haut*, on sait prendre de la hauteur; on sait réfléchir; on sait manier les mots et les arguments. *Ceux d'en haut* se prennent pour les faiseurs de *Bien!* Ce sont les hommes de Raison; ce sont les prêtres des temps modernes. Chez *ceux d'en bas*, il y a la violence, la menace, la vengeance. Dans *le monde d'en bas*, on parle avec ses tripes, avec son cœur, avec sa faim, avec ses manques. Chez *ceux d'en bas*, on sait parler concrètement; on sait partir de la vie réelle; on sait manier les professions; on connaît les métiers; on connaît la vie ordinaire. Mais tout cela, pour *ceux d'en haut*, tout cela incarne le *Mal!*

Dans toutes les *sphères d'en haut*, on aime à nous noircir, à nous présenter comme l'obscurité, et le chaos! Nous ne sommes pas la vérité! Nous sommes le mensonge! Nous sommes le désordre! Nous sommes une meute d'animaux assoiffés par des revendications intenable! Infaisables! Irréalistes! Inimaginables! Stupides! Ces hommes *d'en haut* n'ont pas le sens des limites. Ils n'ont que l'illimité à la bouche: toujours plus! Mais pour toujours moins de vie commune et sociale. Dans *le monde d'en bas*, on connaît les rapports de proximité! On regarde l'autre comme un *auxiliaire* et non comme un ennemi. On regarde son voisin comme un compagnon,

et non comme un *intéret*. Dans le monde d'en bas, on endure le conflit! On supporte les engueulades! On soutient les colères! Dans le *monde d'en bas*, on vit la vie la plus commune.

En réalité, ce sont *ceux d'en haut* qui manifestent la plus grande violence par rapport à l'autre; par rapport à tout ce qui n'est pas *eux*. Ils sont tellement détachés de tout rapport vivant! Et souffrent tellement en regardant un homme dans les yeux qu'ils veulent faire de leur vie misérable notre quotidien. Ce sont *eux*, chers amis, les vengeurs! Ce sont *eux* les violents! *Ce sont eux* qui jaloussent notre gouaille, notre franc-parler, nos plaisirs simples. Ce sont eux les malheureux, et nous les bienheureux! Qu'ont-ils *eux* à se raconter? Qu'ont-ils *eux* à partager? Qu'ont-ils *eux* dans le cœur? Ils sont si mécaniques, si robotiques, qu'ils ne sont déjà plus humains.

Alors, mes chers amis d'en bas! Oui, mes chers amis, nous les ramenons à la vie réelle! À la vie terrestre! Nous leur demandons de cesser leur violence et leur mépris envers les «*ploucs*», les «*imbéciles*», les «*esprits courts*», les «*bornés*». Nous étions jusqu'alors gouvernés par la *frayeur* de *ceux d'en haut*. *Une frayeur folle* qui mobilise, à présent, des milliers de policiers pour *briser notre élan de révolte*; qui mobilise tout l'arsenal médiatique pour que nous rendions les armes!

Non, notre violence n'est pas mauvaise! *Non*, notre violence n'est pas violente! *Non*, notre violence est une délivrance! Notre violence n'est pas sanguinaire, elle est salutaire! À présent, soyons gouvernés par nous-mêmes, et faisons confiance à notre *puissance créatrice*!

À nous.

GLOSE SUR HANOUKA D'UN POINT DE VUE RÉVOLUTIONNAIRE

Josef Elchado, lundimatin#169,
10 décembre 2018, acte IV

Le début de soulèvement engagé par les gilets jaunes coïncide ironiquement avec la fête juive de Hanouka, la fête des miracles. Là où certains, traditionnellement, voient le miracle dans la victoire et dans le fondement d'une nation, d'autres célèbrent le surnaturel de l'action divine. Je montre la dimension révolutionnaire, utopique et anthropologique de cet épisode, à partir de citations de la traduction d'André Chouraqui du Livre des Maccabées (Hashmonaïm).

Première bougie

Le pouvoir séleucide écrase les frémissements de vie. Il convoite « l'argent et l'or, tous les objets précieux¹ », et « prend les trésors cachés qu'il

1. André Chouraqui (traduction), La Bible, Paris, Desclée de Brouwer, 2010.

trouve». Il le fait impunément, l'oreille sourde et l'œil barré des œillères de l'orgueilleux. Il piétine le misérable en silence, en même temps qu'il « parle des paroles de paix par duperie ».

Maintenant le pouvoir qui assujettit n'a plus les coutumes de l'étranger, et s'il loue quelque divinité bien connue — marchandise, finance, innovation, start-up —, c'est plus que jamais sur le mode de la duperie qu'il opère.

Le misérable, lui, est toujours là, ou là-bas ; on le cache. On ne l'entend pas car il est sous-entendu, dans le sourire forcé des représentants du pouvoir, dans leurs malaises occasionnels, dans l'écho de leur phrasé qui sonne mais qui ne dit rien. « La guerre c'est la paix », disait la devise de l'Angsoc d'Orwell. « Je comprends votre colère », dira l'élégant despote d'aujourd'hui. Mais derrière les mots déshumanisés — désémantisés — du pouvoir, la convoitise reste son moteur, qui traque dans les corps des travailleurs tout ce qu'ils ont de vitalité.

Deuxième bougie

Ses lois pleines d'or impur et de pacotille, de verroterie prétentieuse et clinquante, le pouvoir les impose à toute la ville. À toute la ville, il impose le gymnase, le stupre, et les dieux d'au-delà de la mer. La loi doit s'imposer à la ville, aux confins du royaume et au-delà, chez l'étranger. Partout, il faut que « les nations se conforment aux prescriptions » du nouveau pouvoir, et partout où ce pouvoir s'étend, « la terre se convulse sur ses habitants ».

Au-delà du faux sourire, la duperie point jusque dans la loi, qui s'impose plus qu'elle n'est imposée. Aux nouvelles prescriptions, on doit, au moins pour l'apparence, s'y conformer plutôt que s'y soustraire, approuver leurs fins plutôt qu'abdiquer, et, sinon comprendre, du moins faire confiance, et laisser faire. Avant toute chose, se conformer au consensus qui s'impose.

De la loi, on nous en montre d'ailleurs, avec force gesticulations, toute la beauté : voyez ce qu'on peut faire de beaux objets ! Les belles gens doivent aussi tenir l'apparence, une partie du monde au moins doit paraître réellement belle. Réelle beauté ou beauté de toc, c'est en fait surtout la cote qui compte. Elle

maintient le désir, et présente l'argent et sa loi comme force créatrice.

Car il y a que la loi est d'abord économique, titre qui lui confère sa naturalité, comme sa métaphysique, son incompatibilité de nature d'avec le prosaïsme des souffrances d'ici-bas. C'est là tout le jeu de la duperie : partout où ce pouvoir s'exerce, pourtant, meurent la terre et ses habitants. C'est la plus grossière des relations causales qu'il s'agit de masquer, d'étouffer, ou à tout le moins de ne pas voir, et c'est sous le poids de cette évidence que suffoquent les habitants de la Terre.

Troisième bougie

Mais « nombreux, en Israël, sont fermes et forts pour ne pas manger de nourriture contaminée ». Nombreux sont ceux qui résistent par la force du refus. La plainte s'élève du cœur des femmes et des hommes : « Quel peuple n'a pas hérité du royaume, ne s'est pas emparé de ses dépouilles ? » Quant à la ville : « Toute sa magnificence lui a été prise, au lieu d'être libre, la voici esclave. »

Lorsque surgit collectivement la conscience honteuse d'avoir abandonné jusqu'aux extrémités de sa vie propre, les jours se troublent d'indétermination. Mais d'où vient-il, ce surgissement de la conscience ? Des avant-gardistes incorruptibles, desservants du temple et de la tradition ? Ou du cœur des femmes et des hommes bafoués jusqu'à n'en plus pouvoir ? Ou peut-être bien d'une impression, enfouie tout au fond quelque part, petite flamme ou petite lueur cernée, frêle souvenir d'un temps rêvé, d'une idée pure et partagée de ce que doit être la liberté. De là naît le sentiment d'injustice et toute la force collective qui l'accompagne.

Quatrième bougie

Et tous demandent : « Pourquoi vivrions-nous encore ? » Et la voix de Matityah, de toutes les voix, perce le ciel de la ville : « Nous n'entendons pas les paroles du roi pour nous écarter de notre culte à droite ou à gauche » Et : « Qui a du zèle pour la Torah et se tient dans le pacte vienne derrière moi. »



Je ne sais pas si c'est d'un homme qu'elle doit venir, l'annonce providentielle d'une autodétermination possible. Je veux croire que c'est plutôt de sa voix. C'est un moment polyphonique : aux voix des plaintes écrasées de résignation se mêle la voix du refus, qui se dresse, fière, comme reflet inversé des paroles du pouvoir. Ce n'est peut-être pas le plus zélé des hommes qui trace la route : s'il est seul, ses pas s'effacent assez vite. La route se trace quand la foule se presse sur le pas de son prochain.

Cinquième bougie

Alors, dans la ville et dans le pays, et jusqu'au désert, « de nombreux défenseurs de la justice et du droit » viennent marcher dans le pas de Matityah. Et devant la parole agacée du roi et la menace de l'épée, ils ont crié dans la voix de Matityah : « Nous mourrons dans notre intégrité, le ciel et la terre en sont témoins pour nous, oui, vous nous faites périr sans jugement. »

Ce qui arrive est inévitable. Pas que ce soit inscrit quelque part dans l'ordre de l'histoire et de ses masses. Plutôt qu'une certaine limite des souffrances supportables est inscrite singulièrement, et à des niveaux différents, dans le corps de chacun. Le point de bascule est incertain, sans cesse déplacé, reculé puis rattrapé. Et à la répartition complexe du soutenable et de l'insoutenable au sein du peuple, s'ajoute, toujours, le jeu du hasard ou de la liberté. Une fois dépassé le point de bascule, une nouvelle alchimie réorganise les corps dans l'espace social : les corps sont socialisés, ils ne sont plus individualisés, ils échappent à l'emprise du pouvoir et à l'emprise de soi. Pendant un temps, même infime, ils sont réciproquement défenseurs du corps du prochain, et défendus par lui.

Sixième bougie

Quand « les jours de Matityah approchent de la mort », se lèvent les jours de son fils Jeoudah. Or le pouvoir a rassemblé ses forces et menace encore d'abattre l'épée, et le peuple demande : « Comment pourrions-nous, nous, si peu nombreux, guerroyer contre cette foule puissante ? » Iehouda dit : « Il n'est pas de frein en face du ciel, pour sauver avec beaucoup ou peu. »

Et quand les soldats séleucides attaquent avec férocité, Jeoudah dit à ses hommes : « Ne tremblez pas de leur emportement. »

Ce que montre un moment insurrectionnel, c'est le retour de la vie dans l'espace social visible. Le soulèvement n'a pas d'existence propre, sinon par abus de langage. Il est maillé de mille petites histoires, plus si petites en fait, de vies et de morts. L'entrelacs que forme le soulèvement n'a d'autre matière que la vie des gens, leurs naissances, leurs rencontres, leurs amours, leurs disputes, leurs amours encore, leurs morts. Le caractère si prisé de l'insurgé le courage n'en est qu'un produit dérivé.

Septième bougie

L'armée de Jeoudah souffle sur celle des ennemis jusqu'à la victoire. À leur retour, Iehouda et ses frères disent : « Voici, nos ennemis sont écrasés. Montons purifier le sanctuaire et l'inaugurer. » Or, le sanctuaire a été souillé et profané. Tous les habitants « tombent sur leurs faces à terre, ils sonnent l'ovation aux trompettes et clament vers le ciel ». Puis, tous les habitants « purifient le sanctuaire, et portent les pierres de l'abjection en un lieu contaminé ».

Le moment qui suit l'insurrection n'est pas un moment de grâce. Ce qu'il met au jour est nécessairement désagréable : l'entreprise de mise à mort systématique des frémissements de vie est mise à la vue de toutes et tous, et dans ses moindres rouages. Chacun des rouages qui porte les traces de la domination doit être retiré par ceux-là mêmes qui l'ont subie. Mais l'espace libéré laisse place à l'utopie : cette petite lueur faite d'huile pure que l'on n'avait peut-être même jamais connue, rebrûlera de mille feux.

Huitième bougie

« Ils bâtissent le sanctuaire, l'intérieur de la maison et consacrent les cours. Ils mettent sur la table le pain, tendent les rideaux et achèvent les travaux entrepris. Tout le peuple tombe sur ses faces, ils prient, ils bénissent le ciel qui les avait fait triompher. Ils fêtent l'inauguration de l'autel huit jours durant. Ils présentent des montées dans la joie, ils sacrifient des sacrifices de pacification et de merci. »

Le sanctuaire porte-t-il en lui-même et à lui seul la clé de nos utopies ? Suffit-il de l'arracher des mains de nos oppresseurs pour rompre les chaînes qui nous entravaient ? En d'autres mots : la liberté et l'égalité dans l'autodétermination du peuple s'acquiescent-elles ? On se laisserait aller à le croire. Et c'est là le dernier leurre du pouvoir. Et aussi le plus puissant.


Le sanctuaire n'a pas été détruit, il a été souillé, sali, corrompu, éloigné au plus haut point de sa finalité première. Cette finalité, il s'agit de tendre vers elle, toujours et à nouveau. De rediriger collectivement dans sa direction nos gestes communs : mettre sur la table le pain, tendre les rideaux, décider, débattre, trancher, hésiter, revenir, essayer, réessayer, s'impatiser, s'engager, lutter. Et pour ceux qui veulent, prier il a été démontré que l'on n'a rien à y perdre.

Le miracle de Hanouka ne prend sa valeur que s'il est rattaché à une temporalité qui le dépasse. Dans les longues nuits du solstice, les hommes ont souvent eu coutume de célébrer la lumière : petite lueur qui nous sortira des jours sombres jusqu'à redonner vie et couleur au monde. Comme les gilets jaunes, ces jours-ci, qui ont surgi du silence, scintillants, réfléchissants, au coin des flammes des barricades ou des braseros des ronds-points.

Fondamentalement, le miracle de Hanouka ne représente aucun accomplissement, il consiste plutôt dans le retour exceptionnel d'un rituel certes sacré, mais tout à fait répétitif : fabrication, purification et approvisionnement de l'huile, puis mise en fonctionnement des lampes à huile du temple. Je le vois comme le retour d'une forme d'utopie politique : se réapproprier l'entretien de la lumière pour tenter de se rendre à nouveau visibles les uns les autres.

Josef Elchado
Linguiste et enseignant de Talmud-Torah.

UNE POLITIQUE EXPÉRIENTIELLE ENTRETIEN AVEC LE SOCIOLOGUE MICHALIS LIANOS



ON VEUT BIEN VOUS LAISSER
VOTRE POGNON!
ON VEUT JUSTE TOUT
LE RESTE!

Paris, boulevard Haussmann, près de Saint Augustin,
le 16 décembre 2018.

Depuis le premier acte, le sociologue Michalis Lianos étudie le mouvement des gilets jaunes. Il a réalisé plus de six-cents entretiens aux abords des Champs-Élysées et sur divers lieux de rassemblement à Paris afin de recueillir et d'analyser les paroles et les représentations des manifestants. À partir de cette étude toujours en cours sur la manière dont les gilets jaunes se perçoivent, se composent, pensent leur action et s'inscrivent dans la « société », M. Lianos livre une analyse extrêmement fine et complexe du mouvement ; à mille lieues des élucubrations médiatiques autant que des fantasmes partisans. Cette interview a été réalisée en deux temps, la première partie fût publiée le 19 décembre 2018, la seconde le 19 février 2019.

Bonjour monsieur Lianos, vous venez d'entamer une recherche sur le mouvement des gilets jaunes. Pouvez-vous nous expliquer ce qui vous a amené à vous y intéresser ainsi que le protocole de recherche que vous avez mis en place ?

L'objectif de mon enquête est de rester dans le périmètre scientifique des sciences sociales. Mes questions principales de recherche concernent la transformation de la conscience des participants au mouvement et les conséquences de cette transformation. J'ai déjà accumulé une centaine d'entretiens individuels, collectifs ou en groupe interagissant en situation de manifestation, parfois interrompus par les tirs et les incursions de police ou quelques rares actions de violence, de destruction ou de vol. La posture méthodologique est celle d'une observation participante avec un nombre considérable de nuances.

Il s'agit de pouvoir focaliser la pensée de nous tou-te-s non pas sur nos phantasmes conservateurs ou révolutionnaires mais sur les processus de conscience et d'action de citoyen.ne.s provenant des strates non puissantes et qui donnent forme à leurs incertitudes, craintes et colères en interagissant entre eux. Avant tout, les gilets jaunes sont une collectivité qui cherche à se comprendre en tant que « le peuple ». Jusqu'à présent, ils ont formidablement réussi, surtout par deux voies : la transposition de leur grande diversité en facteur d'union et le refus d'établir un pouvoir central.

Nous imaginons bien qu'il faut du temps pour traiter sociologiquement une centaine d'entretiens mais pour le moment, avez-vous le sentiment que vos données corroborent les analyses journalistiques ? (Le GJ est de classe moyenne inférieure, il vit dans les périphéries, se mobilise pour la baisse des taxes et pas pour l'augmentation des salaires, etc.)

Je me suis concentré sur les manifestants qui souhaitaient et pouvaient venir à Paris, surtout autour des Champs-Élysées. Leur profil social *majoritaire* est clair, en ce sens qu'il s'agit des citoyens appartenant à la première couche des « inclus ». Évidemment, ils et elles n'habitent pas Paris intra-muros ou ses banlieues confortables. Jusqu'au 8 décembre, il était même plus probable de rencontrer quelqu'un qui venait de Charente, de l'Ardèche, de l'Alsace ou du Nord plutôt que quelqu'un qui habite l'Île-de-France. Aussi, s'il faut faire la différence entre quelqu'un qui reçoit le RSA et quelqu'un qui gagne environ mille cinq cents euros, le revenu n'est pas l'unique socle d'inclusion. La tradition, l'intérêt pour le pays, la volonté de travailler dur – en somme l'appropriation explicite de certaines valeurs – participent de façon déterminante à leur conscience de légitimité. Par conséquent, leur plus grande différence avec leurs homologues sociaux ayant un rapport plus conventionnel avec la politique partisane est qu'ils et elles se sentent légitimes de nouer un rapport direct entre eux et avec la société française. Sans intermédiaires et sans leaders.

Je ne peux pas encore affirmer toutes les nuances de cette structuration mais la compression de leur revenu disponible est pour eux le signe d'une terrible humiliation. Cela relève probablement du fait qu'ils ne sont pas les plus revendicatifs sur le plan de la politique partisane, pour une très grande partie, il s'agit de leur première mobilisation. Ils assument leur condition socio-économique et leur tolérance des inégalités sociales. Ils ont appris à y faire face sans se plaindre et maintenant cela n'est plus possible. C'est là une source profonde de leur indignation, être mis dans l'obligation de demander quelque chose à d'autres tandis qu'ils ont toujours fait tout leur possible pour s'en sortir sans rien demander à personne. Il faut avoir une socialisation de

classe populaire pour comprendre l'importance capitale de cette autonomie.

Il est à noter que même les catégories sociales les moins représentées, par exemple les étudiant·e·s ou les personnes plus aisées, érigent largement leur posture sur le même socle de respect et de dignité en se référant à des personnes qu'ils connaissent dans leur famille ou leur cercle d'amis.

Enfin, nous avons une petite minorité de jeunes personnes venant des banlieues populaires de Paris qui appartiennent souvent à des minorités raciales. Leur colère est souvent différente, particulièrement dirigée contre la police dont ils veulent contester l'emprise spatiale et symbolique. La nostalgie d'une vie calme et digne n'est naturellement pas aussi présente chez eux. La vengeance contre l'ordre social est plus présente, vengeance à laquelle ils n'ont pas besoin de donner une forme idéologique, car ils se comprennent entre eux et se tiennent à l'écart des interactions avec les gilets jaunes *stricto sensu*. Restent en nombre infime les fidèles de la révolution et de l'insurrection, souvent perplexes devant une réalité de contestation sociopolitique puissante qui n'a aucun besoin d'eux et qui ignore en vérité leur existence.

Qu'en est-il de leurs « revendications » et de leur inscription idéologique dans les catégories politiques dominantes ?

Le fait qu'ils et elles ne se sentent pas particulièrement près du système politique partisan est souvent interprété comme posture « apolitique », y compris par eux-mêmes. Évidemment, le terme leur est attribué par les politiques professionnels et les médias de façon erronée, et ils se l'approprient. Il n'y a rien d'apolitique dans cette posture, même si plusieurs d'entre eux revendiquent explicitement « ne pas faire de la politique ». Car ils ont une perception vraiment systémique et profondément politisée des institutions politiques, notamment en les considérant comme illégitimes non pas sous une perspective fasciste mais sous une perspective de distance d'expérience. Il s'agit des points exprimés avec une finesse insoupçonnée sous l'écho des grenades assourdissantes et dans le brouillard lacrymogène dont ils ne sont pas des habitué·e·s. Leur idée est souvent

que les « élites » sont « hors-sol » et donc ne peuvent pas comprendre une expérience à laquelle elles n'ont plus aucun accès. En langage savant et paradoxal, on dirait que leur compréhension de l'incompréhension dont ils font l'objet est très aiguë. C'est ce qui se trouve si vous creusez sous la surface des phrases typiques telles que Macron/les partis politiques/les élites/les députés etc. « se foutent de nous ».

En même temps, la plupart d'entre eux ne voulaient pas au début du mouvement diriger le pays, ils voulaient être bien dirigé-e-s en gardant une vie « normale » capable de maintenir une identité sociale qui leur paraît adéquate. Le « pouvoir d'achat » signifie vivre de son travail sans devoir se passer de chauffage, en allant avec leurs enfants au cinéma une fois par mois suivi par un dîner dans le restaurant modeste d'une chaîne, sans s'endetter et mettre en péril leur logement ou leur commerce. Or, ils ont évolué pendant ce mois de mobilisation en pensant de plus en plus qu'il est impossible de faire comprendre leur situation à ceux qui sont dans une autre situation, ce qui renforce le lien « objectif » entre eux. La compréhension réciproque de leur condition socio-économique suffit, ils n'ont pas besoin de la représenter dans une polarisation donnée gauche-droite pour la partager. C'est pour cela qu'ils sont insensibles aux discours précipitamment empathiques des hommes et des femmes politiques. On oserait dire qu'il s'agit d'un mouvement de position de fait.

Ce qui se profile donc dans leur discours est de plus en plus la quête d'une démocratie directe sans positions préétablies et sans leaders. Vous entendez sous plusieurs formes le discours que ce système depuis la Révolution Française « a donné son bon et donne maintenant du mauvais ». « Il est périmé, il faut le changer. » C'est exactement ce qui permet la coexistence des gens qui revendiquent une priorité de solidarité pour les Français avant les migrants avec des gens qui considéreraient les premiers avant le mouvement comme fascistes. En discutant à partir d'une position et une expérience qu'ils partagent, ils commencent à croire qu'ils peuvent non pas surmonter mais garder leurs désaccords tout en avançant en parallèle. Autrement dit, ils perçoivent l'inconvénient d'un pouvoir qui impose une version « cohérente » de la réalité. L'incohérence leur fait bien moins peur que l'injustice et la langue de bois.

D'un point de vue très empirique, on serait tenté de dire que le premier liant des gilets jaunes, ce sont leurs pratiques communes. D'abord les blocages des routes, des centres commerciaux, des points plus ou moins névralgiques de la circulation du capital ou des marchandises, puis assez rapidement, affrontements avec la police sur les points de blocages et émeutes du samedi dans les centres-villes. C'est tout un vocabulaire de la gauche classique qui semble être mis à mal, la « grève générale » ne semble intéresser personne, la distinction entre pacifisme et violence impose à chaque moment de tension et personne ne semble vouloir rejoindre un parti qui se permettrait de représenter ses « intérêts ». Il y a pourtant une grande cohérence dans les cibles des gilets jaunes, qui se traduit par le fait que l'économie soit véritablement mise en difficulté, et cela sans concertation préalable *a priori* et que le pouvoir politique se soit très rapidement retrouvé à vouloir dialoguer par tous les moyens parallèlement à un déploiement répressif inédit. Comment les gilets jaunes que vous avez interrogés pensent et se représentent leurs pratiques ?

On n'arrive pas à la critique de l'économie seulement par une idéologie politique représentée dans la sphère publique. On y arrive et c'est la voie des gilets jaunes par la dissonance entre sa perception et sa pratique du marché libre. Vous aurez remarqué qu'ils souhaitent que « les gros paient gros et les petits paient petit ». Derrière cette phrase se trouve une vision de l'économie très polanyiste, selon laquelle le jeu économique doit servir une vie sociale digne dont il fait partie intégrante. La grande accumulation de richesse ne les gêne pas, à condition qu'elle soit raisonnablement fonctionnelle sur le plan social. En revanche, si elle est là pour contrôler la société, c'est-à-dire en tant que pouvoir, ils trouvent qu'elle est malsaine et politiquement nocive.

Or, les « gros » sont invisibles sur le terrain. On ne peut parler aux actionnaires des multinationales. Mais on peut parler à ses semblables et ralentir le jeu jusqu'à ce que le fonctionnement fluide du marché soit impacté. Ici, le point significatif est que les gilets jaunes se voient comme le cœur de la société française. Ils ont conscience que sans eux rien ne peut fonctionner, ce qui les amène à comprendre qu'il ne faut pas arrêter le travail et en subir

les conséquences – ce qui est une grève – mais empêcher ce qui rend possible la concentration du pouvoir et de la richesse par « les élites » et « les riches », à savoir la coordination efficace de tous les autres. Ils ont découvert qu'en empêchant les uns les autres dans leur rôle économique, ils démontrent leur pouvoir et leur légitimité ! C'est une réflexivité qui émane de leur interaction et qui, encore une fois, n'a pas besoin d'un centre précis faisant des participant-e-s au mouvement des exécutant-e-s.

Voici donc comment nous arrivons aux centres-villes bourgeois et plus précisément aux Champs Élysées, le point symbolique de consécration de tous les gagnants : militaires, politiques, économiques, sportifs, consommateurs internationaux... Contrairement à une logique de gauche qui revendique sa distance par rapport aux couches puissantes, il y a ici une affirmation que ces dernières sont là parce que « le peuple » permet le jeu concurrentiel qui les maintient dans leur position avantageée. Quand les gilets jaunes disent qu'ils ont « donné au Président les clefs du pays », ils se positionnent non pas dans une lutte de classes mais dans un rapport de mandat fonctionnel : privilèges raisonnables contre bonne gouvernance. C'est clair dans leurs propos qu'ils offrent aux élites le pouvoir contre une vie « normale », c'est-à-dire digne, correcte, respectée. Il sera très intéressant d'approfondir l'analyse de ce rapport politique.

Beaucoup a été dit sur leur haine des « assistés ». Est-ce un rejet des périphéries urbaines, voire un mépris pour une partie entière de la société française ?

Une première consultation de mes données plaide ici pour l'acquiescement. Leur rapport au travail est avant tout un rapport de préservation d'autonomie et d'alimentation d'une identité sociale adéquate, voire fière. Quand ils vous disent « moi, Monsieur, je travaille. Nous ne sommes pas des assistés, des alcoolos, des drogués, des nuls comme on veut nous présenter », ils développent leur pensée dans un cadre d'affirmation très clair dont les points saillants sont les suivants. Premièrement, il faut tout faire pour ne pas dépendre de l'aide des autres, de la société, de l'État... Il s'agit d'un credo central pour toute personne qui considère qu'elle a le

droit de ne pas être mise à l'écart, car ne pas pouvoir participer par ses propres forces dans une société concurrentielle constitue une mise à l'écart de fait. Donc, les gilets jaunes rejettent de façon très rigide une posture d'exclu, de victime, d'exploité, de perdant.

Ensuite, c'est le lien au travail en tant que source exclusive de revenu – ils et elles sont loin d'avoir des rentes patrimoniales qui étaye leur identité sociale. Cela signifie qu'il faut être prêt à travailler dur ne serait-ce que pour se tenir à flot et alimenter cette identité sociale autonome. Troisièmement, comme ils n'ont majoritairement pas connu la discrimination raciale, ils n'entretiennent pas une vision systémique invalidante. L'axiome central de leur socialisation est que tout le monde doit pouvoir s'en sortir s'il le souhaite vraiment. Ils et elles résistaient à admettre jusqu'au début de leur mouvement que l'on peut être dans une position où l'on ne peut plus se battre, où il n'y a structurellement pas de place pour soi. C'est ce qui les éloignent de deux autres catégories : les couches ayant une conscience claire de subir une discrimination qui empêche leur autonomie sociale, et les parties des couches populaires et petites-bourgeoises ayant développé une idéologie politique critique plus ou moins orientée vers le conflit des classes. Ces deux populations ont donc des façons construites de neutraliser le stigmate de l'« assistanat ». En revanche, les couches juste au-dessus maintiennent à tout prix leur socle d'adéquation sociale, c'est-à-dire que « le système » ne peut pas les affaiblir en les rendant dépendants. Voilà donc pourquoi les gilets jaunes insistent autant sur ce point. Il ne s'agit pas d'un refus intentionnel de solidarité mais d'un réflexe de défense sociale. D'ailleurs, leur organisation solidaire à travers les lignes politiques, ethniques, de genre et d'âge prouvent que le problème ne se situe pas à la capacité de donner et de recevoir en réciprocité. Les barrages partout en France ne fonctionnent pas tout seuls. On contribue selon ses capacités et en fonction des besoins, si cela vous rappelle quelque chose.

Justement, maintenant ils se trouvent devant cette terrible réalisation que l'on peut tout faire, tout tenter par le travail, et ne plus « s'en sortir ». C'est tout le sens de cette attitude incompréhensible pour beaucoup d'observateurs qui se résume par l'antienne « nous

ne voulons pas plus d'argent, nous voulons moins de taxes » ; ce qui signifie pour eux qu'ils ne sont pas déficitaires, ils arrivent toujours à gagner assez sans se faire assister. Le déficit est du côté des élites et de leur politique fiscale qui transforme artificiellement des citoyens parfaitement adéquats en des gens qui auraient besoin d'assistance.

On a l'impression que les gilets jaunes sont venus de nulle part, qu'ils n'ont aucune histoire politique, aucun héritage idéologique, ce qui semble objectivement impossible. Qu'est-ce qui nous échappe dans leur architecture idéologique pour les rendre aussi insaisissables en tant que mouvement ?

Plusieurs aspects que j'essaie actuellement de comprendre à un premier niveau. Par exemple, qu'ils et elles aient été jusqu'à présent de droite, de gauche ou «apolitiques», ils se réfèrent de façon constante à leurs ascendants, descendants, amis et connaissances. Leur discours est peuplé d'observations sur la situation déplorable de leurs parents, leur propre impossibilité de faire face à leurs obligations envers les générations qui les précèdent et qui leur succèdent, et l'angoisse de ne plus pouvoir protéger leurs enfants d'une situation de dépendance, d'instabilité, de mise à l'écart. Ils parlent de leurs ami-e-s ayant des parents malades ou handicapés, retraités avec une pension en dessous du seuil d'une subsistance digne. Ceux qui sont plus aisés se rapportent presque toujours aux exemples concrets de leur environnement familial ou amical.

Cette insistance est très particulière et me semble représenter une analyse politique critique contenue dans un moule individuel. On ne veut pas renverser la société actuelle dans son ensemble, on veut au contraire démontrer qu'il est facile de l'orienter vers des solutions justes et raisonnables. Il suffit d'arrêter d'ignorer ceux qui veulent vivre dignement par leur travail. Par conséquent, le problème n'est pas le système socio-économique qu'ils voient comme ductile ; le problème est le système politique !

On oserait parler d'une idéologie politique que j'appellerai «expérientielle». Le grand nombre d'expériences individuelles fait émerger avec l'aide d'Internet une idéologie politique à architecture neuronale où les individus peuvent moduler leur

contribution sans nuire à l'émergence d'une structure collective reconnaissable par tout-e-s en tant que leur création commune. Si cela se confirme dans mon travail, je serai évidemment ravi de proposer que la démocratie directe spontanée connaît ses balbutiements dans un élan de maturité civique calme et confiante.

Que signifie pour vous le concept de «politique expérientielle» ?

J'ai suivi par observation directe ou par des travaux de recherche plusieurs mouvements, notamment le «mouvement des places» en Grèce. Le rapport entre expérience ordinaire populaire et idéologisation politique n'était pas assuré. La compréhension «systémique» affirmée par les militants et les intellectuels ne fusionnait pas avec le discours de la situation quotidienne des problèmes «concrets». C'était triste d'observer une partie de Syntagma se pencher éternellement sur les prérequis idéologiques d'un nouveau monde sociopolitique tandis qu'une autre se concentrait sur les saisies initiées par les banques contre les citoyen-ne-s et les entreprises endettées, une autre sur la discrimination subie par diverses catégories sociales, et ainsi de suite. Les participant-e-s étaient beaucoup trop près de leurs problèmes précis, si je peux me permettre cette remarque irrévérente, car ils et elles éprouvaient ces problèmes en tant que changements abrupts qui ne faisaient pas partie de leur condition «normale». Ils attribuaient donc aux méfaits de la classe politique professionnelle cette anomalie en cherchant une restitution de leur condition préalable. Celles et ceux qui avaient longtemps vécu dans la difficulté et dont la condition n'avait pas changé par «la crise» n'étaient pas du tout audibles dans le mouvement et ne partageaient pas le plus souvent la détresse de cette classe nouvellement destituée qui tenait absolument à rester au-dessus d'eux et à continuer à les ignorer.

Or, avec les gilets jaunes, nous avons une appropriation de cette longue condition «normale», usante et se détériorant lentement, y compris sur le plan intergénérationnel. Il ne s'agit pas d'une chute identifiable mais d'une condition inaliénable de soi. C'est tout le sens de quelqu'un qui a 25 ans et qui vous parle du temps du franc qui était meilleur, car on pouvait acheter «deux fois plus de choses qu'avec l'euro» ou même du référendum sur le traité de Maastricht

qui a eu lieu avant sa naissance. Tout cela fait partie d'un long continuum dont le sens est de « trimer » sans déranger les autres. Il s'agit donc de montrer sa situation, sa peine, sa difficulté, ce que l'on ne se permettait pas avant dans sa volonté de « s'en sortir ». Voilà donc qu'un gilet jaune posé derrière le pare-brise transmet des années d'expérience commune mais non partagée jusque-là. Ce sont en grand les conditions d'un groupe d'entraide qui vous rassure que vous n'êtes pas anormal et vous n'avez pas toujours à vous taire discrètement pour garder le respect de vous-même.

La politisation vient dans ce cadre de cette source commune d'expérience sans intellectualisation ou médiation idéologique. Vous n'avez pas besoin de décider si le monde est juste ou injuste, si le marché libre est une bonne chose, si la faute revient à tel parti politique, si l'Europe peut ou ne peut recevoir plus de migrants, s'il faut nationaliser les entreprises importantes... en somme, « être dans la même merde » fait naître dans ce mouvement une conscience politique qui s'étend à partir de l'expérience commune et revient à cette dernière. Le lien n'est pas à construire ou à entretenir idéologiquement en guettant les incohérences. Le lien est là au départ et sera là à la fin même si l'on s'oppose aux propositions de ses semblables.

Évidemment, tout cela est commun dans une famille ou une bande d'ami-e-s mais était impossible avant Internet. On ne pouvait communiquer implicitement sa situation à des inconnu-e-s, encore moins à des millions d'inconnu-e-s. La possibilité de le faire nous a conduit à la réalisation que le partage de l'expérience à grande échelle est de fait un phénomène politique en soi et une puissante revendication de changement. L'expérience est maintenant le ciment, le débat idéologique n'est qu'un outil.

Enfin, que pensez-vous de la dynamique du mouvement? Les commentateurs médiatiques ne voient aucune autre possibilité entre l'essoufflement et la « structuration » en force politique de forme habituelle. Existe-t-il d'autres possibilités qui pourraient préserver le caractère particulier des gilets jaunes ?

Le sens de l'évolution est justement qu'elle n'est pas prévisible. Si ces possibilités qui rassurent les pouvoirs établis sont réelles,

il n'est pas impossible que le mouvement devienne une ressource durable de la vie politique en émergeant selon la conjoncture de façon récurrente.

Deux facteurs sont d'une importance capitale. En premier, le rapport avec la violence et la répression policière. Les gilets jaunes doivent trouver des façons pour contourner aussi bien la canalisation par la police que l'affrontement avec cette dernière. Il s'agit en vérité de la rendre sans rapport et sans effet sur la situation. Déjà, ils ont une conscience très claire de leur rejet de la violence, même s'ils reconnaissent tout en le regrettant que les institutions ne réagissent que quand il y a quelques affrontements. Il est donc probable que d'autres groupes servent spontanément à maintenir la pression spectaculaire tandis que les gilets jaunes se consolident en réseau d'influence constant qui traverse la société française.

Le deuxième facteur est l'évitement d'une structuration de leur représentation ou de leadership. Il s'agirait probablement d'une assimilation tragique qui n'apporterait que des ajustements marginaux à notre système politique en asséchant rapidement tout le potentiel du mouvement pour l'Europe entière, voire au-delà. C'est sans doute le souhait le plus cher et à peine voilé des acteurs institués établis que de voir les gilets jaunes « mûrir » en pratiquant les couloirs feutrés des ministères et les tables de négociations syndicales et autres. Vous aurez noté que justement le mouvement a refusé que tous les contacts avec le pouvoir ne soient pas transmis en direct sur Internet, ce qui démontre sa profonde maturité politique. L'ultime forme de justice est la publicité complète, seule capable d'empêcher le cadrage des enjeux par des milieux spécifiques. Si les gilets jaunes parviennent à se tenir à une bonne distance des pouvoirs établis tout en étant visibles de temps à autre, leur mouvement apportera de grandes contributions politiques.

En tout état de cause, ce qui a déjà été accompli par les gilets jaunes laissera une trace profonde dans la transformation politique des sociétés postindustrielles.



Paris, rue François I^{er},
le 9 février 2019



Il y a huit semaines, vous avez restitué vos premières observations sur les gilets jaunes à partir de votre enquête sociologique. Votre recherche continue. Où en êtes-vous aujourd'hui ?

J'ai voulu dès le départ éviter une recherche « d'actualité ». Mon objectif scientifique – si l'on peut se permettre cette prétention – est de suivre la dynamique socio-politique de l'expression et de la répression organisée autour du mouvement des gilets jaunes. Je ne cherche pas à comprendre seulement une lutte ponctuelle mais comment une lutte naît et meurt dans le cadre des sociétés postindustrielles contemporaines. Tous mes travaux confluent sur un thème qui reste constant : les contraintes de la socialité humaine. Qu'il s'agisse du conflit ou du don, de la confiance ou du soupçon, de la liberté ou du contrôle, de l'amour ou de la violence, la forme que prend le lien social détermine ce qui est possible pour une collectivité.

En l'occurrence, le mouvement des gilets jaunes se transforme à partir de deux fondements spécifiques : une conscience profonde de la situation et la solidarité en tant que réponse à cette situation.

« Conscience profonde » ?

Oui. Il ne s'agit pas seulement de réflexivité, c'est-à-dire de la capacité de réfléchir sur la condition dont on fait partie et de notre rôle dans cette condition. Ce que je constate est l'émergence d'une représentation très dense qui commence à s'organiser en tant que philosophie sociale et politique.

Le point de départ est une immense frustration concernant la réponse de pouvoirs établis et des institutions qui les expriment. Vous vous souvenez peut-être que les premières manifestations étaient des événements de famille, des bandes d'amis, des voisins, des collègues. On est venu avec ses enfants en poussette en pensant que l'on ferait comprendre aux « élites » le besoin d'agir de façon urgente. Il s'agissait de montrer que l'on faisait partie de l'âme de ce pays, du « peuple » qui allait communiquer avec ses dirigeants. Certes, il y avait la colère d'en être arrivé à la situation qui obligeait à cette manifestation mais il y avait aussi l'enthousiasme de se voir protagoniste sur la scène civique et la certitude que l'on allait se faire comprendre.

Or, que découvre-t-on de samedi à samedi ? Que « le pays » n'est pas comme on le pensait. Ce n'est pas seulement le pays des tensions des ronds-points et des supermarchés bloqués. À un autre niveau, c'est le pays de quelqu'un d'autre — on ne sait qui précisément — quelqu'un qui n'hésite pas à aligner devant vous des murs anti-émeutes, des blindés, des armes, des lacrymogènes. À vous qui avez dépensé une partie non négligeable de votre revenu mensuel pour venir sur les Champs-Élysées et communier avec la nation des citoyen-n-s, telle que vous la ressentiez à travers ce que l'on vous a appris à l'école et que l'on vous la présente dans les discours solennels. Et là, sur les Champs-Élysées, le chemin le plus symbolique du pays, on vous traite comme un ennemi de cette chose précise que vous êtes venu réclamer et qui nourrit votre enthousiasme, votre frustration et votre espoir : la République.

La déception est immense. Vous comprenez assez rapidement qu'il ne s'agit pas d'une mécompréhension. Je l'ai entendu plusieurs fois — aussi bien par des gens de gauche que de droite — à partir de la mi-décembre : « Je ne mettrai plus les pieds à Paris pour me faire gazer comme un criminel. C'est une honte ! » « Je viens ici pour le bien de mon pays, pour les jeunes ; et tout ce que je trouve, c'est la matraque. »

Cela explique le changement dans la composition des manifestants avec le temps. Pas d'enfants, bien moins de femmes, retrait des non urbains dans leur espace d'origine. L'effet de percolation de ces expériences à travers les réseaux en ligne et les contacts directs sur les ronds-points fut rapide et profond. Une autre perception de la société française commence donc à émerger progressivement chez les gilets jaunes.

**Quelles sont les caractéristiques de cette nouvelle perception ?
Comment change-t-elle leur propre positionnement dans le paysage politique ?**

En premier, la confiance qu'ils et elles avaient dans leur lien avec la communauté civique nationale est brisée. Mais leur analyse n'est pas que tout le monde est contre eux. Ils voient que la majorité de la population — donc d'autres classes que la leur — les soutiennent. Par conséquent, ils ressentent que ce lien est

brisé parce qu'il est « trahi » par les « élites ». Ce terme désignera à partir de cette étape tous ceux qui ont le pouvoir d'agir comme intermédiaires entre les différentes parties de la société française parce qu'ils sont des acteurs puissants ou institutionnels, souvent les deux. La perception est alors que le jeu est faussé depuis la distribution des cartes elle-même. Hormis quelques inévitables éléments de conspiration çà et là, cela conduit à la réalisation que l'impasse dans lequel ils se trouvent n'est pas due à une coïncidence conjoncturelle mais à une tendance « lourde ». Ils expriment cela en affirmant qu'« ils veulent faire de nous des rien-du-tout, ils ne veulent plus qu'il existe de classe moyenne ; pour qu'on soit pauvre et qu'on obéisse à tout ». Quand on leur demande qui sont « ils », la réponse est complexe : « La finance qui tient le gouvernement dans chaque pays ; si on remplace Macron par un autre, ça ne changera rien. Le nouveau sera obligé de faire comme l'ancien. »

N'oublions pas que pour une grande partie d'entre eux, qu'ils aient voté pour Emmanuel Macron ou non, LREM représentait un espoir de changement par le seul fait de se réclamer d'une politique non « professionnelle ». Or, ils commencent à penser que si cela ne peut faire aucune différence, le pouvoir est ailleurs. Cette dimension obscure ils l'appellent « système », « mondialisation », « finance », « Europe », « l'argent »... selon leurs affinités et cultures politiques. Mais ils parlent clairement — et de façon très précise et habile — de l'architecture du système sociopolitique qui limite de fait les changements substantiels. Ils en concluent donc que cette dimension qui canalise et cadre les évolutions possibles dépasse en force la volonté du « peuple », car elle aboutit toujours à des compromis qui la perpétuent.

C'est à ce point que le lien se fait avec un pouvoir spécifique auquel ils n'attachaient pas une grande importance avant : qui pose les questions ? Et ensuite : qui les rend pertinentes, voire importantes ? Vous voyez ici la mise en question fondamentale du processus politique dans son ensemble et, dans un deuxième temps, la mise en question du rôle de la sphère médiatique dans ce processus. Dans leurs discussions, ils découvrent alors que toute sorte de questions peuvent être posées et doivent être

examinées. Je vous donne mon exemple le plus extrême ayant eu lieu au sein d'un groupe des gilets jaunes inconnus entre eux aux abords de l'Étoile : un homme paraissant absolument sain d'esprit, très éloquent et avenant, explique qu'il est naturel qu'une espèce change son environnement et que c'est seulement dans ce cadre que nous devons considérer l'écologie politique. De toute façon, dit-il, nous avons déjà engagé notre avenir sur des milliers d'années. Si la Terre ne peut plus nous accueillir dans le futur, il faudra se préparer à habiter d'autres planètes. L'embarras est total dans le groupe. Un illuminé ? Un provocateur ? Quelqu'un lui pose alors spontanément la question : « Qu'est-ce que tu fais dans la vie ? Je travaille dans le traitement des déchets nucléaires. » Vu son discours, l'homme est en plus de formation supérieure, probablement ingénieur. L'assistance se fait donc à l'idée qu'ici existe une question absolument « hallucinante » mais qui pourrait finalement sous certains aspects constituer une question politique légitime.

L'interaction au sein du mouvement cultive le sentiment que le cadre d'interrogation du politique n'est ni si certain ni si justifié qu'on le croyait. Cela ne signifie pas que les gilets jaunes ne sont pas en majorité des pragmatistes convaincu-e-s focalisé-e-s sur la vie ordinaire. Cela signifie au contraire qu'ils sont obligés par le processus qu'ils ont lancé eux-mêmes de se rendre à l'évidence que ce pragmatisme n'aboutira à rien s'il est déjà encadré par les questions posées par les pouvoirs en place, par les interrogations intelligentes de « ceux qui savent comment faire ». On comprend en somme que quand on sait faire quelque chose, il est impossible de revenir à la position où on ne sait pas le faire afin de l'interroger totalement.

C'est dans ce processus d'approfondissement que se cultive le goût pour la démocratie directe – sous la forme du RIC et de la réforme constitutionnelle – et la méfiance face au « grand débat » organisé par le gouvernement. Ce que les couches sociales supérieures ne comprennent pas à propos de cette méfiance est sa complexité. Il ne s'agit pas d'un rejet des positions précises du gouvernement et des acteurs politiques établis, plus généralement. Il s'agit du rejet d'un processus *que l'on connaît convaincant*, car il l'est objectivement une fois les jalons de l'interrogation

posés. Les gilets jaunes ne doutent pas une seconde de l'intelligence des dirigeants, ils doutent que cette intelligence soit exploitée autant qu'il le faut au bénéfice du « peuple ». Leur revendication ne relève donc plus du raisonnement technique de résolution des problèmes, elle relève du principe politique de l'identification des problèmes.

Comme toute interrogation politique profonde, celle-ci met l'interrogeant face à un horizon pratique à 360 degrés. Que faire avec ce que l'on a compris ? N'en déplaise aux amateurs de la violence, aussi bien fascistes qu'insurrectionnels, les gilets jaunes ne sont majoritairement pas là pour pratiquer la subversion et encore moins la guerre sociale. Ils sont partisans d'un ordre permanent, prévisible et relativement juste. Mais ils ont compris qu'il n'y a pas grand-chose à attendre de l'ordre établi non plus. Nous arrivons donc au deuxième fondement de leur action : la solidarité. Puisqu'il heurte les analyses que nous avons l'habitude de faire, nous ne relevons pas assez la rareté d'un phénomène politique majeur dont nous sommes témoins. Les gilets jaunes arrivent à *être solidaires dans le désaccord*. Ce n'est pas sans intuition émotionnelle que certains voient le mouvement comme « leur famille ». À travers une architecture neuronale dont le modèle est bien sûr l'Internet, ils sentent que la fin de leur diversité sonnera le glas de leur légitimité, car ils se transformeront en un « courant » politique comme les autres, avec ses propres mécanismes et ses propres vérités ; convaincantes mais fermées, donc sujettes aux mêmes pressions qu'ils considèrent comme malsaines. Entrer dans les couloirs et dans les débats du pouvoir ne peut se faire sans limiter son horizon. Or, maintenant ils sont conscients que leur apport à la France et à l'Europe est précisément cette possibilité alternative d'ouverture.

S'il est donc extrêmement difficile de trouver une issue qui évite un « retour à la normale », il n'est pas impossible de gagner du temps en s'appuyant les uns sur les autres pour maintenir l'ouverture. L'« Assemblée des assemblées » à Commercy exprime précisément cette affirmation de solidarité. Par sa transmission transparente – gérée sans médias externes – et par sa réserve face aux possibilités de la représentativité politique, elle maintient

l'équilibre entre une large plateforme de revendications politiques et une pratique qui respecte les principes que le mouvement prône désormais. On se doit de demander combien d'espaces politiques militants ou intellectuels peuvent s'enorgueillir d'un tel équilibre.

Si tout cela prouve une maturité, on dirait que cela ne résout pas la question de l'action. Les institutions les pressent vers une normalisation partisane d'un côté tout en limitant leur capacité de manifester de l'autre. Combien de temps peuvent-ils tenir leur position fine avant que leurs sources d'énergie se tarissent ?

Cela dépendra de plusieurs facteurs parmi lesquels les aléas joueront un rôle déterminant. Par exemple, il est indéniable que les blessures graves causées par les armes de la police ravivent leur persévérance. Ils se le disent constamment pour s'encourager : « On ne lâche rien. » Évidemment, le gouvernement fait très attention pour éviter des morts, ce qui renflammerait le mouvement.

Il faudrait lire aussi dans la stratégie du gouvernement un mouvement d'encerclement de l'« opinion publique ». Cela ne s'adresse pas au cœur du mouvement des gilets jaunes mais surtout à la périphérie et aux couches qui les soutiennent passivement. Le fameux « grand débat » est encore une démonstration d'intelligence à l'égard de ceux qui ne sont pas en train de questionner le cadre politique. Cette opération, si elle est suivie par un RIC de valeur symbolique, est susceptible de faire perdre aux gilets jaunes le statut des contestataires légitimes et de les requalifier en tant que « râleurs » déraisonnés. Dans le même sens, l'engouement récent de l'État pour « les banlieues » vise à éviter que leurs populations se rapprochent des gilets jaunes sur le plan militant ou émotionnel afin d'éviter que les couches inférieures traversent la plus grande barrière qui les sépare aujourd'hui, la barrière ethno- raciale. Car si cette barrière est franchie et « les banlieues » entrent dans une posture affirmée de revendication de citoyenneté, l'architecture politique et électorale dans les sociétés multiraciales s'effondrera immédiatement en Europe de l'Ouest. Là se trouve l'un des plus grands enjeux concernant l'impact

possible des gilets jaunes. Il s'agit d'un enjeu profondément enfoui dont les partis politiques ont une conscience aiguë, car pour eux il s'agit d'une question de survie.

Un autre aspect est le rapport aux syndicats. La grève du 5 février a montré que si les convergences sont possibles et souhaitables, les ambitions politiques ne sont pas les mêmes. Les syndicats ne lient pas leur action à la condition sociopolitique générale et c'est pour cette raison qu'ils sont largement abandonnés. C'est étrange à énoncer de cette façon mais une vision du monde implicite ou explicite mais avant tout réflexive semble aujourd'hui nécessaire pour rendre un syndicat crédible. Les luttes contre les mesures spécifiques et le corporatisme cogestionnaire ne produisent aucune loyauté, car justement la mise en question du cadre d'interrogation de la réalité manque. En apportant cela, les gilets jaunes menacent le modus operandi syndical fondé sur des lignes d'action spécifiques et datées. Les syndicats ne peuvent plus dire en somme qu'ils ne sont pas là pour questionner la légitimité d'un gouvernement, proposer une politique économique alternative, etc. Les gilets jaunes sont là pour tout, du prix du carburant à la démocratie directe. La dissonance est évidente. Comme pour la question ethno- raciale, on pourrait imaginer que les gilets jaunes puissent bouleverser le modèle syndical aussi.

Pensez-vous que de telles évolutions sont possibles ? Par exemple une convergence entre les gilets jaunes, la banlieue et les syndicats ?

Possible, théoriquement oui. Probable, non. Pour une série des raisons. En premier, seuls les gilets jaunes combinent la conscience politique collective avec l'absence d'une structure pyramidale. Cela signifie que tout acteur qui s'intéresse à eux doit en quelque sorte démonter sa hiérarchie interne, ce qui ne serait pas au goût de n'importe quel syndicat ou parti politique. Inversement, il faudrait faire confiance à une vision collective incluant ceux que vous avez appris à voir comme « Autres », par exemple les premières ou deuxième générations de Français par les Français plus anciens.

Des structures de pouvoir et des identités collectives qui s'auto-déchoient pour laisser leur place à une vision politique partagée, ce n'est pas fréquent dans l'histoire humaine. Il est clair en même temps qu'un sentiment d'inadéquation systémique couvre l'Europe et cela devrait retenir notre plus grande attention. Si le souci d'un pouvoir est de se perpétuer en se légitimant, les conséquences de ses actions dépassent bien cette intention. En l'occurrence, l'Europe entière observe ce qui se passe avec les gilets jaunes en France. Un assèchement du mouvement sera bien sûr interprété par les partis politiques et les médias comme une victoire du gouvernement. Mais il ne sera pas interprété ainsi par les populations sous pression qui voient que la volonté de changement se heurte à un filtrage si puissant qu'il convertit tout le monde à l'absence d'alternative. Même quand vous accédez avec un mandat alternatif au pouvoir, vous n'avez qu'à vous adapter à une interdépendance qui vous dépasse. Le cas de Syriza en Grèce illustre parfaitement cette condition. Par conséquent, si les voies électorales et de protestation traditionnelle sont impossibles, que reste-t-il ?

Les gilets jaunes n'aiment pas parler actuellement de l'éventualité de « lâcher » mais que feront-ils si l'État parvient à user leur énergie ? Vers quelle direction iront-ils et elles ? Quelles sont les forces établies les plus « antisystémiques » déjà dans le jeu électoral et parlementaire ? Vous comprenez que nous pourrions avoir ici une belle prophétie qui s'autovérifie par un discours de respect du citoyen et de la nation, et par la promesse du lavage de l'affront que vous avez subi en vous sentant ignoré.e pendant des semaines et des semaines de protestation pacifique et solidaire. Je n'exclus donc pas la probabilité de ce scénario par lequel vous pouvez devenir réellement ce dont on vous accuse, ne serait-ce que pour faire tomber ceux qui vous ont humilié.e.s. Cela, non seulement s'est vu réalisé dans l'histoire européenne récente, mais les signes d'une frustration à travers l'Europe sont forts. Chercher une victoire nette contre les gilets jaunes n'est pas du tout une chose positive, ni pour la société française ni pour l'Europe.

Vous insistez beaucoup sur le gouvernement et les médias que vous semblez comprendre comme un espace plutôt homogène dans l'univers des gilets jaunes. Dans quelle mesure cela est vrai et pour quelle raison cette homogénéisation existe ?

Dans l'univers symbolique des gilets jaunes existent bien sûr des distinctions et des nuances considérables. Cela n'empêche pas la convergence vers une vision assez unifiée des grandes influences qui s'exercent sur la société. Je parle de politique expérientielle. Considérons la situation suivante : vous êtes seul.e à ne pas vous en sortir en dépit de vos efforts. Vous avez honte de ne pas pouvoir faire ce que vous pensez être le minimum pour vos enfants et parfois aussi pour vos parents retraités. Vous vivez cela comme un échec personnel, une inadéquation individuelle. Votre image de ce qui veut dire « être normal.e » se construit à partir de ce qui « passe à la télé », les représentations de fiction, les débats, les discours des hommes et des femmes d'influence paraissant aux infos. Puis, pour une raison qui est liée au prix du carburant, vous commencez à parler à d'autres qui sont touché.e.s par un sujet si important pour vous, si banal pour les gens « normaux » que vous ne supposez pas en difficulté. Vous échangez sur Internet, vous les rencontrez, et vous découvrez alors que cela fait longtemps très longtemps que vous n'êtes pas seul.e dans votre situation. Tout le pays est traversé par vos difficultés, vos incertitudes, vos angoisses. Alors, vous vous posez ensemble la question : comment cela se fait que vous ignoriez cette situation, que vos innombrables heures d'exposition au contenu de la sphère politique et médiatique ne vous ont pas révélé cette situation qui s'avère très répandue sur le plan de l'expérience ? « On a commencé à parler entre nous, à ne plus avoir honte » déclarent mes répondants. Parfois, on a l'impression d'être devant un #MeToo social par lequel les gilets jaunes ont lié les pièces expérientielles individuelles en image sociopolitique générale.

Il en résulte naturellement que la contemplation collective de cette image provoque un violent rejet du récit politico-médiatique auquel ils adhéraient auparavant. Ici, il faut comprendre un autre point fin. Les couches qui se considèrent intellectuelles et adéquates se sentiraient aussi coupables de ne pas avoir pu

comprendre la vérité, de ne pas avoir cherché d'autres sources d'information plus critiques, etc. Mais pour les gilets jaunes ce qui prévaut est la confiance. On doit le répéter, ils ne sont pas demandeurs du moins jusqu'à présent d'un effondrement de l'ordre social mais ils veulent être respecté·e·s par les dirigeants. Alors, quand ces derniers ne vous révèlent pas ce que vous considérez comme le problème le plus grave du pays et de surcroît vous vous situez au cœur de ce problème, c'est que l'on cherche à abuser de vous. Il ne peut y avoir d'autres explications plus indulgentes.

La dernière étape de la rupture est la confirmation de ces conclusions dans la représentation du mouvement par les pouvoirs politiques et par plusieurs médias. Les gilets jaunes ont été pour la première fois conscients des luttes autour de la communication politique qui se livrent tous les jours. Ils ont été choqués par leur propre représentation dans les médias et par le fait qu'aussi bien le gouvernement que les médias qu'ils avaient l'habitude de regarder ou écouter refusaient de donner d'eux une image du « peuple » qui proteste légitimement et pacifiquement au bénéfice de tous. Cette réalisation douloureuse amplifie leur méfiance et leur hostilité en joignant les dimensions politiques et médiatiques dans un seul ensemble symbolique peu fiable, pour le dire de façon élégante.

Justement, on dirait que certaines dimensions de ce phénomène ont changé, notamment les représentations de la violence auprès de tous les acteurs impliqués avec le passage du temps. En dépit de l'abondance des discussions autour des gilets jaunes, nous n'avons pas une idée claire de leur posture concernant la violence en général et l'émeute en particulier. Avez-vous pu comprendre des éléments de leur posture ?

Encore une fois, on devra partir de deux points saillants. Leur refus initial de la violence, et la déception de s'être trouvé·e face à celle-ci. Dans le mouvement, il existe évidemment des groupes et des individus avec des postures différentes mais ils ont partagé très vite un constat : « On s'occupe de nous seulement quand il y a violence. Je le regrette mais je dois reconnaître que les black bloc nous servent au moins pour être entendus ». Ce rapport de

bénéficiaire involontaire de la violence portée par les autres les a constamment interrogé·e·s au plus haut point, car il a déterminé très vite leur rapport avec la maturation politique du mouvement. À savoir, comment avoir un impact quand on cherche à vous contourner ? Si les barrages des ronds-points ont montré leur efficacité locale, le rapport avec la police, le gouvernement et les médias a déterminé leur impact national. À partir de décembre, l'enjeu était crucial et ils ont compris que les graffitis sur l'Arc de Triomphe souvent décriés par eux-mêmes faisaient plus la une que leurs revendications. Cela a donné rapidement lieu à deux réactions ; la première, établissant une « vérité objective » selon laquelle la violence n'était pas la dimension importante, communiquée à l'intérieur du mouvement sur les réseaux en ligne. La seconde, une tolérance de ceux qui étaient violents dans les manifestations. Ces deux réactions ont ensuite conflué pour construire et stabiliser leur compréhension du rôle que le gouvernement accordait à la police, à savoir de réprimer les manifestations de façon illégitime et de provoquer de la violence afin de décrédibiliser le mouvement. Naturellement, ils se sont donc tournés vers ce que la police faisait, les « passages » systématiques et l'usage des armes à létalité réduite. La structure réticulaire de leurs communications a fait ensuite le nécessaire pour révéler l'ensemble documenté des blessés graves et injustifiés parmi les gilets jaunes. Et là, ils ont élevé ces expériences en conscience collective de victimes innocentes. Encore une fois donc, leur compréhension de la violence a changé, car ils ont pensé que subir cette violence sans céder à la peur était un acte de résistance politique en soi. Il ne fallait donc pas riposter pour affirmer leur position. Être là suffisait.

Comme vous le comprenez, les gilets jaunes ne sont pas des émeutiers dans l'âme, ils ne veulent pas provoquer de situations d'émeute, car ils ont la conviction confiante qu'eux-mêmes sont l'âme de ce pays. Le fait que l'on ne les écoute pas ne représente pas pour eux la conséquence d'une lutte ; cela démontre directement une usurpation. Ils voient la révolution comme un fleuve qui grossit tranquillement et inonde bien au-delà de ses berges impuissantes. Cela ne signifie pas que l'insurrection violente qui est avant tout une situation produite sur le terrain est impossible.

Cela signifie que ce n'est pas un objectif, voire que l'objectif serait de parvenir aux changements souhaités en évitant toute violence.

Dans certains cas, on pourrait parler de centristes radicaux si l'on aime les paradoxes. Par exemple, comment classer une fonctionnaire d'environ 45 ans qui a participé à la « Manif pour tous » et ayant éprouvé la violence policière dans ce cadre, rejoint le gilets jaunes en considérant que la violence contre eux est « injustifiée et impardonnable » ? Elle se déclare « pas du tout radicale » tout en restant sur la place de la République tandis que la police cherche à l'évacuer par des charges et des émissions de lacrymogènes. Elle fait connaissance dans ces circonstances avec deux autres femmes qui sont venues d'ailleurs pour manifester à Paris et lui parlent des conséquences déchirantes du chômage pour des jeunes gens dans leurs familles. Elle écoute, elle comprend, elle compatit. Quand on lui pose des questions à propos de la violence ensuite, elle dit qu'« elle ne sait plus » tout en étant consciente qu'il s'agirait aussi d'atteindre des objectifs politiques avec lesquels elle est partiellement en désaccord. La question se pose donc plus en termes de clôture des voies de communication vers les élites et de l'inadéquation du processus électoral actuel en tant que participation politique. Il est à noter ici que l'avènement de LREM en tant que nouvel acteur a favorisé cette représentation de clôture, car des appareils partisans n'étaient pas en place à tous les niveaux afin de « verrouiller » les réactions et de récupérer ou canaliser les revendications lors de leur émergence. Ainsi, des liens directs entre des individus ont pu se nouer et la représentation a pu émerger qu'en face il y avait directement le gouvernement et le Président.

En somme, la posture des gilets jaunes envers la violence continue à évoluer en restant toujours prudente sous une perspective de « délégation passive » aux éléments les plus radicaux ou de tolérance de ces derniers. Il est significatif que les idées, les motivations et les objectifs de ces groupes radicaux ne sont pas discutés parmi les gilets jaunes sur le terrain. Au plus, vous entendrez certains dire que la raison pour lesquelles la police n'arrête pas les black bloc et les laisse déambuler facilement parmi les manifestants, est « parce que ça sert à Castaner ». Il existe un

consensus général sur le fait que le gouvernement recherche des épisodes violents afin de délégitimer le mouvement. Ce consensus ne se fonde pas sur une vision complotiste générale mais sur des observations très précises lors des manifestations.

Finalement, les blessures graves causées par les armes de la police ont consolidé la représentation collective de la violence au point où cela a influencé les médias qui se sont penchés un peu plus sur le sujet et ont commencé à les représenter comme victimes. Les éborgnements et les mutilations ont finalement surgi à travers l'extraordinaire persévérance du mouvement. Les gilets jaunes ont progressivement compris aussi que l'on n'a pas besoin d'un complot pour expliquer le fonctionnement du pouvoir. Ils commencent à le comprendre comme un exercice d'influence et de filtrage. Comme ils le disent, « ce ne sont pas les journalistes sur le terrain, ce sont les patrons plus haut qui laissent ou laissent pas passer ». Encore une fois, leur expérience les conduit vers une conscience profonde, une critique calme et systémique qui renforce leur conviction qu'il n'est pas suffisant de changer les dirigeants, il faut un nouveau rapport du peuple au pouvoir. C'est ce qu'ils entendent par la VI^e République.

Quelles sont les évolutions que vous voyez pour le mouvement des gilets jaunes ?

Bien sûr, non seulement l'histoire ne se prédit pas mais le plus souvent elle ne s'annonce pas non plus. Une issue heureuse serait évidemment que nous ayons des changements considérables du système électoral et exécutif vers une participation qui permettent la priorisation et la décision par des grands nombres.

Mon appréciation à cet instant est que cette issue est improbable, car elle se heurte non seulement à la volonté du gouvernement mais aussi à celle de tous les acteurs politiques établis. Vous aurez par exemple remarqué que le Président consulte tous les autres partis politiques — chose inouïe — afin de fonder l'impression d'un dialogue large faisant paraître les gilets jaunes comme des mécontents obtus qui ne savent pas que ce qu'ils proposent est déjà là : la démocratie, le débat avec la société, l'écoute, la solidarité, etc. En somme, hormis le « pouvoir d'achat », ces gens

n'ont aucune revendication raisonnable. C'est une façon structurée de faire revenir les gilets jaunes à leur condition habituelle, à savoir se taire individuellement et voter pour quiconque semble plus susceptible de leur offrir une marge de consommation un peu plus élevée. Ils n'ont pas à se mêler des « grandes questions ». Cette fonction est trop importante pour leur laisser une place. En somme, il s'agit de la question politique primaire de qui se trouve sous la tutelle de qui, car les gilets jaunes affirment de plus en plus depuis un moment que ce sont les « élites » qui doivent être sous la tutelle du « peuple » et non pas l'inverse.

L'enjeu porté donc par les gilets jaunes avec force est pleinement la réorganisation politique des sociétés postindustrielles. Le fait qu'ils ne l'expriment pas de cette façon ne le rend pas moins important. On pourrait en vérité dire le contraire : puisque cet enjeu émerge en tant qu'expérience et non pas en tant que discours, il existe vraiment comme réalité plutôt que comme projection intellectuelle.

L'objectif inavoué de la classe politique établie est naturellement de contenir cette interrogation avant qu'elle ne paraisse légitime auprès de la société élargie. C'est pour cette raison par exemple qu'à partir d'avant-hier (samedi 9 février) un nouvel assaut discursif est lancé sous le terme d'« antiparlementarisme ». Du moment où l'accusation d'extrême droite et d'extrême gauche n'a pas pu éroder le soutien pour le mouvement, voici un nouveau concept pour enfermer tous les gilets jaunes dans une catégorie « sale ».

La lutte symbolique est forte. Il y en a aussi parmi les médias et le monde politique certains qui ironisent sur leurs slogans mal orthographiés sans comprendre l'importance capitale de cet acte : oser publier sa vision même si on est conscient que l'on fait des erreurs. Se réclamer du droit d'exister en tant qu'être médiocre, simple, normal en dehors de toute « excellence ».

Tout cela augmente la probabilité que le mouvement soit contenu par une alliance spontanée et implicite de toutes les forces qui craignent un changement sociopolitique important. Si les choses avancent ainsi, le résultat paraîtra parfaitement recevable du point de vue des vainqueurs mais ce sera probablement

une catastrophe pour la France et pour l'Europe. La seule voie qui restera alors ouverte sera la voie électorale où ceux qui surenchérissent en crainte ou en identité récolteront les bénéfices de l'impasse. Ce sera un résultat malheureux pour tous, sauf pour les partis politiques qui échapperont à la révélation de leur inutilité croissante devant l'affirmation d'une citoyenneté prétendant à l'accès direct au pouvoir.

[Michalis Lianos](#) est professeur de sociologie à l'université de Rouen et directeur de la revue *European Societies* de l'Association Européenne de Sociologie. Il est notamment l'auteur de plusieurs travaux dont *Le Nouveau Contrôle social. Toile institutionnelle, normativité et lien social* (L'Harmattan), *Dangerous Others, Insecure Societies: Fear and Social Division* (Routledge), *Insécurité et altérité – Centre et périphérie de la République* (J. Laffont). Son ouvrage à paraître en 2019 est *Conflict and the Social Bond: Peace in Modern Societies* (Routledge).

UNE POLITIQUE
EXPÉRIENTIELLE
ENTRETIEN
AVEC LE SOCIOLOGUE
MICHALIS LIANOS

RUPTURE DANS LA CONTRIBUTION EN COURS

**Des agents destitués du Parti
Imaginaire, lundimatin#170,
17 décembre 2018, acte V**

*« C'est une grande erreur de s'imaginer que les gens deviennent
stupides en restant toujours au même endroit. »
William Cobbett*

« Et l'État sombra... »

Une propagande étatique et médiatique de grande ampleur, une dramatisation inouïe visant plusieurs objectifs transparents : ce fut donc le lot de la semaine du 3 décembre. Effrayer, menacer la population en évoquant de possibles tirs à balles réelles sur les manifestants ; légitimer – c'est-à-dire par là même encourager – une perte de contrôle des forces de police et de gendarmerie au nom de l'accumulation de fatigue ; ne répondre en aucun cas des dépassements répétés de la frontière entre maintien de l'ordre

et guerre spéciale (tirs de flashball au visage assumés, lycéens à genoux et en joue, décès d'une femme sous l'effet d'une grenade lacrymogène); annoncer, comme lors de chaque manifestation supposée importante (souvenons-nous du 1^{er} mai 2018), que Paris sera en état de siège pendant vingt-quatre heures, mais cette fois-ci bel et bien porter presque toutes les potentialités sécuritaires à leur réalisation maximale – flics insidieusement porteurs de gilets jaunes, blindés avec armes chimiques et dispositif d'enfermement sans précédent compris; en rajouter une énième couche dans la division des protestataires entre les « pacifiques » et les « casseurs » ou « ultra-quelque chose » divers et variés; culpabiliser les bloqueurs qui gâcheraient les fêtes de fin d'année des honnêtes gens et seraient complices des fractions désignées comme violentes et parasitaires par le gouvernement; bref, assumer la conduite d'une guerre psychologique, depuis le sommet de l'État, contre soixante-sept millions de suspects.

Mais l'assiégé n'est pas celui que l'on croit. À cette aune-là, il faut surtout comprendre que l'État est à bout; que le pouvoir est seul, arc-bouté sur son appareil régalien. Acculé dans une situation qui ne peut plus être qualifiée autrement que de guerre contre la population, le voilà qui s'adonne, selon un effet miroir, aux illégalismes qu'il traque et se fait plus comploteur que ceux qu'il dénonce comme tels. Plus de médiation. Tout le dispositif keynésien construit pendant presque un siècle se déploie désormais à la fois en dehors de l'État et du mouvement social, tournant à vide: et les « partenaires sociaux », et les partis, et tous les corps intermédiaires que la Présidence a cherché à ramener à elle pour faire illusion de Providence, d'être voués à prêcher dans le désert. Ce que l'on pressentait depuis quelques décennies – le passage de l'État keynésien, souple, dialectique, médiateur, à un État nietzschéen, tantôt rouleau compresseur affirmatif d'une caste sans alliés de circonstance, tantôt château fort au pont-levis dressé – est officiellement accompli. On aura brûlé les conventions collectives et autres mécanismes de négociation en même temps que l'Ouest parisien. Dans ce contexte, l'acte de revendiquer prend une portée nouvelle: il ne s'agit plus de déléguer la puissance collective à quelque représentant – du mouvement

dans l'État, de l'État dans le mouvement – mais de s'associer horizontalement sur la base de la demande pour porter soi-même le combat et, face au silence de l'autorité devenu structurel, aller jusqu'à son renversement.

C'est pourquoi aucune des opérations de dissuasion – relayées, soit dit en passant, par tous les partis politiques, et accompagnées par tous les syndicats à l'exception de Solidaires – n'aura suffi à affaiblir le mouvement. Le samedi 8 décembre, malgré un blocage des accès à la métropole parisienne (depuis les gares), la suppression en cascade des événements Facebook annonçant les rendez-vous (sans trop encore savoir d'où vient cette initiative), un nombre record – et fièrement annoncé comme tel – d'interpellations préalables (dépassant le millier de personnes), un niveau considérable de gardes à vue (et un taux tout aussi considérable de relâches sans suite), la qualité d'expression et la mobilité du mouvement auront été plus grandes encore que lors des deux samedis précédents. Une entente palpable existait qui plus est entre des groupes sociaux souvent séparés dans les émeutes urbaines: foules radicalisées venues de province, de Paris et de banlieues, militants habituels, badauds ordinaires. La mairie de Paris elle-même rejoignait cette conclusion et offrait ainsi dès le lendemain un démenti cinglant à la communication gouvernementale et à ses relais, qui se félicitaient d'avoir contenu voire découragé la protestation.

L'affrontement urbain des dernières semaines aura donc été frontal (le 24 novembre), puis polycentrique (le 1^{er} décembre) avant de devenir cinétique: le 8, il perdait en intensité et en cristallisation ce qu'il gagnait en extension et en mouvement. Non seulement les quartiers riches (bien plus que les lieux de pouvoir) sont devenus à plusieurs reprises accessibles à une foule décidée à en découdre, mais Paris peut donc aussi, même sous ces conditions, devenir réellement ingouvernable pendant quelques heures en de nombreux points. Temporairement *souverain*, le mouvement le fut tout autant sinon plus à Bordeaux, Toulouse, Grenoble ou Saint-Étienne. C'est là que la mise à distance du caractère illusoire du théâtre émeutier bicentenaire parisien, et avec elle la critique en acte de l'artificialité consommée et de

la nuisance ancestrale de la centralité politique de la capitale, ont trouvé leur meilleure réalisation. C'est un nouveau succès, à conserver en mémoire et dont il faudra tirer les enseignements dans les temps qui viennent : le caractère décentralisé, réticulaire, du mouvement a été, et demeure aujourd'hui son plus grand atout tactique, dans les rues de Paris comme sur l'ensemble du territoire national.

La séquence politique qui s'ouvre en France, dans sa globalité, relève ainsi d'une dialectique négative opposant deux blocs indépendants sans résolution possible : l'État et ses ex-citoyens. Les velléités médiatrices n'en sont que les fioritures extérieures. Les procès des masses d'interpellés l'ont montré semaine après semaine : les « professionnels de la violence » et de la « casse » n'existent pas. En comparution immédiate, à Paris et ailleurs, on trouve des employés intérimaires du bâtiment, des infirmiers, des menuisiers, des caristes, des enfants d'ouvriers, des anciens militaires et même ce n'est pas rare des fils de policiers ou de gendarmes. Ils sont venus aux Champs-Élysées souvent pour la première fois. Ils sont venus pour cela, pour voir « les Champs », voir la vie des Parisiens ou des touristes riches qu'ils ne connaissent pas, qu'ils n'envient pas. S'ils ont pillé un magasin, c'est généralement pour offrir à leur progéniture un Noël décent. La politique ? Le mot les rebute. Ils n'en ont bien souvent jamais fait avant. Dans les rues, ils ont été rejoints par des lascars et des précaires, sans frictions, sans tensions. Cela n'a rien d'une convergence. Cela relève d'une contagion.

Nouvelles lignes de front

Résultat des courses : le lundi 10 décembre au soir, les téléspectateurs et internautes pouvaient apprendre qu'il fallait désormais détruire en partie Paris, Toulouse, Bordeaux et d'autres villes, sept morts (une mort supplémentaire a été comptabilisée depuis) et près de 1500 blessés : des pertes humaines sans précédent en métropole depuis la guerre d'Algérie : pour faire annuler une taxe mineure, « obtenir » la mise en œuvre accélérée d'une prime programmée (et non une hausse) du salaire minimum et une

baisse du prélèvement sur les retraites ; mais aussi se retrouver flanqués d'un grand débat national avec son lot de questionnements parachutés sur l'identité française et l'immigration.

Se joignant à cette mise en scène, les partis ont poursuivi leur séduction maladroite des gilets jaunes et appelé, comme le gouvernement, à l'ouverture d'un « temps politique » destiné à supplanter le « temps de la révolte ». Une fois n'est pas coutume, seul le Parti communiste français est resté digne, involontairement sans doute, ignorant les agitations du moment et appelant à une grande mobilisation : mais en janvier ! et à condition que le mouvement continue... Nul ne sait si le Parti répète ses bévues de Mai 68 ou s'il est projeté sans le savoir dans l'avenir des luttes. Au niveau plus moléculaire du militantisme, inutile d'évoquer longuement les trotskystes officiels ou ceux qui ignorent encore qu'ils leur ressemblent : ils appellent toujours, en toutes circonstances, semaine après semaine, à la « convergence des luttes », aux blocages des universités et à la grève générale. La légende rapporte déjà qu'à Saint-Denis une assemblée célébrant la convergence des luttes a invité un « gilet jaune » des Vosges pour lui faire la morale en lui faisant savoir qu'il n'était pas un « vrai » révolté parce qu'il se disait apolitique et qu'il avait moins souffert que d'autres. Dites plutôt : « concurrence des malheurs ».

Quant aux syndicats en manque d'État keynésien, convoqués comme des enfants par le maître d'école, ils se sont magnifiquement alignés (rappelons-le : Solidaires exclu) sur la parole et la férule gouvernementale lorsqu'ils ne se sont pas violemment tordu le cou, comme la gentille CGT lorsqu'elle a fini par soutenir les mobilisés, pour ensuite s'en dissocier, tout en les soutenant mais en ne les soutenant plus. Comprenne qui pourra. L'essentiel est ailleurs : les militants sont amers. D'où qu'elles viennent, toutes ces compromissions, ces absences et ces palinodies resteront dans les mémoires. Il y a tout à espérer qu'elles intensifient le processus en cours depuis (au moins) le mouvement de 2016 : fragmentation du monde syndical, sa relocalisation dans des formes d'associations situées, leur devenir-hétérogène à l'égard de l'entreprise. La mise à mort de la gauche est un fait, pas encore un motif de satisfaction : en l'état, elle n'accouche de presque rien.



Du côté du « mouvement des gilets jaunes », les deux dernières semaines ont apporté leur lot de défections, de divisions, d'hésitations, de captations. Parmi les trois tendances que nous avons repérées – électoraliste et « citoyeniste » ; négociatrice ; déagiste et insurrectionnelle –, une partie de la première semble aujourd'hui prendre la tête avec la revendication du référendum d'initiative citoyenne, diluant dans l'idéalité politique une révolte partie des difficultés financières et de la minorisation éprouvée. Le comble, pour ces démocrates autoproclamés, réside dans le fait de s'être désigné des représentants en acclamant par clics interposés les candidats à la domination charismatique. Quant aux politiciens opportunistes de tous bords, ils les rejoignent déjà, lorsqu'ils ne les soutiendront ou ne reformuleront pas bientôt la proposition. On a d'ailleurs pu voir ces deux types d'élus chercher ensemble les caméras sur les places parisiennes, le 8 comme le 15 décembre.

Si l'« acte V » parisien fut finalement digne d'une tragédie classique, avec son sentiment de défaite et son atmosphère trop connue de fin de mouvement, l'affaire n'en est cependant pas pour autant conclue entre l'État et les gilets jaunes. Ce dernier samedi, ce n'est en effet que la police des corps qui a paru triompher du goût désormais très largement partagé pour l'insurrection hebdomadaire : en plus d'un dispositif identique à celui de la semaine précédente, rien de moins que la fermeture de plusieurs autoroutes en direction de la capitale (et des grandes métropoles), le barrage à ses portes et le filtrage à l'entrée des trains auront été nécessaires pour que les rues parisiennes ne soient plus remplies que par un peu moins de la moitié des manifestants des deux samedis précédents. En parallèle, sur chaque rond-point de France, la fête battait son plein. Une façon de rappeler à ceux qui l'auraient oublié qu'un soulèvement ne peut plus se faire désormais que sans événement ni centre.

L'orientation stratégique s'en trouve redéfinie. Les deux dernières semaines ont en effet montré quelles sont les limites d'une politique polarisée par l'événement, d'une scansion par trop théâtrale et spectaculaire de la lutte. Mais les militants et les journalistes sont les seuls à s'être laissés hypnotiser par celles-ci :

la dynamique lente du mouvement n'a pas faibli, jusqu'à être aujourd'hui plus importante que ces moments de rassemblement sous l'œil des caméras et des forces répressives. D'autre part, la faiblesse des révoltés et des révolutionnaires est, comme toujours, de sous-estimer les ressources répressives et gouvernementales de l'État. De ce côté, force est de déplorer que les marges sont encore immenses pour les mois et les années qui viennent, et l'indignation n'est presque rien. Comme les droits sociaux de l'État-providence, toutes les libertés conquises des démocraties libérales depuis deux siècles pourront à leur tour être davantage bafouées ou confisquées qu'elles ne le sont déjà. Les troubles politiques actuels donnent parallèlement lieu à une lutte au sommet de l'État qui pourrait bien voir triompher à long terme le ministère des Finances et ses visées « réformatrices » et conduire, au nom du « trop d'impôts », à une paralysie plus grande encore de la « main gauche » de l'État et à une destruction plus nette des derniers filets d'assistance aux pauvres. Des années 1970 à la dernière décennie, les crises sont en effet toujours le prétexte des « thérapies de choc » adressées au corps social, le mode privilégié de renforcement des modalités néolibérales de gouvernement du capitalisme. Dernier constat sur la configuration actuelle des forces : nous avons décrit le 6 décembre les « maillons faibles » du pouvoir dans la présente lutte – médias, police, maires. Il nous faut aujourd'hui admettre que ces trois instances ont non seulement été reprises en main depuis deux semaines, mais aussi qu'elles n'ont en aucun cas constitué des objectifs politiques pour les cellules de base du mouvement.

En deux semaines, la ligne de front la plus vive du conflit a en réalité quitté les centres-villes des capitales régionales et de Paris pour se déplacer au niveau des ronds-points et des communes, au plus près des gilets jaunes et de ce qu'ils font quotidiennement. Sur plusieurs lieux d'occupation et de blocage, la délibération et l'assemblée représentent des horizons désirables, à défaut d'autre chose. Le gouvernement l'a parfaitement saisi puisqu'il lance déjà sa grande consultation nationale avec les mairies (dont certaines avaient ouvert des cahiers de doléances), destituant pour ainsi dire les compréhensions et les pratiques du local

issues de la mobilisation, leur opposant le sempiternel monolithe républicain.

« Rien n'aura eu lieu que le lieu excepté peut-être une constellation »

Par un paradoxe qui n'est qu'apparent, l'esprit d'une mobilisation, *a fortiori* lorsqu'elle est inédite, ne se loge jamais dans ses revendications mais dans ses pratiques. Le sens d'une politique ne tient pas à ses idées mais à ses actes. En ce sens, que le mouvement soit insatiable, qu'il ne sache pas dire ce qui l'arrêterait (question posée à chaque participant au mouvement par tous les reporters ordinaires), cela indique assez qu'il y a plus, avec lui, qu'une affaire de limitation de vitesse, de prix du diesel, de pouvoir d'achat et même de renouveau démocratique plus que quarante-deux propositions ou que tout autre programme : un lieu, une puissance politique de la localité, comme dans les ZAD, comme sur les places des révoltes sans leader de la dernière décennie, mais sans l'artifice de ces lieux sans liens préalables. Le front est là. Macron le sait. Ayant cru en finir avec les médiations du « social », le voilà donc face à des solidarités réelles, faibles, érodées, tremblantes mais pas absentes. Localement, dans ces interstices diversifiés du territoire, entre métropoles et campagnes. Ce sont d'ailleurs sans aucun doute à travers ces liens déjà existants, intégrés à un milieu connu, accessible, imaginable, que se préciseront peu à peu un jour, dans ce mouvement ou dans un autre, les bases d'une politique écologique véritable, dépassant, en la transformant, la vieille et lancinante question socialiste.

Avec l'aventure des gilets jaunes, la localité s'affirme donc comme le noyau potentiel d'une subjectivation politique à venir, antagoniste aux sphères de la représentation, actuelles comme futures. À ce sujet, l'appel de Commercy est limpide : *« Ce n'est pas le moment de confier notre parole à une petite poignée, même s'ils semblent honnêtes. Qu'ils nous écoutent tous ou qu'ils n'écoutent personne ! Depuis Commercy, nous appelons donc à créer partout en France des comités populaires, qui fonctionnent en assemblées générales régulières. Des endroits où la parole se libère, où on ose s'exprimer, s'entraîner, s'entraider. »* « Qui a besoin

d'interlocuteurs ? Les journalistes et les politiques. Nous, pas forcément », renchérit dans les commentaires d'une page Facebook Alice L., cariste intérimaire de 28 ans qui vit en Bretagne. *« Notre organisation, elle existe déjà en ligne, entre amis, entre voisins, sur les ronds-points. C'est pas parce que ça rentre pas dans leur case "grève classique" que ça n'a pas de valeur. »* (Le Monde, 10/12/2018). Sachant cela de longue date, dimanche 9 décembre, les Comités de défense de la république catalans ont revêtu eux aussi des gilets jaunes en ouvrant les péages sur tout le territoire régional. Là-bas, contre le municipalisme gestionnaire de la maire de Barcelone, des expériences municipalistes de villages coexistent avec ces « syndicats de *barris* », sorte de comités de quartier nés des pratiques de solidarité dans les zones urbaines populaires de la ville.

Sur les ronds-points d'ici, il y a déjà ces cabanes collectives, ces maisons du peuple, leurs soupes, leurs crêpes, tout le tissu des ravitaillements et des aides, des dons et des contre-dons, l'entraide qui s'étend, mobilise au-delà du mouvement en direction des commerçants ou des producteurs, part aussi vers les plus pauvres qui ne participent pas au mouvement, à Issoire, à Caen, à Villefranche-sur-Saône et ailleurs. Il y a tous ces échanges de services, de temps, ce troc de nourriture, toutes les attitudes informelles, l'éthos antimarchand habituel des zones rurales et semi-rurales avec lesquelles beaucoup n'ont pas rompu. Il y a ces nouvelles « familles » provisoires, ou bien leur base arrière, dans les maisons, chez des voisins qui prennent soin des enfants pendant que la lutte continue. On a beaucoup dit et écrit que les « gilets jaunes » pensaient d'abord et avant tout à leur fin de mois. Rien n'est plus simpliste. La peur du déclassement de la génération d'après, d'une mobilité sociale non seulement contrainte, mais régressive, et plus encore la crainte de la dégradation non seulement économique, mais écologique et surtout éthique des conditions de vie, sont dans presque toutes les têtes. Le *« besoin d'entraide et d'appui mutuel qui avait trouvé un dernier refuge dans le cercle étroit de la famille, ou parmi les voisins des quartiers pauvres des grandes villes, dans les villages, ou dans les associations secrètes d'ouvriers, s'affirme à nouveau dans notre société moderne elle-même »,* annonçait déjà Kropotkine en 1902.

L'idéal constructif du mouvement tient ainsi dans son éthique effective, pas dans les fantasmes démocratiques qui n'en sont qu'un détournement sur la voie de l'institutionnalisation, l'expression ultime d'une bureaucratisation des désirs et d'un chantage au « débouché » politique. Qu'est-ce qu'une puissance créatrice sinon les potentiels d'association, de contamination, la constellation des révoltes capables de s'agréger? Certes, les pratiques d'appui mutuel et de réciprocité restent fragiles, loin de l'accomplissement des sociétés de secours, des associations coopératives, des clubs politiques et autres syndicats d'action directe du dix-neuvième siècle. C'est que le mouvement actuel appelle d'autres formes collectives, mieux adaptées à ce retour de la localité comme élément cardinal de la politique émancipatoire. La délibération, l'assemblée ne sont, dans ce cadre, que des pièces parmi d'autres d'un agencement d'autonomies qu'il s'agit d'inventer, de semaine en semaine, de luttes en luttes.

Des agents destitués du Parti Imaginaire

Le 16 décembre 2018

RÉFLEXIONS SUR LA QUESTION JAUNE

**Stéphane Zagdanski, lundimatin#170,
17 décembre 2018, acte V**

«Tu n'opprimeras pas le salarié humilié, pauvre, parmi tes frères ou parmi les étrangers demeurant dans ton pays, dans tes portes.»

Deutéronome

Le monde meurt d'empoisonnement, il n'est que temps de s'insurger.

Le responsable de l'intoxication du monde, c'est le monopole publicitairement assisté.

Comme le Mal, dont il provient, ce système de domination et de ravage a emprunté divers noms dans l'histoire des temps modernes : « Bourgeoisie », « Capitalisme », « Nihilisme », « Spectacle », « Technique », « Néolibéralisme »...

Hic et nunc, on le nommera le MACRON : Monopolisme Assisté par la Communication Rigide et Orgueilleuse d'un Nanti. Ailleurs il pourrait s'appeler le TRUMP : Toupet Ridicule d'un Ubu Mercantile Putassier. C'est *idem*.

Il est vain de discuter de questions sociales, politiques ou économiques avec qui n'a pas eu de bonnes lectures.

« Combien se prennent là-haut pour de grands rois, qui seront ici comme porcs dans l'ordure, laissant de soi un horrible mépris. »

La crapulerie d'un creux laquais du CAC 40 se nécrose à l'Élysée.

L'argent n'a pas d'honneur.

« Il y avait dans une ville deux hommes, l'un riche et l'autre pauvre. Le riche avait des brebis et des bœufs en très grand nombre. Le pauvre n'avait rien du tout qu'une petite brebis, qu'il avait achetée; il la nourrissait, et elle grandissait chez lui avec ses enfants; elle mangeait de son pain, buvait dans sa coupe, dormait sur son sein, et il la regardait comme sa fille. Un voyageur arriva chez l'homme riche. Et le riche n'a pas voulu toucher à ses brebis ou à ses bœufs, pour préparer un repas au voyageur qui était venu chez lui; il a pris la brebis du pauvre, et l'a apprêtée pour l'homme qui était venu chez lui. »

Âpreté au gain: pauvreté d'esprit.

« Le capitalisme est un système de dépendances qui vont de l'intérieur vers l'extérieur et de l'extérieur vers l'intérieur, de haut en bas et de bas en haut. Tout est dépendant, tout est enchaîné. Le capitalisme est un état du monde et de l'âme. »

Les nantis ne sont pas gentils.

Le gouvernement ne désire pas votre bien.

Le pouvoir n'est pas à votre service.

« Depuis que les sociétés existent, un gouvernement a toujours été nécessairement un contrat d'assurance conclu entre les riches contre les pauvres. »

L'ultime vérité du monopolisme publicitairement assisté, c'est la gestion génocidaire du globe.

À l'ère mafieuse des marchés financiers, la substance de l'argent c'est la dépossession.

La société néolibérale n'est qu'une vitrine immonde. Elle mérite d'être brisée.

Un gouvernement est une marchandise avariée comme une autre. Son pouvoir autoproclamé d'améliorer la vie de ses

gouvernés n'est que le fantôme de la falsification, le reflet plaqué or de sa profonde impuissance.

Au sommet du pouvoir campe un homme-sandwich de sa propre vanité.

La justice sociale ne se quémande pas. Elle se plaide sur les barricades.

« Là où la colère avance, la culpabilité recule; c'est le secret du vide et du plein. »

Le monopolisme publicitairement assisté programme chaque jour l'obsolescence des choses, des êtres, et finalement du monde. Pourtant lui-même n'a rien d'éternel; il est *de bonne guerre* de le lui démontrer.

Au Moyen Âge, le jaune était la couleur des maudits: Juifs, prostituées et autres proscrits.

Dans la Kabbale, le jaune représente la séfira *Tiféret*, qui veut dire « Beauté ». On l'appelle aussi Pourpre, « parce qu'elle comprend toutes les couleurs ».

« Un soleil, une lumière, que faute de mieux je ne peux appeler que jaune, jaune soufre pâle, citron pâle or. Que c'est beau le jaune! »

L'esclavage n'a jamais été aboli; c'est lui qui fabrique à l'autre bout du monde les marchandises dont seront gorgées vos vitrines de Noël.

L'on est esclave de son smartphone fabriqué par des esclaves. La boucle du nœud coulant est bouclée.

« L'esclavage direct est le pivot de l'industrie bourgeoise aussi bien que les machines, le crédit, etc. Sans esclavage, vous n'aurez pas de coton; sans le coton, vous n'avez pas l'industrie moderne. C'est l'esclavage qui a donné leur valeur aux colonies, ce sont les colonies qui ont créé le commerce de l'univers, c'est le commerce de l'univers qui est la condition de la grande industrie. Ainsi l'esclavage est une catégorie économique de la plus haute importance. »

L'idée de la démocratie est morte avec l'invention des mass-media, soit la possibilité *purement technique* qu'un seul type puisse imposer son opinion à des millions d'autres sans être contredit.



Ce sont les sbires et les garde-chiourmes du monopolisme publicitairement assisté qui pérorent dans les mass-media.

L'économie et ses crises *consubstantielles* font le fumier de tous les fascismes.

1933 fut fécondé en 1918 et enfanté en 1929. En 1945, il est devenu l'autre face du monde...

Il n'y a des riches que parce qu'il y a des pauvres.

«Toujours nous tisserons des étoffes de soie et nous n'en sommes pas mieux vêtues pour autant. Toujours nous serons pauvres et nues, toujours nous aurons faim et soif; jamais nous ne parviendrons à nous procurer plus de nourriture. Nous avons fort peu de pain à manger, très peu le matin et le soir encore moins. Du travail de ses mains, chacune n'obtiendra, en tout et pour tout, que quatre deniers de la livre. Avec cela, impossible d'acheter beaucoup de nourriture et de vêtements, car celle qui gagne vingt sous par semaine est loin d'être tirée d'affaire. Et, soyez assuré qu'aucune de nous ne rapporte vingt sous ou plus. Il y aurait là de quoi enrichir un duc! Nous, nous sommes dans la pauvreté et celui pour qui nous peinons s'enrichit de notre travail.»

Les hères conformément à l'étymologie ironique du mot qui fait référence au *Herr* allemand, «maître, seigneur» –, singent les riches dont ils ingèrent les mœurs par télévisions et magazines interposés. Comme une doublure de ce premier mimétisme-là, les riches qui sont tous quasiment exclusivement nouveaux (riches de Chine, riches de Russie, riches du Moyen-Orient, riches d'Amérique, riches d'Afrique dictateurs, riches d'Internet, riches des Finances...) se singent eux-mêmes *en tant qu'ils sont essentiellement pauvres*.

«Dieu dit: "Je donne l'argent aux hommes afin qu'ils le distribuent aux pauvres." Le riche doit être assimilé à un encaisseur d'œuvres de bienfaisances qui doit partager ce que Dieu a prodigué en se disant: "Cet argent n'est pas à moi. Dieu est l'unique propriétaire des biens concédés aux gens pour un temps très court."»

Ah, sommons les riches!

La bestialité policière est le visage sans masque du monopolisme publicitairement assisté.

«La société de l'abondance trouve sa réponse *naturelle* dans le pillage, mais elle n'était aucunement abondance naturelle et humaine, elle était abondance de marchandises. Et le pillage, qui fait instantanément s'effondrer la marchandise en tant que telle, montre aussi l'*ultima ratio* de la marchandise: la force, la police et les autres détachements spécialisés qui possèdent dans l'État le monopole de la violence armée. Qu'est-ce qu'un policier? C'est le serviteur actif de la marchandise, c'est l'homme totalement soumis à la marchandise, par l'action duquel tel produit du travail humain reste une marchandise dont la volonté magique est d'être payée, et non vulgairement un frigidaire ou un fusil, chose aveugle, passive, insensible, qui est soumise au premier venu qui en fera usage. Derrière l'indignité qu'il y a à dépendre du policier, les Noirs rejettent l'indignité qu'il y a à dépendre des marchandises.»

Le monopolisme publicitairement assisté dévore chaque jour davantage d'existences qu'on ne brûlera jamais de voitures ni ne cassera de vitrines.

Une voiture qui brûle, c'est une source de pollution en moins. Une vitrine brisée, un miroir aux alouettes de la marchandise qui disparaît.

«Mon Esprit! Tournons dans la Morsure: Ah! passez, Républiques de ce monde! Des empereurs, Des régiments, des colons, des peuples, assez!»

Si toutes les voitures étaient brûlées, toutes les vitrines brisées, le monde s'en porterait mieux.

«Celui qui, de sa journée, n'a pas les deux tiers à soi est un esclave, qu'il soit au demeurant ce qu'il voudra: homme d'État, marchand, fonctionnaire, savant.»

Le monopolisme publicitairement assisté est le premier et le pire des casseurs; il pille et saccage le monde à grande échelle.

Des antennes paraboliques s'érigent dans tous les bidonvilles du monde.

Il y a un rapport de cause à effet entre le divertissement et la misère.

«Dans la Grèce moderne, la jaunisse est connue sous le nom de Mal d'or, et tout naturellement on peut la guérir avec de l'or.

Pour obtenir une guérison complète, il suffit d'opérer comme suit : prenez une pièce d'or (de préférence un souverain anglais, puisque l'or anglais est le plus pur) et mettez-le dans une mesure de vin. Exposez aux étoiles le vin avec la pièce d'or pendant trois nuits ; puis buvez-en trois verres tous les jours jusqu'à ce qu'il n'en reste plus. Le breuvage vous aura complètement débarrassé le corps de la jaunisse. Le remède est *souverain*, dans le sens le plus strict du terme.»

Les casseurs ont leur valeur émeutière. Ils reflètent à la face effarée des nantis la violence qui fonde et corrobore le monopole publicitairement assisté.

Les casseurs effraient les causeurs ; si le monde creux de Macron tombe, ce sera grâce à eux.

«La grande salle à manger devenait comme un immense et merveilleux aquarium devant la paroi de verre duquel la population ouvrière de Balbec, les pêcheurs et aussi les familles de petits-bourgeois, invisibles dans l'ombre, s'écrasaient au vitrage pour apercevoir, lentement balancée dans des remous d'or, la vie luxueuse de ces gens, aussi extraordinaire pour les pauvres que celle de poissons et de mollusques étranges (une grande question sociale, de savoir si la paroi de verre protégera toujours le festin des bêtes merveilleuses et si les gens obscurs qui regardent avidement dans la nuit ne viendront pas les cueillir dans leur aquarium et les manger).»

Si les journalistes étaient capables de renverser un régime corrompu par leurs révélations, les casseurs n'auraient pas d'utilité.

Ne réclamez rien, c'est votre vie qui vous est due.

«L'assassin se lève au point du jour, tue le pauvre et l'indigent, et il dérobe pendant la nuit.»

Si les émeutiers s'interrompent avant d'avoir obtenu une métamorphose de la société *du tout au tout*, ils seront écrabouillés par ce vieux monde moribond qui ne craint même pas d'entraîner la nature dans sa chute.

Les *Natives* d'Amérique concevaient pour la nature une passion profondément spirituelle. Ce n'est pas un hasard s'ils furent les premiers génocidés des temps modernes. La poudre, le

télégramme, la locomotive et le dollar eurent raison de leur gratuité. Les abjectes brutes qui annihilèrent leur mode de vie sont les précurseurs de ceux qui ravagent la planète aujourd'hui.

Technique et génocide font bon ménage. Des machines IBM comptabilisaient les déportés à Auschwitz.

Qui avait la naïveté de penser que le XXI^e siècle serait moins génocidaire que le XX^e? Les deux procèdent de la même cause : la haine de la beauté. Dans un univers où toute vraie beauté a été irrémédiablement polluée par la laideur, il ne restait plus aux souilleurs qu'à s'en prendre à l'unique et véritable source de toute beauté : la nature. C'est désormais elle qu'ils sont en train, sciemment, de mettre à mort.

Rien ne me consolera d'avoir vu mourir les animaux du monde.



HOMMAGE À CHRISTOPHE DETTINGER

**lundimatin#173, 7 janvier 2019,
acte VIII**

Je n'étais pas à Paris ce week-end. Je portais mon gilet jaune dans une ville du Sud, où nous étions plus nombreux que la semaine précédente. Ce qui a illuminé ma journée ce n'est pourtant pas la vue de centaines de gilets fluo, mais, en rentrant chez moi, de découvrir la vidéo de Christophe, le boxeur parisien. Je ne signerai pas cette lettre de soutien de mon nom, désolé pour ceux qui l'apprécieront, mais c'est à cause de (attention les journalistes, bouchez vos oreilles) la répression. Ce que je vais dire ne plaira pas à la foule haineuse des macronistes, ni à ceux qui ont retourné leur gilet. Mais, oui, Christophe est un superhéros. Pas parce qu'il sait se rétablir comme Spiderman ou parce qu'il envoie des patates comme Sagat. Plus simplement, mais c'est une chose rare, parce qu'il nous a montré une digne manière d'agir.

Je ne parlerai pas du fameux « contexte ». Les GJs et leurs soutiens le connaissent. Le contexte général : les milliers de blessés et d'arrestations arbitraires, les mains arrachées et les yeux explosés dans le silence médiatique et avec la bénédiction

du gouvernement. Le contexte particulier: des gendarmes qui bloquent le cortège de gilets sur un pont, et qui font n'importe quoi (quelle bonne idée!). Les commentateurs, eux, s'en foutent du contexte. Ou plutôt ils s'en servent exactement comme ils le veulent, tant que ça permet de présenter les policiers en victimes ou d'excuser leurs exactions. À Mantes-la-Jolie la police filme des gamins agenouillés pendant plusieurs heures les mains sur la tête? On brandit le contexte (des violentes émeutes par des méchants jeunes de banlieue). À Paris, des manifestants jettent des projectiles sur des motards? On mettra le contexte et les grenades (jetées sur une foule qui ne leur avait rien demandé) sous le tapis.

Non, peu importe le contexte, les vidéos ont suffi à me rendre joyeux, en voyant Christophe plonger tête la première pour entreprendre de faire reculer une ligne de robocops à lui tout seul.

Dans une première séquence, on voit cet homme, grand, vêtu de noir et d'un bonnet, effectuer une figure aérienne, atterrir malgré tout sur ses deux jambes, réajuster son couvre-chef, et puis enchaîner les jabs contre le bouclier d'un gendarme, qui cède sous les coups et est contraint de reculer, alors que ses collègues renoncent à le soutenir. Cette vidéo a provoqué mon hilarité, mais aussi la cacophonie habituelle: «violence», «inacceptable», «intolérable», blablabla. Même la Fédération française de boxe a fait un communiqué.

De quelle violence parle-t-on? De celle d'un homme qui n'a ni protection, ni arme et qui boxe, à un contre quatre, un gendarme doté d'un plastron, un bouclier, un casque avec une visière pare-balles, des genouillères, des trucs sur les épaules, un tonfa, des grenades rangées dans le dos et des dizaines de collègues autour de lui. Un homme à mains nues face à un robot (où est la fente pour glisser les sous de la prime?). Quelles blessures vont-ils pouvoir lui inventer?

Alors on dira que le type est un boxeur et que, bien qu'il ne soit pas armé, c'est son corps qui est une arme! C'est vrai... C'est vrai qu'après avoir procédé à tant d'arrestations de GJs pour «groupement armé» parce qu'ils avaient trois conneries dans leurs coffres, après avoir confisqué des masques à gaz (parce que quand

même si les GJs ne crachent pas leurs poumons c'est pas du jeu), on pourrait arrêter des manifestants à cause de leur corps, ou de leurs compétences. Un punching-ball de foire au péage, et on teste les GJs un par un. Trop fort? Interdit de manif.

On pourrait aussi imposer les mouffles en manifestation.

En fait il n'y a pas de débat. Dans le combat de Christophe, il y a toujours la même disproportion entre une police surarmée d'un côté et des manifestants qui n'ont que leurs mains.

Il n'y a pas non plus de déchaînement de violence dans ces images. Car en fait ce qui «choque» la plupart des politiques et des journalistes (en fusion depuis deux mois) c'est que l'on ne soit pas faibles. Que l'on ne donne pas l'image de gens faibles. Alors que c'est ce qu'ils voudraient voir. Ils voudraient nous voir d'abord peu nombreux. La déception fut grande quand en fin de journée le ministère a été obligé d'avouer que le mouvement connaissait un «rebond». Samedi, en début d'après-midi, la chaîne LCI titrait «moins d'un millier de manifestants dans toute la France, hors Paris». Moins de mille! Pourquoi mille? Pourquoi pas deux? «Deux gilets jaunes repérés au bord de la D332 avec un cric», ç'aurait été presque plus crédible.

Ils veulent nous voir peu nombreux et inoffensifs. D'abord on aurait bien voulu nous voir pique-niquer (le 24 novembre), puis manifester en cage (le 1^{er} décembre), puis manifester en garde à vue (le 8 décembre), puis ne plus manifester du tout (pendant les fêtes). Comme on n'a répondu à aucun de ces souhaits de policiers et d'éditorialistes, chaque nouvelle manifestation de notre détermination est un outrage. Et il est donc là le vrai scandale: ce samedi nous n'étions pas faibles. Malgré les faux décomptes nous étions nombreux. Et malgré les intimidations, les menaces, les barrages, les fouilles, nous ne nous sommes pas laissés faire. Surtout Christophe.

Dans une seconde vidéo on voit sur la passerelle un corps à corps entre des gilets jaunes et les mêmes gendarmes mobiles. Au milieu de cette foire d'empoigne, Christophe met des coups de pied à un gendarme tombé au sol. Second scandale. En plus d'être violent, il serait donc un lâche. C'est vrai que ce n'est pas un geste de grande classe. Il doit le savoir Christophe puisqu'il

pratique le noble art. C'est la disqualification assurée. La bagarre est captée par les caméras des sous-BFM de l'Internet. Qui s'empresseront d'en diffuser les extraits hollywoodiens quasi en direct. Comme quelques semaines plus tôt avec l'affrontement entre GJs et voltigeurs sur les Champs. De ces vidéos attrape-mouches, les bousiers gouvernementaux formeront des Dragibus prêts à gober pour l'AFP : « lynchage », « factieux », « antisémites » ! Macron en a fait un chapelet le premier de l'an : c'est la « foule haineuse » qui s'en prend « aux élus, aux forces de l'ordre, aux journalistes, aux juifs, aux étrangers, aux homosexuels ». Sur les plateaux des grandes chaînes on réclame la gueule ouverte ce genre de susucres, les vidéoclips de « violences » tirées de l'Internet, surtitrés aux éléments de langage LREM.

L'inégalité des moyens à disposition des belligérants : un gilet jaune face à une armure, peut expliquer ce genre de coup bas. Peut-être aussi la curiosité, qui pousse à agiter du bout du pied une carcasse de plastique et métal comme pour vérifier s'il y a bien quelque chose d'humain là-dedans. Ce n'est pas classe, mais est-ce lâche pour autant ? Les GJs se souviennent tous d'un événement qui permet peut-être mieux d'établir ce qu'est la lâcheté. Le 1^{er} décembre, (les journalistes : cachez vos yeux je vais parler violence policière) un homme était tabassé au sol par huit CRS. Ils l'ont poursuivi dans une rue. Ils étaient en armures et ils l'ont frappé à de multiples reprises avec leurs matraques. Si cet acte est d'une lâcheté innommable, ce n'est pas parce que l'homme était à terre. Ce n'est pas parce qu'ils étaient huit contre un, pas parce qu'ils avaient des armures et lui juste un bonnet, pas parce qu'ils avaient des matraques et lui rien du tout. C'est parce que ces policiers savaient qu'ils seraient couverts. Ils pouvaient frapper sans crainte.

Christophe a été arrêté au bout de quelques heures, parce qu'il a été rapidement identifié (il n'était même pas masqué). Si les policiers auteurs de violence pouvaient être aussi vite identifiés ils seraient sanctionnés n'est-ce pas ? Le même jour que les exploits de Christophe, un policier était filmé en train de boxer un manifestant sans protection, à Toulon. Son identité a rapidement été révélée sur les réseaux sociaux. Le procureur de la République

a décidé de ne pas ouvrir d'enquête à son encontre. Il est libre. *NDLR : le préfet a tout de même saisi l'IGPN dans cette affaire.*

Qui sont les faibles et les lâches ? Sur un rond-point, puis dans une manifestation, deux policiers différents m'ont dit : « Il ne faudra pas venir nous appeler quand il y aura des attentats. » Sur les réseaux sociaux plusieurs policiers invitaient Christophe à des duels, des combats de boxe en un contre un. À Nantes le même samedi un policier portait un masque du Punisher. C'est tout le drame des policiers : ils se voient comme des héros, des hommes forts, les derniers remparts de la France face au chaos. Alors que ce qu'ils font, depuis deux mois, tous les samedis, c'est de tirer au flashball dans la tête de lycéens, lancer des grenades explosives sans viser et dans la foule, donner des coups de matraques à des vieux, arracher les téléphones qui les filment, traîner des jeunes femmes au sol et par les cheveux, confisquer des lunettes de piscine, bloquer des gens sur un pont parce qu'ils veulent aller à l'Assemblée nationale. On a vu meilleurs Supermen.

Que les choses soient claires. La faiblesse et la lâcheté ce ne sont pas les patates de Christophe. C'est éborgner des manifestants, tout en niant tirer dans la tête. C'est faire de la provocation tous les jours sur Twitter et s'enfuir par la porte de derrière de son ministère quand on vient y sonner. C'est porter plainte pour « violence » contre quelqu'un qu'on a savaté. C'est dire « qu'ils viennent me chercher » avec deux hélicos prêts à décoller dans la cour. C'est lancer des grenades de désencerclement sur la foule, puis réclamer quarante-cinq jours d'ITT pour choc psychologique parce qu'on vous a lancé deux trottinettes. C'est dire « force et honneur », et n'avoir ni l'un ni l'autre.

On m'a averti de « ne pas soutenir ce Christophe sans savoir qui c'est ». C'est peut-être un pédo-nazi, ou pire un macroniste infiltré. La question n'est pas celle de l'homme, ni du boxeur, mais de son geste. Qui nous a redonné courage et qui doit nous inspirer. Ça ne veut pas dire se mettre à la boxe anglaise. Ça veut dire : avancer, ne pas reculer, rester déterminés.



Lettre jaune #15: 2019, année jaune!

lundimatin#173, 7 janvier 2019, acte VIII

Chers gilets jaunes, *chers hommes et femmes d'en bas*, nous approchons d'un moment critique. Nous approchons d'un moment historique. Nous approchons d'un basculement de l'histoire. Nous approchons de la fin. Depuis plusieurs mois, nous menons bataille sur le terrain, ensemble, pour bloquer les tentatives suicidaires de ceux d'en haut. Nos vies, celles de nos enfants, et de nos petits-enfants sont sur un fil. Ne jouons pas aux équilibristes en mesurant les avantages ou les inconvénients de telle ou telle mesure constitutionnelle qui pourrait nous redonner, dit-on, des marges de manœuvre. Qu'on se le dise nous n'avons plus la main.

Nous n'avons plus la possibilité de définir à notre manière nos formes de vies. Qu'il s'agisse de *comment* travailler, de *comment* éduquer ses enfants, de *comment* manger, de *comment* produire, de *comment* s'habiller, de *comment* festoyer, de *comment* se regarder, de *comment* lutter, de *comment* partager, de *comment* s'embrasser, se rencontrer, de *comment* s'aimer? Toute la vie est aspirée et dévorée par la *machinerie d'en haut* qui n'a cure de nos plaintes, de notre légalité ni de nos bons sentiments. *Ceux d'en haut* sont déjà des machines, et une machine, mes amis, ne sent pas, ne pense pas, elle calcule.

Chers gilets jaunes, *Chers hommes et femmes d'en bas*, en 2019, notre sol vivant, notre sol réel, à savoir tout ce qui nous entoure, la beauté et la richesse de nos paysages, la fraîcheur du bon matin, les odeurs de jasmin ou de lilas qui emplissent l'air des rues, les angoisses de la nuit noire, les brins de soleil caressant nos visages matinaux, et aussi le rire de nos enfants dans les jardins de l'innocence, tout cela se détruit et disparaît dans les vagues monstrueuses de la bétonisation à outrance. Mais qu'on se le dise, mes amis, il n'y a pas de paix verte, de *Greenpeace* à l'horizon! Ni même

de taxe carbone ! Ni même d'écologie responsable ! Et encore moins de Grenelle de l'environnement, ou de Cop 21, 22, 23 ! Tout cela n'est qu'un coup de pinceau vert sur l'immondice qui nous attend !

Alors Macron et sa troupe d'*en haut* auront beau nous souhaiter leurs meilleurs vœux. Ce n'est pas *eux* qui souffrent de la fin du mois, ni *eux* qui désespèrent de la fin du monde. Non, *eux* désespèrent du manque de croissance ; *eux* s'inquiètent seulement du manque d'adaptation de la France d'en bas aux impératifs marchands d'*en haut*. Aujourd'hui, notre lutte d'*en bas* est un combat total, et sans doute le *dernier*. Un combat contre l'extinction programmée de l'espèce humaine. Alors, il est temps que nous engagions *une vraie organisation sociale dont la base sera locale pour s'élever à l'échelle mondiale*. Les problèmes d'un Congolais, d'un Thaïlandais ou d'un Brésilien d'*en bas* sont aussi nos problèmes.

Tandis qu'à l'approche des soldes, on nous encouragera certainement à dévaliser les rayons des centres-commerciaux pour apaiser nos frustrations, imaginons-nous un Vietnamien de 20 ans, délocalisé de sa terre natale où vit sa famille depuis des générations, se rendant à 6 heures du matin, seul, dans un champ de coton, ou dans d'immenses blocs métalliques froids, pour produire un vêtement de malheur ! Imaginons-nous la même entreprise se félicitant des bons résultats trimestriels ! Imaginons-nous maintenant, nous Européens, quémander un crédit à la consommation pour enfin acheter ce fameux vêtement, ce fameux smartphone, ce fameux objet ! Imaginons-nous l'immonde ? Imaginons-nous le monde dans lequel nous vivons ? Le visage, le reflet de nos misères quotidiennes. Ce monde, notre monde. Celui que nous rendons insupportable, détestable, irrespirable, invivable au point de nous réfugier dans nos citadelles d'écrans, dans nos illusions, dans nos dénis...

Au contraire, imaginons dans nos immeubles, dans nos quartiers, dans nos villages, d'établir d'autres manières de produire, de consommer. Imaginons-nous une machine à laver par immeuble ? Imaginons-nous matin pêcheur, l'après-midi au soin des enfants, et le soir à préparer la fête du coin, ou le match de foot du lendemain ? Imaginons-nous conserver nos denrées dans des bocaux de grands-mères l'hiver, et dans des lieux de partageux ? Imaginons-nous briser la propriété privée qui nous enserme, qui nous chasse, qui nous isole,

qui nous expulse ? Imaginons-nous la femme enceinte de 25 ans dont les besoins ne sont pas ceux de l'homme robuste de 35 ans ? Imaginons-nous un gardien de nuit travailler quarante heures dans le froid glacial, et imaginons-nous un banquier travailler autant dans un bureau climatisé, avec tasse de café et entremets ? Imaginons-nous ces deux tristesses réelles ? Alors imaginons-nous une *inégalité réelle*, et non cette *égalité abstraite*, celle d'un *travail abstrait*, celle où le travail n'est plus considéré à partir des besoins *réels et vitaux*, mais en vue de besoins fictifs et imaginaires ? Imaginons-nous alors un *travail réel*, un *travail sensé* ? Imaginons-nous enfin un visage humain ?

Chers gilets jaunes, *chers hommes et femmes d'en bas*,

Cette année, notre destin est encore entre nos mains. Saisissons notre chance, soulevons les questions qui nous tourmentent, et produisons des réponses radicales et réelles en dehors de tout artifice institutionnel. Notre monde se meurt, notre monde s'effondre, la vie humaine s'éteint. Nous avons rallumé une étincelle d'espoir ! Alors, enflammons nos villages, enflammons nos villes, enflammons la France, enflammons l'Europe, enflammons le Monde ! Que nos étincelles de révoltes jaunes se transforment en brasier créateur ! Que la destruction du quotidien se transforme en vitalité du lendemain !

Bonne année jaune ! À nous !

Recette pour le repas de fin d'année :

- 1 – Pendant 40 ans, faites disparaître 60 % des animaux sauvages sur Terre.
- 2 – Mélangez 10 tonnes de plastique produites chaque seconde dans le monde.
- 3 – Ajoutez-y 237 000 000 000 000 de dollars, l'équivalent de la dette mondiale dans le monde.
- 4 – Saupoudrez le tout d'un yaourt ayant parcouru 9 000 km avant d'atterrir dans nos assiettes.
- 5 – Vous obtiendrez la destruction de l'humanité. Cette recette est illimitée. Elle procurera à ses invités un décès sur 6 dans le monde en raison de la pollution industrielle. Une dose de mortalité 15 fois plus importante que les guerres.



DU BRICOLAGE EN PÉRIODE DE FÊTES

**Koubilichi, lundimatin#173,
7 janvier 2019, acte VIII**

*« – Nous sommes désolés. Ce n'est pas nous. C'est le monstre.
Une banque n'est pas comme un homme.
– Oui, mais la banque n'est faite que d'hommes.
– Non, c'est là que vous faites erreur... complètement. La banque
ce n'est pas la même chose que les hommes. Il se trouve que chaque
homme dans une banque hait ce que la banque fait, et cependant
la banque le fait. La banque est plus que les hommes, je vous le dis.
C'est le monstre. C'est les hommes qui l'ont créé,
mais ils sont incapables de le diriger. »
Steinbeck, Les Raisins de la colère*

Le pouvoir se cache

Dans *Les Raisins de la colère* de Steinbeck, des métayers sont chassés, par la banque qui en est propriétaire, des terres qu'ils

cultivent. Les paysans enragent alors de ne pouvoir tuer la banque comme leurs parents tuaient les serpents dans les champs.

La forme visible du pouvoir est grossière et s'impose par la violence: «L'homme est né libre et partout il est dans les fers» écrit Rousseau (*Contrat social*). Le pouvoir s'impose grossièrement: partout les fers sont visibles. Les ethnologues rapportent par exemple que dans certaines régions de Nouvelle-Guinée, les éleveurs tranchent un bout du groin de leurs cochons afin qu'ils ne puissent renifler leur piste ou encore ont la coutume de les énucléer afin qu'ils ne puissent voir où ils vont.

Qu'ils éborgnent, qu'ils coupent des mains ou des groins, partout, ceux qui détiennent le pouvoir parquent, avilissent, mutilent.

C'est un fait. Il n'y a qu'à ouvrir l'œil qu'il nous reste pour le constater et nous y opposer.

Pourtant, dans sa forme la plus perverse et contemporaine, le pouvoir camoufle ses origines et c'est alors qu'il parvient à son apogée. Il gagne alors par absence d'adversaires, par forfait. Il ne se fait plus sentir que par ses ravages, il surgit comme un symptôme sans que l'on ne puisse lui assigner de responsable. Il devient personne morale.

C'est le cas du pouvoir bancaire qui est plus subtil encore qu'un reptile, quasi invisible, inodore, silencieux, chirurgical, c'est précisément celui que nous portons en *nous*, comme un *Alien*. Le pouvoir en nous et contre nous.

Le pouvoir moderne est totalitaire en ceci qu'il n'est plus seulement extérieur mais s'insinue sournoisement dans nos gestes, nos pensées, nos habitudes et qu'il produit des individus bien policés, structurés comme des marchandises...

La *norme* en nous a remplacé la *loi* et la meilleure des stratégies pour ceux qui ont le pouvoir est évidemment celle consistant à faire de chacun son propre gardien et celui de son frère. Le pouvoir s'est immiscé en notre sein même.

Dans notre langage même: en 1977, Roland Barthes, dans son discours d'investiture à la chaire de sémiologie du collège de France, déplora l'aspect fasciste de la langue. Fasciste en ceci que

cette dernière n'interdit pas de dire mais au contraire *contraint* à dire. Par exemple, elle m'impose de choisir entre le *tu* et le *vous* lorsque je m'adresse à autrui, d'opter pour la familiarité ou la distance.

Aussi sommes-nous comme prisonniers, ou mieux, esclaves de la langue comme structure syntaxique. En effet, qui n'a jamais transformé une phrase dans le seul but de tenter d'éviter une éventuelle erreur d'orthographe?

C'est ainsi que le rôle de la littérature et de l'art en général est de proposer des moyens d'expression transgressifs qui s'affranchissent de ces contraintes.

Le pouvoir est en nous si bien qu'au précepte socratique du «Connais-toi toi-même», peut-être faut-il préférer celui que nous propose Michel Foucault (*Dits et Écrits*):

«*Sans doute l'objectif principal aujourd'hui n'est-il pas de découvrir, mais de refuser ce que nous sommes.*»

En effet, on assiste à une réelle domestication de l'être par un conditionnement systématique de nos structures existentielles. Le Moi est domestiqué.

Comment l'identifier?

Comme on le sait, le petit enfant ne se reconnaît dans son reflet qu'à partir d'un certain stade de développement. C'est le fameux «stade du miroir» théorisé par la psychologie depuis les débuts du XX^e siècle, notamment par Henri Wallon. Avant cela, pas de différence vécue entre le moi et le reste du monde mais fusion, perception immédiate sans retour réflexif, la vie défile comme sur l'écran de cinéma, fusion avec la mère et la Terre-Mère. Afin que l'enfant reconnaisse ici son propre corps, il faut que ce dernier se détache sur ce fond indéterminé que nous appelons Monde.

De même, la capacité à dire *Je* n'est pas innée mais acquise et suppose un fond intersubjectif, des non-je, des autres, *alter ego* desquels se détache ce *Je* qui accompagne nos pensées réflexives.

Ce qui apparaît à une conscience ne le fait toujours qu'à partir de ce *fonds commun* duquel se détache telle ou telle pensée, tel ou

tel sentiment qui ne devient *mien* qu'après-coup. Ce processus d'individualisation se réalise à partir de ce *fonds commun* au sein duquel le *tien* et le *mien* sont encore indistincts.

Il existe un monde commun en amont de la prédation du Moi et de sa structuration totalitaire, un champ pré-réflexif, impersonnel dans lequel ne règne pas l'intérêt, sa violence, ses destructions.

Dans ses *Rêveries du promeneur solitaire*, Rousseau raconte son réveil après avoir été percuté par un molosse et assommé par une chute sur la tête :

Ce texte institue une distinction conceptuelle libératrice du fascisme de la langue dont nous parlions plus haut. Il s'agit de distinguer l'*Ego* et le Moi :

L'*Ego* est un flux phénoménal impersonnel, une conscience, si l'on veut, non encore individualisée, domestiquée. Elle est engloutie, fascinée par le spectacle des apparences, « [toute] entière au moment présent » comme le dit Rousseau.

Pour sa part, le Moi est personnel, individualisé, situé, dirait-on en terme psychosocial, déterminé par des rapports économiques. Il est celui de tel ou tel individu, de Pierre ou de Jean-Jacques.

L'*Ego* est cartésien, pure pensée, une spontanéité, une sorte de conscience comme éveil au monde, mieux, éveil *du* Monde. C'est ce *que* nous sommes : une spontanéité désintéressée et non *qui* nous sommes : le Moi prédateur.

Le Moi est le *monstre*, il porte en lui comme une force qui le dépasse. On peut l'appeler comme on veut : l'intérêt personnel, l'amour-propre... Aussi, de même que « chaque homme dans une banque hait ce que la banque fait, et cependant la banque le fait », chaque homme hait-il ce que le Moi fait et cependant il le fait !

Tout le Moi s'en trouve contaminé.

Dans sa *Métaphysique*, Aristote distingue *to pan* et *to holé*, le *tout panique* et le *tout holique*. Le premier est le *tout* qui se limite à la somme des parties. C'est celui qui vient immédiatement à l'esprit et dont il faut, précisément, ne pas se contenter. Le second est le *tout* comme structure, *tout* qui excède la somme des parties. Ce *tout* est déjà toujours rassemblé, il est un ensemble avant d'être une addition. Il y a plus dans ce *tout* que dans la somme de ses parties. C'est de celui-ci dont il faut de méfier !

C'est ce système holistique, ce *tout* structurel qui est le *monstre* à combattre, le *monstre* du néo-capitalisme, le serpent, celui qui se dérobe toujours à toute prise, qui ne survit que de son retrait. Sa trop grande proximité nous le cache. De même que l'œil ne peut se voir qu'à la condition qu'un *espace* se crée entre lui et le miroir, nous ne débusquerons ce *monstre* qu'en ménageant un *espace* dans lequel il sera enfin visible. Ce sera alors une fête que de l'abattre.

Ouvrir un *espace de fête*.

Comment le combattre ?

Il ne s'agit donc pas de « se retrouver », comme on pense le faire en vacances, mais de se fuir.

D'après Roger Caillois, fondateur du Collège de Sociologie en 1938 avec Leiris et Bataille, et contrairement à ce qui paraît aller de soi, les vacances et la fête ne vont pas de pair mais s'opposent. Dans *L'Homme et le Sacré* (1939), d'une manière tout à fait subtile et surprenante, Caillois va rapprocher, à première vue paradoxalement, la fête et la guerre. En effet, alors que les vacances marquent un temps mort dans le rythme de l'activité générale, rendent l'individu à lui-même, la fête le ravit à lui-même, l'arrache à l'intime pour le jeter dans le tourbillon, la multitude frénétique et le rend à sa spontanéité pulsionnelle. Les fêtes antiques, bacchanales et autres carnavales, effaçaient les frontières de l'individu, du Moi socioculturel si l'on veut. La fête représente la dissolution du Moi. Chaque individu est ravi à sa profession, son foyer, ses habitudes, sa langue même...

Il en va de même de la guerre. La fête et la guerre dissolvent le Moi. Ne subsiste que l'*Ego*, sphère perceptive d'un flux phénoménal indifférencié, impersonnel, asubjectif. Le cœur de la fête fait chœur et fait « front », comme en guerre.

Fête et guerre inaugurent donc une période de forte socialisation, de mise en commun intégrale (unité des esprits ou consciences), des ressources, des forces. Effervescence collective, excès, parfois violence et destruction réelles ou symboliques, autant de pratiques communes à l'une comme à l'autre. On



observe dans les fêtes des sociétés primitives l'irrespect de la règle, la dilapidation des ressources, etc. Des préparations qui ont parfois nécessité des jours, des mois de travail sont dilapidées en quelques heures. Sacrilège (dieu), ressources (propriété), outrage (mœurs), transgressions (loi), gaspillage (économie), la fête, dans ses excès, anéantit l'organisation structurelle de la Cité. L'organisation sociale est néantisée, renvoyée au néant par l'artifice de la fête. La fête est en effet un artifice car l'épuisement de soi, une de ses propriétés essentielles, est cause de son aspect éphémère. La fête est toujours un événement, elle ne peut s'installer durablement.

Le néant n'est jamais premier, la fête et la guerre néantisent un donné structuré. Le néant est par essence second comme négation. Comme l'écrit Bergson, il y a *plus* dans l'idée de néant que dans celle de « quelque chose » car penser le néant revient à penser la négation, précisément, de ce « quelque chose » même.

La fête est une sorte de chaos retrouvé et façonné à nouveau car de ses excès, la société attend sa régénération, comme une vigueur nouvelle issue de l'épuisement festif. La guerre est aussi, évidemment, un anéantissement qui renvoie symétriquement chacun à son amour et à son attachement à la vie et à son prochain. La guerre est une « fête noire », une apothéose à rebours.

Avec une extrême finesse argumentative, Caillois montre comment la guerre s'est substituée à la fête dans nos sociétés modernes. Alors que dans les sociétés primitives la fête interrompt les hostilités qui manquent d'ampleur et de relief (de même, dans le monde hellénique, les Jeux olympiques suspendent les hostilités, les peuples communient), dans les sociétés modernes, c'est tout le contraire, la guerre interrompt les compétitions, expositions internationales, etc. La guerre ferme les frontières que les fêtes ouvraient. De plus, la perspective d'une « fête totale » comme guerre atomique n'est pas inenvisageable aujourd'hui.

Un tel besoin de guerre n'est-il pas le signe d'une absence de fêtes, de communion dans nos sociétés modernes ? Les fêtes ne sont plus que des dates du calendrier (simples jours chômés en fait) durant lesquelles chacun vaque à ses occupations personnelles et la guerre est notre lot quotidien.

Les moyens de la fête doivent alors se trouver peut-être dans un réensauvagement de la pensée. Un moyen de la pensée à l'état sauvage est le bricolage.

Le bricolage est un concept construit par Lévi-Strauss dans son livre *La Pensée sauvage*. Il s'agit, dans cet ouvrage, de découvrir les structures de la pensée à l'état sauvage, de tenter d'en saisir les commencements. Une pensée qui n'est pas domestiquée, donc, par le pouvoir rampant, une pensée qui ne reçoit pas mais qui donne des significations, une pensée créatrice qui se rend le monde désirable.

Contrairement à l'ingénieur qui considère la fin, l'objectif visé, avant de réunir les moyens nécessaires à sa réalisation, la pensée sauvage bricole. À partir d'une masse indéfinie d'objets hétéroclites dépourvus de sens pré-donné, d'artefacts, parcelles d'outils, matériaux divers, le bricolage consiste en un assemblage fortuit, opportuniste, libre. Le produit fini, un nouvel ordre, se construit comme de lui-même, sous les yeux du bricoleur qui assemble des bouts, des signifiants, spontanément.

Il en va de même de l'invention des mythes. Des types, archétypes s'assemblent. Tel animal, la poterie, le métal, l'enfant, l'eau, le feu, tout cela s'assemble dans une structure signifiante après-coup.

Le révolté, l'émeutier, lui aussi fait flèche ou feu de tout bois. Il bricole avec le mobilier urbain, les pavés, les vitrines. Il est créatif. Il détourne les objets quotidiens du sens qui leur est assigné par l'Ordre au service du pouvoir. Il cherche, c'est un artiste, il compose avec son environnement, ce qu'il casse ce ne sont pas que des vitrines de verre, ce sont les vitrines derrière lesquelles son Moi est à la vente, marchandisé. Ce qu'il casse, c'est le Moi.

Par là, il redécouvre sa main qui est un outil à fabriquer des outils et c'est une fête, une transgression parce que les hommes désirent transformer sans cesse leur environnement, refuser l'Ordre au service de ceux à qui il profite. D'une certaine manière, notre histoire est celle de notre opposition au donné naturel, c'est ce que nous appelons la culture. On invente l'avion pour s'arracher à la pesanteur et le téléphone pour abolir les distances.

La main témoigne donc d'une révolte essentielle, constitutive de notre humanité, révolte face à ce qui tente de s'imposer comme réalité fixe et immuable.

La révolte est ouverture au possible qui sans cesse affirme qu'un autre monde est possible, est même certain.

La main est l'instrument de cette révolte. Elle tient entre ses doigts, à chaque instant, l'émergence du possible, l'ouverture d'un autre monde. Elle est subversion, insurrection, elle est le danger pour les pouvoirs établis qui tentent de s'imposer comme les seuls légitimes.

On comprend pourquoi ceux-ci coupent des mains en toute impunité.

L'amputation de la main, c'est la tentative de réduire à néant la pensée c'est-à-dire la révolte, le refus de ce qui est imposé extérieurement comme irrémédiable. La pensée, c'est-à-dire la révolte, permet d'effectuer un rappel, celui d'affirmer que le Moi prédateur n'est que second, que la vie est avant tout spontanéité généreuse, ouverture à l'autre et au monde préalable à tout calcul intéressé.

L'État, c'est M. Seguin qui attache une corde au cou de sa chèvre pour qu'elle reste bien gentille dans son enclos.

Toute l'Histoire n'est que le récit de la négation, de l'opposition des individus aux conditions de leur vie et de la révolte qui fête, qui bricole. Le seul pouvoir légitime est là, dans cette harmonie, immanent, dans la danse, dans la musique et pas dans la police.

DE LA VIOLENCE MÉDIATIQUE

**Alain Brossat, lundimatin#175,
21 janvier 2019, acte X**

Le Monde aura beau publier à retardement article sur article documentant le saut qualitatif effectué, à l'occasion de la mobilisation des gilets jaunes, dans le registre des violences policières, violences d'État — cela ne changera rigoureusement rien au fait vérifiable par tous et chacun que le même journal aura publié, édité après édité, au fort du mouvement et toujours à son heure, des mots, des phrases et des sentences dont il est plus qu'urgent de dévoiler le nom : violences médiatiques.

Il ne s'agit pas de se livrer ici à une quelconque surenchère verbale mais bien, comme dirait Deleuze, de produire un concept. La ou les violence(s) médiatique(s) comme concept. La violence médiatique, ce ne sont pas seulement les mots qui blessent, les mots du mépris, de l'arrogance, de l'animosité, de ce qu'il faut bien appeler *la haine de classe* — ici celle des élites qui ont la main sur le discours public, à l'endroit des gens d'en bas devenus rétifs à leurs jugements et à leurs injonctions. Ces mots et ces petites phrases sont partout, dans les éditos en question : « ultraviolence », « vellétés insurrectionnelles choquantes et condamnables », mouvement « médiocrement contestataire » — autant de formules à l'emporte-pièce destinées à faire oublier que ce sont les manifestants qui, et de loin, paient le plus lourd tribut des « violences »,

c'est-à-dire, en tout premier lieu, de l'emploi par la police d'armes de guerre civile et de la mise en œuvre d'une « violence disproportionnée »...

Au plus fort de la répression qui laisse sur le carreau des centaines de blessés et de mutilés, les éditos du *Monde* font bloc avec celle-ci et l'encouragent : « Le pouvoir exécutif a donc raison de s'insurger contre la stratégie du désordre que poursuivent les plus radicaux » c'est plus qu'un blanc-seing : une exhortation, en vue d'un nouveau tour d'écrou.

Le pire, ici, ce n'est pas la prise de position politique, qui est attendue d'un journal comme *Le Monde*, en pareilles circonstances, ni même le ton d'animosité disons, versaillais contre le populo en folie, c'est le coup du *mépris*, ce tour perpétuel du discours dans lequel s'entend distinctement la présomption de celui qui *sait* et son infinie condescendance envers cette plèbe soulevée de samedi en samedi et qui persévère à dire non, en l'absence de toute structuration visible, représentation responsable, leaders à qui parler, programme en douze points, porte-parole patentés, etc.

Le mépris, c'est le trait distinctif des dites *élites* néolibérales de tout poil, et celui-ci trouve, dans la configuration dessinée par le soulèvement des gilets jaunes, l'occasion de se manifester dans toute son étendue. La manière dont, sciemment, au jour le jour, *Le Monde* s'acharne à monter en épingle des incidents et manifestations isolés (dont il serait surprenant qu'ils ne surviennent pas à l'occasion d'un mouvement de cette ampleur et de cette diversité) dans le but d'associer les gilets jaunes *in toto* à l'antisémitisme, au conspirationnisme et aux menées des néofascistes opérant désormais à visage découvert cela, c'est vraiment la stratégie du mépris, l'art non seulement de prendre le lecteur pour un crétin, mais de surcroît de lâcher la bride à cet affect qui vient *en supplément* de l'animosité naturelle que nourrit la division le mépris sans bornes pour ceux dont la vocation est de payer ses impôts sans rechigner et de prendre pour argent comptant les éléments de langage que lui sert à domicile le pouvoir médiatique ; le mépris mêlé d'indignation que suscite la levée en masse de ces invisibles, lorsqu'ils cessent de penser dans les clous et de rester à leur place.

La notion de *violence médiatique* prend tout son sens lorsque ce mépris infini vient s'agencer sur l'opération consistant à user de sa position plus que dominante une hégémonie écrasante dans l'agencement des discours sur l'événement en cours pour décrier le mouvement en étant assuré qu'aucun contrechamp ne pourra se mettre en place l'adversaire ne disposant d'aucun moyen de riposte de même puissance. La violence médiatique c'est, dans l'ordre des discours sur l'événement en cours, l'équivalent du monopole de la maîtrise des airs que s'assure une puissance impériale lorsqu'elle affronte un ennemi rivé au sol les États-Unis pendant les guerres d'Irak, la France au Sahel, etc. Une supériorité si écrasante en termes de rapports de forces, de logistique et de puissance de feu que la partie hégémonique se trouve rapidement assurée qu'aucun contre-feu, qu'aucune riposte de même espèce ne risque de mettre en danger sa maîtrise de la situation.

Dans le cas de figure présent, la *violence médiatique*, c'est exactement cela : l'annulation de toute possibilité d'un contrechamp susceptible de faire pièce à ce qui s'impose comme le *dit*, le *décret* des élites et du pouvoir médiatique à propos de l'événement. Oh, certes, je suis libre (pour un moment encore) d'écrire sur le site confidentiel d'Ici et Ailleurs pour une philosophie nomade ou même sur lundimatin tout le mal que je pense du dernier vibrant appel au rétablissement de l'ordre lancé par M. Fenoglio sur la dernière page du *Monde*, avec amorce en « une », mais c'est évidemment partir en ULM à l'assaut d'un Mirage 2000... Cause toujours, tout le monde s'en fout, tandis que l'excellent édito du susdit, lui, sera relayé par toutes les revues de presse radiophoniques du lendemain matin et dupliqué par les singes télévisuels de M. Fenoglio à longueur de journée(s)... Je peux aussi tenter le coup d'adresser une libre opinion au même journal, disant tout le mal que je pense du dernier papier du susdit encore, paré de mes titres académiques et autres... essayez on s'en lasse vite...

La *violence médiatique* s'éprouve comme un *tort infligé* à ceux qui n'ont qu'un accès infinitésimal à la parole publique par d'autres qui se sont assurés cette « maîtrise des airs » en matière d'agencement et de profération des énoncés recevables à propos



de l'événement en cours — un événement dont, précisément, le propre est de bouleverser les répartitions habituelles entre ceux qui ont vocation à parler et ceux qui sont voués à se taire : le propre d'un tel événement prolongé, c'est que, tout à coup, *tout le monde a quelque chose à dire*, et pas seulement l'éditorialiste du *Monde*, et probablement pas dans le ton de ce que cet important entend dire.

Un *tort subi*, donc, par la grande masse de ceux qui se sont mis en mouvement, qui se sont déplacés, qui ont brouillé les positions respectives des uns et des autres, et qui, très rapidement, apparaît comme un *tort irréparable* par des moyens purement discursifs : discours contre discours, mots contre mots, énoncés contre énoncés — non-violents en ce sens.

C'est dans ces conditions de radicale inégalité et asymétrie de ce qui donne « voix au chapitre » que les mots du mépris qui fleurrissent sous la plume de M. Fenoglio deviennent des *mots flashball*, des mots qui blessent et mutilent. C'est ici, dans ces conditions, que les gens d'en bas, ceux qui se sont mobilisés contre ce qui porte atteinte aux conditions élémentaires de la « vie vivable » se sentent insultés par l'arrogance des médias et le monopole que ceux-ci s'assurent sur la parole publique ; et qu'ils (les gens ordinaires) en viennent à éprouver le tort qui leur est infligé jour après jour, dans l'intensité de l'événement qui persévère dans son être, cette situation comme une *violence vive* (des voies de fait) à laquelle ils ne sauraient riposter qu'en sortant les poings de leurs poches.

Et c'est là que surviennent ces fameux incidents dont va faire son miel M. Fenoglio, ces reporters et journalistes insultés sur les ronds-points, ces caméras envoyées au diable, etc. Et il est vrai qu'il n'y a pas lieu, en principe, d'incriminer toute une profession, composée de davantage de piétons que de cavaliers de la qualité de M. Fenoglio, pour des orientations éditoriales qui sont celles d'industriels et d'idéologues, de gens de pouvoir qui se tiennent à la verticale du journaliste ordinaire... Reste qu'on a là une profession qui est fortement syndiquée et que l'on ne voit pas bien ce qui empêche les syndicats des journalistes d'un journal comme *Le Monde* de faire entendre leur voix lorsque les éditos

de celui-ci se suivent et se ressemblent dans le registre d'une agitation qui, pour les plus avancés en âge d'entre nous, rappelle les riches heures de la presse Springer et de la presse Hersant. On ne voit pas bien ce qui les empêche — si ce n'est, comme trop souvent dans cette profession, la lâcheté ordinaire, les soucis de carrière, le fluide paralysant des avantages acquis...

La réaction spontanée de ceux d'en bas, dans le feu de l'événement, est de dire : les journaux mentent, les médias enfument, c'est l'intox à tous les étages.... Sans doute, mais il faut s'entendre sur ce qui est vraiment en cause : un journal comme *Le Monde* et les comparses de M. Fenoglio sur les radios et télévisions de garde mentent rarement au sens élémentaire du mot : quand ils disent que des types vêtus d'un gilet jaune ont posé pour faire une « quenelle » collective, ils ne l'inventent pas, quand ils disent même qu'un CRS a pris un mauvais coup, c'est généralement vérifiable — le problème, c'est donc beaucoup moins le mensonge sur les faits que l'organisation, l'agencement des récits de l'événement. Le cœur du mensonge si l'on veut et, assurément, de l'intolérable, est là — dans la façon dont nous sont assésés sans relâche des récits non seulement partiels, mais biaisés, distordus, pervers des événements — et auxquels nous (quelconque(s)) ne sommes en aucune manière en mesure de répondre, si ce n'est en tempêtant auprès de nos amis.

C'est un problème de possibilité de se faire entendre — ou non — davantage que de falsification des faits eux-mêmes, à proprement parler. C'est la raison d'ailleurs pour laquelle toute l'agitation médiatique autour des dites *fake news* n'est qu'une diversion. Si les médiocrates entendent discuter ce qu'il en est vraiment du *fake* — alors, parlons-en sérieusement : les raccourcis et les délires conspirationnistes, c'est vraiment l'arbre providentiel qui cache la forêt des « vérités » administrées par les médias industriels. Soral et ses émules ne seront jamais que des enfants crétiens et turbulents auprès de ceux dont le métier est de produire, quand le feu prend à la plaine, les vérités policières, au rythme même où volent les balles en caoutchouc qui éborgnent et qui mutilent.

S'il est un journal qui a su choisir son camp et abuser en toute clarté de sa position dominante depuis le début du mouvement

des gilets jaunes, c'est bien *Le Monde* : on en a eu un témoignage éclatant lorsque, à l'occasion d'une bévée graphique, il apparut qu'un portrait de Macron, en couverture de l'inepte magazine sur papier glacé, était susceptible de suggérer que celui-ci pût trouver sa place dans la généalogie suspecte des dictateurs du XX^e siècle... Ce qu'à Dieu ne plaise et le plat ventre autocritique de Fenoglio en première page fut alors digne des plus courtisanes prosternations d'Ancien Régime... L'écume aux lèvres d'un côté lorsqu'il s'agit de stigmatiser « l'ultraviolence » des gilets jaunes, le nez dans la poussière de l'autre lorsqu'il s'agit de faire acte de contrition pour un montage des plus anodins, mais n'ayant pas eu l'heur de plaire du côté du faubourg Saint-Honoré...

Mais pourquoi tant d'acharnement contre *Le Monde* qui n'est évidemment en l'occurrence que le sommet de l'iceberg de la vindicte exercée par les médias, radios et télés notamment, contre le mouvement en cours ? Peut-être juste que l'on ne regarde pas la télé et que l'on continue, par habitude, à feuilleter *Le Monde* – tout en demeurant convaincu que le résistant Fenoglio, c'est le poil du mammoth qui conduit à des violences médiatiques de plus vastes proportions, massives et compactes, celles, précisément, que se prennent en pleine poire jour après jour ceux qui, eux, regardent la télé, par habitude aussi.

Pas la peine de tourner autour du pot : aujourd'hui, du côté de ceux et celles qui sont le corps vivant et le cœur battant de la puissance de l'événement, *tout le monde hait les médias* et, du coup, les journalistes qui vont avec, de la même façon exactement que *tout le monde hait la police* et, du coup, les flics qui en sont indissociables. Plutôt que simuler une douloureuse surprise doublée d'indignation, ceux et celles qui se trouvent ici pris dans le faisceau de lumière de l'événement et s'y voient dans le mauvais rôle sont appelés à s'approprier ce concept appelé à creuser son sillon dans les temps à venir : *violence médiatique*.

DANS LES RUES RUINEUSES

**Cécile Carbonel & Alexandre
Pierrepont, lundimatin#175,
21 janvier 2019, acte X**

1

Il est quasiment seul avec son drapeau, il est davantage planté que son drapeau dans le sol retourné de la place François-1^{er}. Il se balance sur ses pieds près de la fontaine centrale, de ses griffons ailés et élégants ; il observe au loin les nettoyeurs de la brigade anticriminalité protéger la propriété privée, l'ordre républicain. Il a forcément l'air un peu perdu dans ces « beaux » quartiers, sous ce ciel argenté. Mais quand une poignée de fauteurs de troubles transpercent la place en courant, il lève le pouce. Personne n'est perdu aujourd'hui.

2

Elle. Elle marche rue de Rivoli, elle ne regarde pas vraiment où elle est. Le Louvre et les arcades, elle ne les voit pas.

Elle regarde devant, loin. Elle essaye parce qu'elle est triste. Elle ne sait pas vraiment si cela changera quelque chose, elle est lasse. Son regard. Il pleut. Il fait froid. Son regard. Celui qu'elle pose sur le monde et celui qu'elle pose sur elle.

Elle se dit gueuse.

Sur son gilet.

C'est comme ça qu'elle se voit.

La gueuse est dans la rue. Elle est triste. Il fait froid. Il pleut. Elle marche. Et tristement, regarde devant.

3

Trop célèbre enseigne de restauration très, très rapide rue du Faubourg-du-Temple où deux dizaines de passereaux valdinguent dans ce réfectoire pour classe très moyenne à très pauvre et y raffent une mise de cookies et de gâteries. Les adultes dehors n'interviennent pas, sourient parfois. Une dame tout de même manifeste sa désapprobation. Un homme en gilet jaune, à côté d'elle, lui fait alors remarquer : *« Rassurez-vous, madame. Moi, je suis un cassé, je suis bien placé pour savoir que ce sont pas eux les vrais casseurs. Ceux-là, ils sont plus haut, beaucoup plus haut. Là, c'est rien que des jeunes qui s'étirent. Qui veulent vivre ailleurs que dans un monde invivable. »* De fait, ils brûleront vite tous ces acides gras saturés.

4

Place de la République, au centre. Une femme est là. Son âge. Canonique. D'ailleurs elle porte un bonnet phrygien. Elle a une canne, qui la soutient et qu'elle brandit. Elle crie. Une voix de crécelle.

« Alors on va où ? » Elle veut marcher, elle veut en découdre.

En la voyant, agile il descend de la statue et s'approche d'elle. S'agenouille.

« Madame, vous avez vu, moi j'suis jeune, j'ai aucun mérite finalement à être là, mes genoux vont bien. Mais vous, là ! Avec votre bonnet de la révolution et votre canne, vous pouvez à peine marcher et vous êtes là avec nous. Vous êtes trop belle, madame. »

5

Avenue des Champs-Élysées, ils sont trois à débouler d'une rue adjacente, masqués, cagoulés, équipés, ils viennent sans doute d'en découdre et reprennent leur souffle, adossés à une rampe de parking. Visiblement, à voir leurs yeux rougis, leurs protections n'ont pas suffi à les protéger du gaz lacrymogène. Ils sont l'image de tout ce que l'on déteste, tout l'incivisme, toute la sauvagerie, toute la barbarie même, que « tou-te-s » nous demandent de détester. Mais une femme très âgée, très bien de sa personne, s'avance vers les trois jeunes hommes en noir et leur demande avec une indescriptible courtoisie s'ils veulent bien qu'elle leur nettoie les yeux, *« avant d'y retourner »*, car elle a prévu le matériel pour. Ils disent oui et merci. Ils sont très polis.

6

Rue Saint-Martin. On ne voit que ses yeux parce que le reste de son visage est caché. Le visage est caché par un drapeau bleu blanc rouge et une fleur de lys. Et juste à côté, bruyante, une fanfare. Cachés derrière leurs instruments, ils jouent de la musique, ils chantent gaiement et pour tout le monde. C'est leur manière à eux. C'est entraînant. Il les regarde. Il ne chantera pas mais il marche à leurs côtés.

7

Près de la place de l'Opéra, près des riches magasins qui, dans un élan de solidarité inconsciente avec le mouvement social, ont enfin la décence de cacher leurs marchandises derrière des palissades en bois ignifugé, lesquelles présentent en outre l'avantage de pouvoir servir de panneaux d'information aux graffiteurs de passage, une famille de Maliens dévore un télescopique cornet de frites. L'un d'entre eux discute avec deux retraités du Poitou, qui ont refusé les frites, mais pas la discussion. Il leur explique que c'est la première fois qu'il participe à une manifestation, depuis dix ans qu'il est arrivé en France, mais que là, cette fois-ci,

il s'est senti concerné : « Ça ne parle plus de nous, c'est nous, vous ne trouvez pas ? » L'un des retraités réagit : « C'est marrant ce que vous dites, parce que pendant que nous descendons ensemble dans la rue, il paraît qu'il y a des nantis qui se retranchent dans leurs appartements ou qui partent pour le week-end dans leurs résidences secondaires, le temps qu'on en ait fini avec nous ! ». Et ils éclatent tous de rire. Classe laborieuse, classe rieuse.

8

« Tu fais quoi ? »

Je regarde... Putain c'est quand même beau. On voit pas ça tous les jours. Regarde.»

Sur l'esplanade qui surplombe les Tuileries, il a arrêté de marcher quelques instants, a planté son grand corps, saisi. Sous ses yeux le jardin, qui s'ouvre et se déroule devant lui, immense. Au bout, tout là-bas au fond le ciel prend les couleurs du soir. Son ami s'est arrêté lui aussi. Oui. C'est quand même beau. Et non. Il ne voit pas ça tous les jours.

9

Une barricade est en train de se monter avenue George-V avec les jardinières renversées d'un grand hôtel, un hôtel de luxe, qui a précautionneusement baissé ses rideaux de fer. Quelques véhicules brûlent un peu plus loin et des clubs de golf dérobés, dans un magasin de luxe aussi, circulent de main en main. Deux femmes de ménage, en tenues noires réglementaires, avec collettes de dentelle, passent la tête à une fenêtre de l'hôtel, de luxe toujours. Elles donnent des signes d'encouragement à la multitude luxuriante dans la rue, qui les acclame. Un autre jour, les conducteurs de métro en font tout autant : rame après rame, ils klaxonnent pour saluer les lycéens qui défilent en contrebas, boulevard de la Villette, en dessous du métro aérien. Ce qui est en bas est comme ce qui est en haut. Et ce qui est en haut est comme ce qui est en bas, pour réaliser les miracles d'une seule chose.

10

Réunification. Quai de Seine. Le cortège parti de la place de la République, divisé, reformé plusieurs fois, se dirige vers l'ouest.

Au milieu, elle se met sur la pointe des pieds, puis monte sur ce qu'elle trouve pour être sûre de sa vision. Au fond là-bas, un essaim, un autre cortège arrive, la rencontre est joyeuse. Ça crie, ça chante, ça s'émeut, le désordre a rassemblé.

11

« Ils croient qu'on sait pas. C'est quand même phénoménal, ça ! Ils croient qu'on sait pas. Ils prennent des "mesures", et vas-y que je te prends des "mesures", mais ils mesurent rien du tout, oui ! C'est nous qui devons tout faire. J'ai pas raison ? Le partage des richesses, s'ils ont pas encore compris ce que ça veut dire, on va leur faire un tuto grandeur nature. » Devant la gare Saint-Lazare, ils se racontent leurs journées respectives de déambulations dans la capitale, avant de se séparer et de rentrer, qui en banlieue, qui en grande banlieue, qui en Normandie. Ils ne se connaissaient pas avant aujourd'hui, et celle qui parle ainsi s'est levée ce matin à 4 heures pour arriver avec le premier train et éviter les arrestations « préventives » à la sortie des trains suivants. Mais ses lunettes sont cassées.

12

Le long des grilles des Tuileries, le cortège est bloqué.

Dans l'espace libre et immense qui sépare les manifestants cousus et désaccordés de celui des forces uniformes de l'ordre, il hurle, il frappe l'air, il vocifère. Il est hirsute, désespéré.

Mais lui, un autre jeune homme, se lance dans l'espace vide et exécute avec grâce des pas de danse.

Pirouette. Saut. Pirouette.



13

Il porte un costume de vache et il se dandine jusqu'au cordon des CRS sur les Champs-Élysées. Il leur demande, un par un, s'ils portent une Rolex. Aucune réponse évidemment. L'homme-vache se retire en concluant à haute et intelligible voix que c'est bien ce qu'il pensait, qu'ils sont donc comme lui, et pas comme leurs maîtres. Immédiatement après, un homme qui a passé l'âge de faire du roller mais qui en fait, diffusant du mauvais *metal* sur un magnétophone accroché à sa ceinture, vient lentement caresser les boucliers des centurions, un par un. Qui reculent, embarrassés. Boulevard Haussmann, ce sont plusieurs CRS qui s'engueulent ouvertement entre eux (la vingtaine de gilets jaunes qui passe de l'autre côté de la rue s'arrête pour applaudir). On a vu des gendarmes mobiles ne pas dire non et sourire sincèrement quand on leur demandait s'ils rejoindraient bientôt le mouvement, et l'un d'entre eux avouer qu'il maudissait son « devoir de réserve ». On en a même vu un baisser la tête en constatant qu'une bande de quatre avait réussi à tagger ACAB sur leur car (chacun une lettre, à toute vitesse), agrémenté d'un marteau et d'une faucille.

14

Il a une trentaine d'années, les yeux exorbités, le verbe violent, l'insulte facile. Il exhorte les manifestants à user de la violence. Eux, ils ont entre 60 et 70 ans et reçoivent en pleine lucarne son agressivité et sa fougue. Ils l'écoutent, évitent les coups et entendent ce qui vient de plus loin : la peur, la déception, les rêves aussi.

Puis l'un d'eux prend la parole, calmement, très doucement même, et lui dit que la semaine dernière, il s'est fait coffrer. Et qu'aujourd'hui, il aimerait éviter. Le second met une main sur l'épaule de l'énervé : « *Tu veux un morceau de mon sandwich ?* » Et s'ils continuaient la manifestation tous les trois ?

Oui oui, c'est ce qu'ils vont faire.

15

Devant la Caisse des dépôts, quai Anatole-France, qu'ils assimilent à la « prison de Paris », ils sont une petite dizaine dans la foule qui n'est plus une foule mais une fraternité. Elle parle plus fort que les autres et elle revient sur les événements, sur la hausse du prix du carburant : « *Ils me font rire à vouloir qu'on sauve la planète. Je sais pas ce que c'est que la planète moi, on n'a jamais été présentées. J'ai jamais trop voyagé. J'habite dans un trou perdu. Et même ce trou, ils l'avaient déjà siphonné avant que je naisse.* » À peine plus loin, un homme brandit son haut-parleur vers un bateau-mouche qui, imperturbablement, trimballe sur la Seine son lot de visiteurs : « *Hey les touristes ! À votre droite, vous pouvez observer la Révolution française qui continue, contre la misère et l'injustice.* » Le pilote du bateau-mouche a entendu. Et il fait entendre sa sirène.

16

« *L'ennui c'est qu'aujourd'hui on ne peut même plus être généreux. La femme que j'aime depuis quarante ans habite loin et elle galère, alors parfois je lui envoie un peu de pognon. Mais bientôt, tu vas voir, ils vont nous demander de déclarer nos cadeaux de Noël. Non, franchement, moi, je veux pas partir en vous laissant un monde comme ça les jeunes. Je suis là depuis l'Acte II. Là ça se calme un peu parce qu'il fait froid et que c'est les fêtes, mais tu vas voir au printemps, va y avoir un nouveau souffle, moi j'y crois, c'est pas fini.* » Il disait ça sur un pont, en regardant fixement là-bas, là où certains faisaient s'élever des fumées dans le ciel, il lisait peut-être.

17

Joker. Elle entend du côté du boulevard du Temple : « *Ils sont où les Humains ?* » Au-dessus de la fumée qui rend la République invisible. Sous l'hélicoptère, devant les blindés. Celui qui pose la question, c'est un jeune homme qui regarde le triste spectacle : une poignée de gilets jaunes qui persistent, malgré les assauts répétés des forces de l'ordre. On ne voit plus rien.

Joker. Il entend du côté de la rue Balzac : *«Ils ont pas beuglé "Première sommation" ? Moi quand ça m'arrive aux oreilles, je contracte toujours un peu les fesses, parce que je le sens bien, là, le tir de flashball en lousdé dans le dos»*. Tout le monde pouffe à l'écoute du jeune homme enjoué et en survêtement, prêt à l'action, les hommes à casques de gaulois ou de vikings comme les femmes voilées.

18

Elles sont une petite dizaine et déambulent joyeusement dans la rue de Rivoli. Certaines se tiennent par la main, d'autres sautent comme des cabris, elles entonnent des chansons bricolées pour l'occasion. «Lgbt», «Gouines en colère», «Femmes en lutte», leurs gilets sont aussi fleuris que leurs messages diffusés au mégaphone. Leur enthousiasme se répand. Autour ça regarde avec douceur, ça rigole et ça chante.

19

Place de la Bastille, celui-là a la soixantaine, il est très distingué, il est vêtu d'un long manteau en laine et coiffé d'un chapeau à larges bords, et il offre des bonbons à toutes celles et ceux qu'il croise, surtout à celles et ceux qui ne lui ressemblent pas du tout, en dénonçant la perversion des riches et de leur Président. Celui-là a la quarantaine et il raconte que, ce matin, quand il a quitté son domicile dans l'Est de la France, il a prévenu ses quatre enfants, dont il peine à satisfaire tous les besoins : il souhaite les voir grandir, mais s'il faut une guerre civile pour qu'ils puissent grandir dans un monde qui ne rétrécirait plus, il y participera. Celui-là a la cinquantaine et il avance, il avance, il avance, en serrant les poings le long du corps et en brailant : *«Nous sommes le peuple ! On nous a cachés à nous-mêmes, mais nous sommes bel et bien là ! Vous nous voyez maintenant ? Vous nous prenez en pleine gueule ? Moi, j'ai des origines, mais je suis d'aucun parti, je suis un membre du peuple !»*

20

K-way rose, démarche décidée et gilet jaune, elle a 71 ans et fait de grands gestes quand elle explique rue de Tolbiac ses exercices dans la salle de sport. Elle y va tous les jours depuis sa retraite. Ça fait un an. Avant, elle était *«conchita pour milliardaires»*, payée cinq euros de l'heure tandis que sa patronne avait deux mille cinq cents euros d'argent de poche par jour. Mais encore avant, quand elle avait 8 ans, elle grattait les huîtres en Bretagne, et puis à 14 ans, elle travaillait à l'usine, soixante-neuf heures par semaine. À 18 ans, elle est «montée» à Paris, elle a eu deux maris, l'un *«pas gentil»* et l'autre *«fainéant»*, et puis deux enfants ; elle a commencé à travailler avec les enfants des autres, elle a eu son diplôme d'auxiliaire de puériculture, elle a passé son bac et elle l'a eu, elle a été éducatrice spécialisée. *«Et avec tout ça je suis une arriérée ? Tu vas voir l'arriérée !»*

21

Ça salue de partout. À l'angle des rues, aux volants des voitures, aux fenêtres des immeubles. Personnes trop âgées, pensionnaires d'un lycée, familles avec enfants en bas âge, chauffeurs de bus ou conducteur de péniche. Ces gens-là ne défilent pas. Ils s'agitent en voyant passer le défilé. Ils agitent. T-shirts torchons draps taies d'oreillers pulls, n'importe-quoi-qui-tombe-sous-la-main-pourvu-que-ce-soit-de-couleur-jaune. Ils font sonner. Tout-ce-qui-peut-sonner klaxons sirènes tambours casseroles. En bas, en retour, ça répond, ça réagit, ça remue, c'est comme ce qui est en haut, ça réalise les miracles d'une seule chose.



«C'est que de l'amour, tout ça !», proclame gaiement un Gilet jaune en rejoignant la cohorte.

Un plaisir est en train d'être pris.

Les plus jeunes d'entre nous en avaient entendu parler par des *anciens* ou par des *lointains*. De cette fiction. De cette incroyable fraternisation tous azimuts, une fraternisation féroce et fabuleuse entre gens du commun, et maladroite avec ça, et confuse avec ça, bien sûr, comme toute *délivrance*. Car avant toute chose, avant de parler de libération, de révolte ou de révolution, c'est sans doute d'une délivrance qu'il s'agit.

Un plaisir est en train d'être pris et ne sera pas perdu.

Nous ne savons presque rien des ronds-points autour desquels on tourne difficilement partout en France, mais nous avons été partout dans Paris, chaque samedi depuis début décembre, au hasard des rues et de l'immense *jeu de société* qui s'y déroule. Ce peuple qui se cherche depuis tant d'années, nous a-t-on dit, ce peuple bigarré et fracassé, hirsute et superbe, misérable et glorieux, a commencé à s'ébrouer et à s'éprouver, à reprendre conscience et possession de lui-même, de ses corps, de ses paroles, de ses actes, multitude aberrante que ne commande aucun mot d'ordre unitaire, aucune valeur assénée toujours d'ailleurs ou d'en haut. Un poulpe à l'essai de dizaines et de dizaines de milliers d'individus, de nuisibles fertiles, dans un *joyeux* climat insurrectionnel. Un imam à côté d'une souverainiste, une mère de famille à côté d'un black bloc, une étoile rouge à côté d'une croix de Lorraine, c'était possible, c'est désormais visible, ça s'est vu.

Sceptiques face aux analyses en surplomb qui prétendent déjà savoir à quoi s'en tenir, déjà pouvoir rattacher, rediriger, ramener à la raison, nous n'avons retenu que le judicieux avertissement de David Graeber : « *Les intellectuels ont un rôle à jouer dans ces nouveaux mouvements, certes, mais il leur faudra un peu moins parler et beaucoup plus écouter.* » Si tant est que nous soyons des intellectuels parce que nous utilisons des expressions comme « si tant est que », nous sommes allés y voir, nous nous sommes mis à l'écoute. Car dans les rues ruineuses de vie, on se parle beaucoup, on s'échange des informations et des expériences, on se demande toutes sortes de directions (mais ça part quand même dans tous les sens, par grappes, par vagues, par colonnes). Cette multidirectionnalité est d'ailleurs l'un des aspects les plus *allègres* de ce qui se passe à l'heure inactuelle, quelque chose de mobile, d'indocile,

d'indécidable. Une terrible improvisation collective qui fait penser aux mots de Rimbaud, réfractaire d'une autre époque : « *Arrivée de toujours, qui t'en iras partout.* » Sans écriture inclusive, directement au féminin.

Et si jamais. Et si jamais les êtres humains avaient encore le pouvoir d'imaginer une autre forme d'organisation de la vie en société ? Un plaisir pris en entraînant un autre à prendre. Nous croyons que les gilets jaunes font pour le moment, sans le savoir et en connaissance de cause, *une escapade*, la plus troublante et la plus merveilleuse des escapades.



DIALECTIQUE DE LA BRUTALITÉ ET DE LA VIOLENCE

**Koubilichi, lundimatin#177,
4 février 2019, acte XII**

« Ce que racontent les hommes politiques, ce n'est pas ce que les gens pensent, mais ce qu'il faut qu'ils pensent – et quand ils disent “nous”, ils ne cherchent qu'à baratiner, pour que les gens croient y retrouver, en mieux formulé, ce qu'ils pensent et leur façon de penser. »

Ulrike Meinhof (née en 1934 – a été « suicidée » en cellule le 9 mai 1976), Lettre à Hanna Krabe, 19 mars 1976

« [...] ne pas permettre aux pouvoirs de disposer à leur gré, pour leur confort, du vocabulaire, comme ils l'ont fait, le font encore avec le mot brutalité qu'ils remplacent ici, en France, par bavures. »

Jean Genet, Préface aux Textes des prisonniers de la « fraction armée rouge », 1977

Guerre psychologique et médiatique

Mardi dernier (le 29/01/2019), le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner prend la parole à l'Assemblée nationale pour déplorer l'activisme d'« une petite minorité [qui] prend en otage ceux qui manifestent » et qui met en danger « le droit fondamental de

manifeste» (si ce n'est sous la forme d'un bataillon disciplinaire). L'occasion était trop belle de légitimer les lois liberticides qu'il fomente ! Aussi déclare-t-il, tout en continuant de s'apitoyer avec de faux airs offusqués, une autorité feinte, théâtralisée et grandiloquente, que c'en est assez de « subir les *brutes* ».

Le mot est lâché tel une bombe et il sera seriné huit fois lors de son intervention. Cette « minorité », poursuit-il (pourtant soutenue largement par l'opinion publique), est composée de *brutes* qui « n'écourent que leur soif de chaos » (entendez : désir, soif d'agencer le monde autrement qu'en faveur de ceux à qui l'ordre actuel profite) et qui « brisent des vies [*sic*] » (mais qui brise des vies si ce n'est la police qui éborgne, mutile, emprisonne, brutalise ?).

La brutalité de la langue employée, même si l'on est en droit de douter de la finesse de l'homme en question, sonne comme une déclaration de guerre. Une guerre psychologique qu'Ulrike Meinhof, morte « suicidée » en cellule en 1976, membre de la RAF (*Rote Armee Fraktion*) définissait ainsi : « *Les flics essaient, par leur tactique de la guerre psychologique de retourner les faits que l'action de la guérilla avait remis sur leurs pieds. À savoir que ce n'est pas le peuple qui dépend de l'État mais l'État qui dépend du peuple ; que ce n'est pas le peuple qui a besoin des sociétés par actions des multinationales et de leurs usines, mais que ce sont ces salauds de capitalistes qui ont besoin du peuple ; que la police n'a pas pour but de protéger le peuple des criminels, mais de protéger l'ordre des exploiters impérialistes du peuple [...].* »

Une guerre, donc, qui tente un retournement des faits et de l'opinion publique, qui tente d'introduire la confusion dans les esprits et d'instiller une uniformisation de la pensée. Uniformisation par laquelle toute distinction conceptuelle s'épuise et s'efface, par laquelle se confondent le semblable et l'identique. Or, si brutalité et violence sont semblables (en certains points elles se ressemblent : l'usage de la force par exemple), elles ne sont pas identiques et il convient donc de les distinguer. Les distinguer afin de répondre à la question : *qui* donc est brutal ?

Le brutal et le violent

« *Et le procès fait à la violence, c'est cela même qui est la brutalité.* »

Jean Genet, Préface aux Textes des prisonniers de la « fraction armée rouge », 1977

Cette guerre psychologique tout autant que médiatique consiste pour le pouvoir en place en une simplification du réel afin de le rendre binaire. La binarité permet un affrontement direct dans lequel chacun est contraint de choisir son camp : ces *brutes* de gilets jaunes contre ces pauvres victimes de policiers ! Le choix semble tomber sous le fameux « bon sens » auquel chacun fait dire ce qu'il désire. Pourtant, la population continue de soutenir en masse la violence des gilets jaunes.

Et, en effet, il s'agit bien de violence, le mot ne doit plus faire peur. Nous devons, précisément, nous le réapproprier pour lui donner un tout autre sens que celui asséné par le pouvoir dominant. De ce fait, le choix que nous sommes contraints de faire (nous sommes embarqués !), n'est plus celui entre violence et non-violence (représentée par la police !) mais entre violence et brutalité. Et contrairement à ce que dit le ministre, la brutalité est du côté de l'État. Démontrer cela est la guerre que nous menons.

Cette guerre, donc, certains l'ont déjà menée en d'autres temps et d'autres lieux. Je préviens d'ailleurs que toute comparaison n'est pas une identification. Mais voyons cela.

La préface de Jean Genet aux *Textes des prisonniers de la « fraction armée rouge* parue en 1977 et que l'on se procure aisément sur le Web, est un indéniable trésor. Une machine de combat contre les pseudo-évidences déversées par les pouvoirs en place. Dans ce texte dont nous ne discuterons pas ici les origines et circonstances historiques, Genet distingue (ce que ne fait pas le ministre aujourd'hui) brutalité et violence. Cette distinction est salvatrice car elle va nous permettre de penser plus précisément ce qui se joue dans l'opposition des gilets jaunes et du gouvernement et d'en saisir les intérêts sous-jacents.

La violence, tout d'abord, est un « phénomène vital », elle est d'essence biologique. Selon Genet encore, « violence et vie sont

à peu près synonymes » et en effet: « le grain de blé qui germe et fend la terre gelée, le bec du poussin qui brise la coquille [...], la naissance d'un enfant », tout cela relève de la violence, d'une force de croissance. Mais c'est une violence créatrice. Au contraire, la brutalité est répressive, elle tue la violence dans l'œuf pour ainsi dire. Elle contrarie l'élan vital, tout ce qui est en mouvement, le foisonnement complexe du vivant, elle est « cassante ».

La brutalité est ce qui contrarie la croissance des choses. Les Grecs avaient le mot *Phusis* pour désigner ce que nous appelons la nature. Ce mot signifie mouvement, génération, croissance, expansion, tout ce à quoi la brutalité met fin. Cette dernière est effectivement, selon Genet toujours: « le geste ou la gesticulation théâtrales qui mettent fin à la liberté, et cela sans autre raison que la volonté de nier ou d'interrompre un accomplissement libre ». Le brutal s'oppose au vital.

Il ne s'agit donc plus aujourd'hui de nier les violences mais plutôt de leur opposer la brutalité mortifère, cette « gesticulation théâtrale » qui vient étouffer la violence émancipatrice.

Si la violence est spontanée, libératrice, la brutalité est organisée, disciplinaire. Elle est l'organisation même de l'État.

La brutalité est policière, la brute c'est l'État

*« Le geste brutal est le geste qui casse un acte libre. »
Jean Genet, Préface aux Textes des prisonniers
de la « fraction armée rouge », 1977*

Il y a d'une part la violence des gilets jaunes (émancipatrice) et de l'autre la brutalité (répressive) de la police.

D'un côté des corps mutilés, de l'autre des vitrines brisées.

D'un côté la brutalité, de l'autre la violence.

Alors qui est la Brute ?

Quelle est cette violence dont le gouvernement, la Brute donc, accuse les manifestants ? Quel est son objet ? Précisément, celle-ci s'applique aux objets, au mobilier urbain, aux vitrines. La brutalité pour sa part, s'applique à des mains, des yeux, des corps. Elle blesse, elle tue, elle matraque, c'est elle qui « brise des vies » !

La violence, quant à elle, cherche à passer outre un cordon de CRS par exemple (de même que « le bec du poussin brise la coquille »), afin d'atteindre tel ou tel lieu de pouvoir et de manifestation, tel objectif. Elle est poussée de la foule qui veut passer en levant les bras, telle une vague qui submerge la digue. Elle n'est jamais brutalité envers les corps policiers, envers les corps vivants.

Si la violence semble parfois se concentrer sur des CRS, ce n'est pourtant plus, alors, en tant que corps vivants qu'ils sont visés mais en tant qu'obstacles, murs, frontières. D'ailleurs l'attitude du CRS, son immobilité, son refus de toute communication, même visuelle, tend à faire de lui un objet, un automate: comme si le coup de matraque ne relevait pas d'une intention mais d'une nécessité. Il refuse, en effet, et c'est sa stratégie, toute réciprocité. Il se fait objet, cordon, nasse, barrière. Son bouclier, au fond, n'est plus qu'une vitrine de plus à casser pour passer, croître.

C'est là toute la brutalité de la police, sa négation mortifère de l'humanité de par sa tentative de contraindre des corps au silence, à l'absence, qui tente d'étouffer des élans vitaux, des souffles de liberté.

La force de la violence s'applique à des objets et aux rapports économiques qu'ils représentent (banques, vitrines, etc.), la force de la brutalité s'applique à des corps et à des rapports humains.

La brutalité de la finance, du capitalisme, pousse des corps à la rue, à la faim, au suicide, à l'oubli, à l'ennui. La violence, en ce sens, n'est qu'un processus d'émancipation des corps contraints envers les rapports économiques qui les enserrent.

Finalement, nous voulons dire qu'il ne convient pas d'opposer violence et non-violence, cette opposition est inutile, erronée, contre-productive. Elle n'est pas opératoire car elle ne tient pas compte du réel. Affirmons plutôt l'idée que la violence est coextensive à la vie et qu'au contraire le pouvoir de mort relève de la brutalité de l'État.

Cette brutalité de l'État s'insinue dans l'architecture des bâtiments qui étouffent, dans le maillage du territoire qui éloigne, dans la bureaucratie qui déresponsabilise, dans les systèmes de surveillance qui contrôlent et pétrifient, dans le vocabulaire qui

trompe et uniformise la pensée. Sa brutalité est organisée et son organisation même finit par tisser les liens liberticides qui nouent nos existences. Si bien qu'elle ne peut que produire sa propre fin : une violence libératrice et spontanée qui s'y oppose.

Si ce ministre désire « stopper les brutes » en embastillant les gilets jaunes, c'est qu'il se trompe de cible. « Stopper les brutes » signifierait plutôt pour nous : stopper la police comme institution.

Des lois qui restreignent le droit de manifester sont votées. Dans ce dispositif se dissimulent les véritables brutes.

La brutalité gagne du terrain.

Cher Éric Drouet,

lundimatin#177, 4 février 2019, acte XII

Nous ne te connaissons pas. Depuis le 17 novembre, nous sommes de toutes les manifestations parisiennes. Nous apprécions la finesse tactique dont tu as fait montre, ainsi que le courage qui est le tien de tenir tête face à une telle adversité. Aussi, nous t'adressons ces lignes en toute bienveillance. Si nous t'écrivons aujourd'hui, c'est que depuis quelques semaines, les choses prennent à Paris un tour qui nous semble dommageable au mouvement. Ce qui faisait sa force en novembre-décembre, c'était justement de rompre avec la tradition d'échec des manifestations syndicales, de surprendre, de n'être ni là où ni comme on s'y attendait. Or peu à peu, nous avons l'impression que la pression policière, judiciaire et médiatique qui s'exerce sur toi et tes amis commence à faire son effet.

Les parcours sont déposés en préfecture. Un service d'ordre tente de les faire respecter et emmène tout le monde dans des nasses policières – que ce soit la place de l'Étoile, aux Invalides, à la Bastille ou à République. De menues escarmouches de fin de manifestation compensent la frustration parmi nous de s'être montrés si impuissants. Et ces affrontements accroissent encore le sentiment d'impuissance : on en est réduit à se battre à l'intérieur d'une telle prison à ciel ouvert, qui se termine inévitablement en tir au lapin. Dans ce retour au train-train de la défaite, il faut dire que manifestation de samedi dernier était une sorte de caricature. Son parcours était un classique des processions syndicales : il évitait soigneusement de passer trop près des lieux de pouvoir et de là où vit la classe dominante. Comme dans tous les défilés gauchistes où les organisateurs craignent de perdre le contrôle, on mettait les victimes en avant *en tant que victimes*, et on utilisait leur présence pour en appeler à la pacification de *l'ensemble* de la manifestation. Une chose est de

rendre hommage aux blessés, une autre est de s'en servir en guise de chantage moral. En s'organisant, il est tout à fait possible de faire en sorte que ceux qui ne veulent pas prendre de risque puissent être là sans rendre pour autant la manifestation dans son entier inoffensive. Pour finir, on a même eu droit aux sandwiches-merguez dont l'odeur embaume depuis quarante ans l'écrasement de toutes les luttes. C'est un signal d'alarme qui ne trompe pas.

Nous n'avons pas compris non plus comment, avec l'ami Rodrigues, vous vous êtes retrouvés ces derniers temps à entonner une rhétorique anticasseurs de plus en plus proche de celle du gouvernement. Est-ce la crainte de devenir inaudibles ? Le souci de préserver la respectabilité du mouvement ? Or comment ne pas voir que cette rhétorique n'est qu'un instrument de stigmatisation, cynique et vieux comme la V^e République ? Comment ne pas voir que la loi en cours d'adoption est d'abord une loi anti-gilets jaunes ? Que crois-tu qu'il se prépare lorsque Macron lui-même met en cause quarante à cinquante mille extrémistes qui veulent renverser les institutions ? Pourquoi crois-tu que le renseignement territorial et la DGSI ont entrepris de fichier tous ceux qui s'activent sur les ronds-points ou sur Facebook ? Évidemment que cette loi est faite pour avoir les moyens de mater l'immense colère que déclenchera en mars la confirmation que le « grand débat » n'était qu'une vaste arnaque, et une façon de gagner du temps. Qui est en train de marquer des points lorsqu'un identitaire qui a combattu dans le Donbass et maintenant membre de votre service d'ordre fait croire en exfiltrant Rodrigues que des « black bloc » l'auraient attaqué ? C'est une erreur de déclarer que tu vas « écarter les black bloc du mouvement » parce qu'ils ternissent son image. Tant que nous sommes sûrs de la justesse de notre cause, nous n'avons pas à craindre de passer pour des violents. C'est au contraire en trahissant cette crainte que nous donnons l'impression de ne plus croire en notre cause. Et franchement, lorsque Rodrigues déclare que les « casseurs » font le jeu du gouvernement, nous savons bien qu'il n'en est pas un, mais il fait penser à n'importe quel bureaucrate syndical dépassé par les événements. Aucun doute qu'il y a des circonstances où s'affronter aux policiers ou casser est contre-productif, des circonstances où il faut savoir retenir sa force. Mais renoncer à toute force, c'est accorder la victoire à l'adversaire. Retenir sa force, c'est

faire preuve d'une puissance supérieure. Mais renoncer à toute force, c'est tendre l'autre joue, c'est consentir au rôle de la victime. Un rôle auquel personne de vivant ne veut s'identifier, et surtout pas les victimes elles-mêmes, dans leur dignité. C'est un vieux travers chrétien, et l'on sait où mènent les révolutions des Cœllets. Nous ne savons plus quelle valeur accorder à tes paroles lorsque tout cela survient dans la semaine même où un communiqué de la France en colère!!! appelle à un « soulèvement sans précédent par tous les moyens utiles et nécessaires ». Notre impression est que police et médias ont réussi à te faire endosser le rôle d'organisateur de manifestations tenu pour responsable de tout ce qui s'y passe, et à faire ainsi de toi qui incarnait initialement l'irréductibilité du mouvement une sorte de courroie de transmission de sa pacification, et donc du maintien de l'ordre. Pour n'être pas gauchiste pour un sou, tu ne t'en retrouves pas moins dans l'inconfortable position de tout responsable syndical qui doit tout contrôler. Or vouloir tout contrôler, c'est se défier de l'intelligence spontanée qui s'exprime depuis le début de cette révolte, et saper la confiance en soi retrouvée qui fait toute sa puissance, et dont tu as été un temps un remarquable porte-voix.

Et puis, il faut cesser de médire de l'émeute. C'est trop facile, c'est convenu, et c'est lâche : aucun émeutier n'est jamais en situation de porter la contradiction, sauf à finir au trou. Si ce mouvement a déjà obtenu le moindre résultat, c'est justement par l'émeute, chacun le sait. L'émeute spontanée, joyeuse, joueuse, du 24 novembre, ou celle plus sombre et plus redoutable des 1^{er} et 8 décembre. Le pouvoir actuel ne comprend pas d'autre langage. S'il a fait mine de céder et s'il cède à nouveau un jour, c'est par crainte de l'insurrection. Comme disaient des amis défunts : « S'il y a des émeutes qui ne conduisent ni à l'insurrection ni à la révolution, il n'y a pas de révolution ni d'insurrection qui ne commencent par une émeute. L'émeute est un début de débat. À moins que l'émeute, il n'y a pas aujourd'hui de discussion publique possible, il n'y a que le monotone monologue de la gestion de ce qui est là. » *Seule la violence aide là où la violence règne.* C'est un fait, et une leçon de l'histoire. Ce gouvernement se cache lâchement derrière sa police, à tel point qu'il ne peut plus se permettre de reconnaître le moindre des méfaits de celle-ci, même le plus établi, par crainte de lui déplaire. Il ne cédera

que lorsqu'elle le lâchera, et elle ne le lâchera que sous l'effet de deux mouvements simultanés : faire sentir à la police l'immensité du discrédit où elle s'est plongée, sa perte de toute force morale et la haine qui la cerne désormais – y compris physiquement par le traitement que lui réserve la rue – et lui faire sentir *en même temps* qu'il y aura pardon pour ceux d'entre ses membres qui se dissocieront à temps du pouvoir en place et feront amende honorable. C'est notre *en même temps* à nous. Il fallait bien que la technique *good cop-bad cop* serve un jour un dessein honnête.

Bref : tout cela pour te dire, pour vous dire, que malgré toutes les pressions qui se déversent sur vous, sur nous, il faut tenir le cap, et peut-être entamer une discussion stratégique ouverte sur les moyens de destituer le système, *et pas juste le système politique*. Nous sommes face à un ennemi qui raisonne à froid, s'appuie sur cinq cents ans d'expérience d'écrasement des révoltes populaires et pense stratégiquement. Il sait qu'il nous tient *par toute l'organisation matérielle de cette société*. C'est donc, pas à pas, de cela que nous avons à nous affranchir. C'est considérable, mais ce n'est pas pour rien que tout ce que le gouvernement fait depuis novembre *se retourne invariablement contre lui*. Et cela n'a aucune raison de s'arrêter. Ses manœuvres n'opèrent plus *parce qu'elles sont immédiatement perçues comme manœuvres*. Semaine après semaine, l'un après l'autre, tous les masques tombent. Machiavel avait bel et bien raison : « gouverner, c'est mettre vos sujets hors d'état de vous nuire et même d'y penser » – une guerre de manœuvre menée sans relâche contre un peuple que l'on méprise parce qu'on le redoute. Le scandale de l'ordre existant ne se perpétuait que parce que nous nous demandions tous, seuls devant nos écrans, pourquoi tous les autres ne descendaient pas dans la rue. La dépression de chacun était le secret de l'oppression de tous, et inversement. On n'est à la fois maître des âmes et des corps que tant que dure la crainte ou l'espoir. Or nul n'espère plus rien de l'ordre en place, et il a cessé d'inspirer la crainte à force de menaces sans effet, de mensonges éhontés, de gesticulations dans le vide. À nous d'inventer les contre-manœuvres efficaces. C'est cette réflexion qu'il faut mettre à l'ordre du jour parmi nous. C'est dans le débat *en notre sein* que s'affûtera l'intelligence partagée de la situation. Que se trouvera le

chemin praticable pour sortir du désastre présent. Pour cela, il faut cesser de craindre l'expression de désaccords et apprendre à se contredire avec bienveillance. Il faut cesser de tout prendre sur soi. Il faut se faire confiance. Ou bien on finira par lire sur les murs : « Drouet démission ».

Bien amicalement,

Des gilets jaunes toujours pas fatigués



HORIZON

**lundimatin#177, 4 février 2019,
acte XII**

Le mur à abattre ne date pas d'hier. Il nous faut une vision historique, un plan large du combat. Ce qui est le plus dangereux donc le plus important. Parti d'une taxe qui ne passe pas, le soulèvement fluo a pris le large, rien ne vient l'arrêter. Visiblement, le sous-marin jaune n'a pas la marche arrière. Refuser une taxe n'est pas rien. De toujours, ce que l'on appelle le pouvoir peut être ramené à l'extorsion: on prélève des biens (en nature, en argent), on prélève de l'énergie (force de travail, temps de cerveau disponible), à des humains placés sous différents statuts (captifs, prisonniers de guerre, esclaves, colonisés, femmes, travailleurs, consommateurs, élèves, etc). Quand on résiste sérieusement à une forme d'extorsion, tant que dure le combat, on a une chance de découvrir que toutes les formes d'imposition d'une dette sont fondamentalement intolérables. Car la colère est infinie.

Avec sa douzaine d'actes, le soulèvement est en âge de s'affronter à ce qui anime, à ce qui travaille l'époque en profondeur, et qui se formule ainsi: l'économie est un compte à rebours de l'extinction.

Du côté du pouvoir, on avance une solution brillante et logique: instaurer des taxes sur la fin du monde. En rajoutant de l'économie à l'économie, les experts s'attendent à retarder le retardement. Certainement, tout comme nous, ils savent bien que le mieux serait de désamorcer la bombe – mais le mieux est

l'ennemi de leur bien. Ils savent bien que la vraie réponse est une mutation du mode de vie, une mutation historique, énorme, le genre de mutation qui entraînera l'enfouissement de leur petit pouvoir néfaste dans une couche de détritus sédimentaires. Ayant des difficultés à se projeter, là maintenant, dans les poubelles de l'histoire, ils préfèrent s'enfoncer dans le rôle de crétin brutal.

Après tout, il y a derrière eux une longue tradition républicaine.

Vous allez voir: ce ne sont pas ceux qui gouvernent qui vont nous apprendre la transition écologique, c'est nous qui allons enseigner l'écologie sans transition. La condition est que l'on apprenne, pas après pas, à bien se passer d'eux. C'est ainsi que les pauvres font la guerre aux riches: en défaisant le monde qui produit des pauvres et des riches — la planète-argent. Sur la planète-argent, on est certainement des inadaptés. Tant mieux, car le moment est venu de s'adapter à une autre planète.

Il est temps que l'extinction frappe *Homo economicus*! Il est le nom de notre domestication, de notre infantilisation. C'est en se soulevant contre elles que le petit *Sapiens* se relèvera. Pendant dix mille ans, on a désappris à aimer ces formes de vie étranges que l'on a classées par «espèces». On a partout laissé gagner l'instinct d'appropriation et de colonisation, on a usiné le réel. Comme pour s'épargner l'usage des facultés d'adaptation, on s'est mis à produire son milieu.

On s'est détaché du monde dès que l'on s'est attaché à le produire. On a inventé une infinité de conditions objectives, imbriquées les unes dans les autres. La société est ce maillage complexe: une prison. Par dégoût de ce que l'on ne comprend pas, on a voulu se désanimaliser jusqu'à l'absurde, et tous les raffinements contemporains se ramènent au bocal du poisson rouge, avec personne pour changer l'eau.

Notre espérance de vie a doublé par rapport à l'homme du Paléolithique, comme double celle du loup placé en captivité. Fatalement, on en devient pénible à regarder. Plus on est intégré, plus on est dépressif. Les productions sociales culminent dans l'isolement de masse. L'oeuvre de pacification, le processus de civilisation, c'est la guerre contre le monde. Cela étant, on ne s'en

sortira pas en s'enfermant dans la condition la plus infernale: celle du coupable. Sans compter qu'il n'y a pas égalité devant la faute. L'écologie punitive se fonde sur un mensonge et une injustice si massifs qu'ils peuvent toujours éclipser le scandale climatique. Où «Rien à battre» semble encore la réaction la plus sensée. Il faut plutôt se mettre dans le crâne que l'on ne défait la trame civilisée qu'en tramant autre chose.

Le sentiment d'appartenance est la plus belle chose du monde — c'est pourquoi il faut sans cesse batailler pour le sortir de la confusion. L'impératif de mutation organise autrement les existences. À l'intersection du commun et de la solitude, il nous rend toujours plus exigeants, plus sensibles et plus solides. La guerre révolutionnaire donne des destins bien trempés. Elle engage une certaine idée de la détermination, amie de l'imprévisible et ennemie du préfabriqué. La vie n'est belle que parce qu'on la connaît comme un combat, comme le juste combat: celui qui s'impose et se précise chaque jour, et que rien ni personne ne peut venir confisquer.

La décision historique se détache sur l'horizon. Soit on est civilisé jusqu'au stade terminal, jusqu'à fonctionner absolument, jusqu'à l'âge du robot. Soit on est «guerre-civilisé», combattant des nouveaux mondes.

GJ, acte XII.



Nos interférences

Serge Ritman, lundimatin#177, 4 février 2019, acte XII

*« Le progrès ne se loge pas dans la continuité
du cours du temps, mais dans ses interférences :
là où quelque chose de véritablement nouveau se fait sentir
pour la première fois avec la sobriété de l'aube. »
Walter Benjamin, Paris, capitale du XIX^e siècle.*

les ronds-points devenus agoras
je te dis qu'on va souffler fort
circulez pas y'a tout à dire
démodent à toute vitesse les vieilles
rétoriques des jeunes gestionnaires
en économie libérale hors-social
politique reste à trouver
au cœur de la colère les paroles
libres d'un vivre des égalités
solidaires sans les dualismes séparateurs
je respire à pleins poumons tes reprises
de vivante en utopie quotidienne
avec toute l'inventivité de nos peuples
rebelles qui passent les frontières
et tournent les ronds-points
à contre-sens des histoires officielles
tu me dis qu'on va faire résonance
ici et tout autour de nos méditerranées
ça tourne rondement avec
nos *interférences*
ça revient de loin ça remonte
la tourne que les bourgeois voient dans l'autre

sens le progrès de ceux qui n'auront jamais affaire
à la justice sauf accident ou petits pas
de côté dans la jeunesse puis la propriété
tu me dis maintenant le dérèglement
comme dans l'enfance l'insupportable
et courir à hurler comme des fous
avec tout l'air d'une récréation
viens dans la ronde jusqu'au perdre quoi
la mer ne dort jamais je te dis
même qu'après 1848 Heine rit la colère
alors fond avec la jubilation comme
dans ta robe rouge la danse
de nos cerisiers en fleurs avec la neige
d'avril ils distribuent des coups même si
je n'ai jamais fait de mal à une mouche
et toi à une araignée elle tisse sa toile
nos peuples ont l'élan d'une écriture en
plein air pour une irisation des voix
un petit psycho-linguiste veut aider les pauvres
enfants à enrichir leur vocabulaire
objectif assuré enrayer la violence des quartiers
il est en place au ministère sans avoir jamais
lu ni La Bruyère ni Voltaire encore moins
Montaigne et ses Brésiliens transportés en France
tu aimes la naïveté originelle et je redouble
mes estrangements de la maternelle
aux enquêtes universitaires avec ce poème
des voix du peuple perpétuellement
utilisé massacré déçu par les bourgeois
Péguy publie Ménard qui avait passé trois ans
en prison pour ses poèmes de Juin
tu n'oublies pas sans rien dire et je l'entends
dans tes cris la nuit ils résonnent
ceux des petits enfants qui savent déjà inventer
des résistances des méfiances avec
ta confiance comme un juin toujours
actif de la révolution depuis

notre printemps je te rime de partout
parler pour et parler de gèrent le débat
sans écoute par ceux qui ont pris
jusqu'à notre nom notre voix je cours encore
toute la République jusqu'à ton souffle
ma sœur la vie avec un vieux souvenir
à plein souffle du cor Baudelaire
écoute les gestes fous de son grand cygne
quand Roubaud amuse la galerie parisienne
en volte-face rhétoriques à la Lamartine
je pense aux abris détruits plus lourds
que des rocs ce migrant le cœur plein
de son beau lac natal dort sur une bouche
de carbone chaud on nettoie vite
les karchers et les évaluations notations
tout y passe la vie court nue
les orphelins de la République remplissent
nos classes nos rêves tu cauchemardes
et j'essaie dans mes je-tu d'entendre
toutes les lèvres cousues à qui on a interdit
la mémoire vive nos histoires
la casse comme si une poubelle et une vitrine
une chaise de banque et un banc circulez
effaçaient les ressources humaines au suivant et puis
depuis 48 le chœur des philistins il faut
en finir avec ce goût du meurtre et mélancolie
esthétique et idylle touristique même les poètes
ou les philosophes louent l'éternelle misère
de tout avec le bon marché
des complices verbeux tout kitsch dans
les comforts des métaphores éborgnées
j'ai désarmé un flic quand tu défonçais
la banque et toutes nos expériences confondent
les refoulés j'ai l'épouvante mais tu ris
dans un chant général toutes les petites mains
grisent de fraternité sans aucune
allégorie nos peuples nos folies

sans réconciliation ni bestialisation
tu me donnes rendez-vous sous le blanc cygne
comme une physionomie de nos dates
sur un petit fleuve aux rythmes inachevés

Ces poèmes vers les gilets jaunes brutalisés (blessés ou incarcérés) par un pouvoir au service de l'ordre bourgeois et financier.

Merci aux œuvres de François Bégaudeau, Carlo Ginzburg, Dolf Oehler, Michèle Rio-Sarcey et bien évidemment de Charles Baudelaire, Gustave Flaubert et Walter Benjamin, d'autres qui viennent sans qu'on sache ou dont le nom est la vie.

LA GUERRE DES PAUVRES DIALOGUE AVEC ERIC VUILLARD

**lundimatin#182, 11 mars 2019,
acte XVI**

Certains livres paraissent trop tôt, d'autres trop tard. La publication de *La Guerre des pauvres* d'Éric Vuillard a dû être précipitée, à la demande expresse de l'auteur. Il y est question de la guerre des paysans qui secoua l'Allemagne de 1524 à 1526 et plus particulièrement de l'histoire de Thomas Müntzer, prédicateur subversif qui entendait les paroles de Dieu comme autant d'appels à abattre les riches et les puissants.

«Mais ce n'était pas Dieu. C'était bien les paysans qui se soulevaient. À moins d'appeler Dieu la faim, la maladie, l'humiliation, la guenille. Ce n'est pas Dieu qui se soulève, c'est la corvée, les censives, les dîmes, la mainmorte, le loyer, la taille, le viatique, la récolte de paille, le droit de première nuit, les nez coupés, les yeux crevés, les corps brûlés, roués, tenaillés.»

La Guerre des pauvres est un livre bouleversant à de nombreux égards. L'écriture est à la fois incisive et délicate, foisonnante et chirurgicale. Mais ce qui marque plus que tout, c'est l'actualité des mots et des gestes qui ont fait ce soulèvement; il y a presque

cinq cents ans. Ce petit livre historique éclaire davantage le mouvement des gilets jaunes que tous les bavardages et commentaires creux de tant d'éditorialistes et autres animateurs du néant. En attendant que ce livre soit lu sur tous les ronds-points, Éric Vuillard a accepté de discuter avec nous.

Thomas Müntzer s'exprimait dans le langage qui lui était disponible, dans un langage qui était commun, et ce langage était le langage religieux. Vous écrivez, tout à fait à raison, que « les querelles sur l'au-delà portent en réalité sur les choses de ce monde. C'est là tout l'effet qu'ont encore sur nous ces théologies agressives. On ne comprend leur langage que pour ça. » Pour autant, on peut dire que Müntzer prenait ce langage extrêmement au sérieux, avec plus de sérieux sans doute qu'un certain nombre de ses contemporains, en particulier les princes et les prélats auxquels il s'opposait c'était là même un point central de discorde. De quelle manière le vin nouveau qu'il y versait a-t-il fait éclater les vieilles outres du langage religieux ?

On ne peut pas lire Müntzer sans prendre parti. Son langage ardent emporte le lecteur. C'est un langage religieux de part en part. Mais ce qui va soudain excéder la langue brûlante de l'ancien Testament, la langue des prophètes, ce qui va aboutir à l'autre Müntzer, au théologien séditieux, c'est une attitude au fond très rare chez les clercs, très rare chez les intellectuels : il va apprendre quelque chose des milieux populaires qu'il fréquente.

Car Müntzer mène une vie errante, vagabonde. En peu de temps, il va rencontrer beaucoup de gens, des paysans, des petits commerçants, des artisans, des mineurs. Il se frotte à tout un peuple vivant, hétérogène, un peuple de travailleurs manuels. Et Müntzer va mettre sa rhétorique et ses idées à l'épreuve de ce qu'il voit, de ce qu'il entend. Il apprend quelque chose des autres, de ceux qui censément en savent moins que lui.

Or, depuis toujours, le savoir est dans une relation asymétrique, distante, inégale ; c'est encore le cas aujourd'hui. Certains savent le latin, d'autres non, la théologie, d'autres non, le droit, d'autres non. Mais le protestantisme a mis en péril ce rapport. La lecture des textes en langue vulgaire autorise une discussion

plus large, au-delà du cercle des initiés, et une remise en cause plus profonde. Car en même temps que le nombre de ceux qui discutent s'élargit, le périmètre de ce dont on discute se dilate, et la manière même de parler change, s'approfondit. Le simple fait pour le savoir d'être soudain exposé le fait changer de nature. Une fois offert au jugement de tous ceux qui savent lire, le savoir entre en crise.

Mais ce que Müntzer va apprendre des mineurs du Harz, des petits commerçants de Thuringe va bouleverser le protestantisme naissant. Ce qu'il apprend des pauvres, des travailleurs manuels, des artisans, c'est que l'inégalité réelle est infiniment plus terrible à vivre que tous les discours réformés ne le laissent entendre, c'est que la théologie réformée reste une théologie complaisante, intéressée. Il va donc réformer sa théologie une seconde fois.

Et au fond, c'est encore le même trouble aujourd'hui. Pour que le monde change, il faut soudain que le socle s'élargisse, que tout un tas de gens viennent donner au mot « peuple » une nouvelle amplitude, de nouvelles significations. C'est ce facteur de désordre, cette incorrection, ce mélange inhabituel, qui est explosif et rend soudain impropre la vieille langue. Il y a toujours un point où le discours refuse de descendre et de se compromettre.

Le type même d'objets historiques dont vous choisissez de faire le récit dans vos livres et ce qu'on devine de votre méthode, impliquent un travail de déchiffrement de l'histoire telle qu'elle est écrite ou enregistrée, c'est-à-dire pour le compte de ses vainqueurs. Dans « la guerre des pauvres », par exemple, vous écrivez : « C'est étrange de penser que des gratte-papier à toque rouge ont délibérément effacé la mémoire de ceux qu'on persécutait, qu'ils ont accepté d'écrire faux. Pourtant la fausse parole transmettra entre les lignes un éclat de la vérité » Plus loin, à propos de la fin de Müntzer vous contestez ces « légendes scélérates [qui] ne viennent courber la tête des renégats qu'au moment où leur est retirée la parole. Elles ne sont destinées qu'à faire tinter en nous la voix qui nous tourmente, la voix de l'ordre, à laquelle nous sommes au fond si attachés que nous cédon à ses mystères et

lui livrons nos vies.» Est-ce en eux la voix de l'ordre qui pousse ces gratte-papier à toque rouge à faire ainsi ?

Étant donné le rôle de l'écriture dans la gestion des richesses et l'organisation du pouvoir, il est compréhensible que les techniciens de l'écriture aient été à la fois utiles et surveillés. Sur ce registre, la vieille démonstration hégélienne fonctionne très bien, l'esclave en sait vite davantage que le maître, la dialectique peut opérer. Cela permet Molière, La Fontaine, cela permet de brocarder les grands, de leur faire aimablement la morale, de plaisanter derrière les masques. Pas davantage. Les hommes de lettres seront longtemps assujettis, rétribués, pensionnés. Leurs incartades resteront pudiques, encadrées.

Jean-Jacques Rousseau me semble ouvrir une séquence nouvelle. La Révolution française la confirmera et lui donnera une portée étendue, décisive. On voit qu'en Angleterre, où un tel bouleversement n'a pas eu lieu, la littérature est restée soumise à un ton et à des thèmes de bon aloi. On connaît le fameux procès de Flaubert pour *Madame Bovary*, le réquisitoire du procureur Pinard contre l'indécence du roman. Mais on sait aussi que Flaubert l'emporta, le roman fut publié sans retouche. Lorsqu'en Angleterre, un peu plus tard, Thomas Hardy voulut publier *Tess d'Urberville* en feuilleton, les journaux refusèrent le texte, par crainte de représailles. Il dut revoir son roman pendant toute une année. C'est pourquoi la littérature anglaise ne remet en cause l'ordre social que modérément. Austen, Thackeray, Dickens, Trollope ou Meredith ne constituent pas le même danger que Stendhal, Hugo, Vallès ou Zola. On voit combien la liberté de ton d'un auteur est fonction du milieu où il vit.

Dans l'Angleterre victorienne, pour raconter une histoire aussi désespérée que celle de Julien Sorel, pour raconter la vie d'un pauvre s'intégrant aux classes supérieures de la société, il faut que tout soit emporté par la folie et la mort, il faut envelopper la vérité sociale derrière beaucoup de bruyères et de tempêtes de neige. On lit *Les Hauts de Hurlevent*, l'un des chefs-d'œuvre de la littérature, en oubliant parfaitement que Heathcliff, le personnage central du roman, fut un petit vagabond basané, ramassé sur le trottoir de Londres. On ne se souvient que de son amour pour

Cathy, et l'histoire d'une passion fatale vient recouvrir celle du garçon pauvre.

Et il me semble que ce que l'on prend pour la force du livre d'Emilie Brontë, sa passion obscure, son lyrisme noir, est en réalité sa partie faible, sa garde-robe victorienne, gothique, démodée. Toute la puissance du livre tient au contraire dans le noyau de réalité irréductible que son romantisme idéalise, dans l'élément empirique que la colère d'Heathcliff sublime. Il faudra quelques révolutions pour que les langues se délient et qu'un poète puisse enfin écrire : « Il était très partial, préférerait les pauvres aux riches, Dieu sait pourquoi. »

«La guerre des pauvres» commence par une évocation puissante de la naissance de l'imprimerie. Vous soulignez le lien entre l'apparition de personnages comme Müntzer ou Luther et celle de ce nouveau mode de publicité. Voyez-vous des parallèles aujourd'hui ?

En soi, la découverte d'une nouvelle technique ne constitue pas une révolution. Gutenberg fera faillite et l'imprimerie végétera encore quelque temps. Il faut attendre le protestantisme pour que l'invention trouve un véritable contenu, une nécessité. Publier des bibles en latin ne changeait pas grand-chose, le marché était réduit, les débouchés peu nombreux. C'est la Bible en langue vulgaire que les gens attendaient.

À ce moment-là, tout est bouleversé, la réception des livres s'élargit brusquement à tous ceux qui savent lire, et au-delà ; un public apparaît, le lecteur moderne est en train de naître, un sujet critique devient possible, et l'écrivain à son tour change de statut.

Tout se joue autour de la non-rétractation de Luther. En principe, Luther aurait dû mourir, il aurait dû être jugé par l'Église en petit comité et brûlé vif. Mais au moment de sa confrontation avec Charles Quint et les prêtres, pendant la Diète de Worms, ses partisans diffusent ses idées à l'extérieur, et le nombre de ceux qui peuvent avoir une opinion s'élargit démesurément.

Soudain, les juristes, la hiérarchie ecclésiastique n'ont plus le monopole du jugement sur Luther. Tous ceux qui savent lire et

écrire, tous ceux auxquels ils relatent ce qui se passe à l'intérieur de la Diète deviennent en quelque sorte parties au procès.

Le monde extérieur, la rue, la vie quotidienne participent brusquement au débat. Les puissants ne peuvent alors plus condamner Luther. Une foule le soutient. L'imprimerie, le fait d'imprimer des livres, des prospectus en langue vulgaire, vient de fractionner la légitimité. On peut donc dire que le livre, dès le début de son histoire, s'affronte victorieusement au pouvoir.

Et en effet, depuis la Réforme, la facilité avec laquelle il est possible de partager ses opinions constitue une menace croissante pour l'Etat. Sur ce point, il faut faire taire ses plus légitimes défiances, car même à travers la culture de masse, même à travers la fibre optique, les murs s'écartent toujours.

Une des choses qui aiguillonnent cette guerre dont vous nous parlez est la nécessité d'en finir avec la confiscation d'un certain nombre de choses vitales, qu'il s'agisse des biens de subsistance ou de la parole divine; c'est donc une guerre contre les autorités et les pouvoirs fondés sur cette confiscation. Pour autant, et quoique vous livriez une excitante généalogie de figures comparables qui ont précédé Müntzer, tendant à montrer que d'une certaine manière Thomas Müntzer est légion, il est indéniable que les insurgés du XVI^e siècle ont eu tendance à se regrouper derrière certaines figures qui jouissaient d'une forme d'autorité. Que pensez-vous du rôle de ces figures ?

La querelle se déploie sur fond de réforme, de conflit religieux. Les paysans, les artisans, les commerçants qui se soulèvent ont donc besoin d'interprètes. Ceux qui se sont engagés dans la querelle religieuse et qui savent lire et écrire sont pour eux des intermédiaires. Ce qui distingue Müntzer, c'est qu'il l'est dans les deux sens.

Les théologiens réformés prêts à se compromettre avec le peuple ne doivent pas être très nombreux. Il est rare qu'un clerc accepte d'apprendre quelque chose des travailleurs manuels. Une condescendance intrinsèque au savoir l'empêche.

Müntzer est un cas à part, le produit d'une contingence insolite, accidentelle. C'est un prêtre pauvre, réformé. Mais ce n'est pas tout. Son père a été exécuté par le châtelain de sa ville natale, il

connaît donc l'arbitraire des puissants. Il ne peut sans doute pas accepter certains compromis, il les vit comme des trahisons. Son enfance de paria l'engage.

Ce sont des déterminations biographiques, mais qui comptent. C'est ce qui rend possible la désertion de certains gratte-papier à toque rouge. Il a fallu la conjonction d'une découverte, l'imprimerie, d'une doctrine, la Réforme, et d'une vie affligée. Cela a fait une brèche dans le possible. Ce fut l'une des rares fois où un clerc crut bon d'entendre ce que le peuple avait à dire, et d'embrasser sa cause.

Quand on lit la prose de Müntzer, on est notamment frappé par l'importance de l'élément éthique. Il éprouve pour le genre d'existence de ses ennemis et adversaires le dégoût le plus complet. C'est évidemment lié au fait que son positionnement est religieux et que, au sein du christianisme la polémique est d'abord soit doctrinale soit morale. Mais n'y a-t-il pas dans tout soulèvement tant soit peu conséquent cette sorte d'intensification des différends éthiques ?

Le protestantisme commence par rappeler aux prélats, aux seigneurs, les principes du christianisme. Il s'agit d'abord de montrer que leurs comportements sont contraires aux éléments fondamentaux de leur propre doctrine.

On retrouve la même chose aujourd'hui; les gilets jaunes pointent les contradictions entre ce qui est dit et ce qui est fait, entre les principes démocratiques et l'action réelle du gouvernement, entre les principes proclamés et les lois votées. Ainsi, la première offensive prend souvent une allure morale, éthique. Non seulement Müntzer est écœuré par la vie que mènent ses adversaires, mais il est écœuré par leur hypocrisie, leur cynisme.

Mais très vite, à mesure que la guerre civile gronde et se déploie, les principes sont approfondis, reformulés. On voit aussi comment sur les ronds-points, en quelques semaines, le mot « égalité » a pris un sens plus vif, plus concret. On ne se contente plus d'être égaux *en droit*, comme la Déclaration des droits de l'homme nous le promet aimablement. Sur un rond-point, en hiver, les subtilités juridiques deviennent pénibles, on est alors bien loin de Tronchet et de Mirabeau.

La pauvreté a dans le christianisme médiéval un sens religieux voire mystique. Pour autant la pauvreté volontaire, telle que portée par les franciscains ou déjà le monachisme antique, semble avoir séduit en premier lieu des castes aisées – ce qui se comprend bien : pour que la pauvreté soit volontaire, encore faut-il en avoir le choix. En certains moments, cette pauvreté volontaire rencontre tout de même la pauvreté de fait, celle des pauvres, et peut finir par fermenter de façon explosive. C'est le cas dans la guerre des paysans, comme c'est le cas par exemple dans certains mouvements issus du franciscanisme radical dans l'Italie de la fin du treizième siècle. Outre des raisons que l'on peut imaginer d'ordre immédiatement politique, le choix du titre de votre livre sur ce que les historiens ont coutume d'appeler « guerre des paysans » est-il de quelque manière déterminé par cette thématique religieuse de la pauvreté ?

En effet, le pauvre a une histoire religieuse et une histoire concrète. Cette histoire concrète est incarnée par la plèbe sous l'antiquité, comme elle fut incarnée par les prolétaires au XX^e siècle. Le terme de pauvre nous aime donc deux fois. C'est ce qui est beau en lui. Luther aurait écrit pour son dernier sermon, la nuit avant sa mort : « Nous sommes tous des mendiants », ce qui rompt cette double allégeance, et ne renvoie plus qu'au ciel. Or, en dernière analyse, nous ne sommes *pas tous* des mendiants.

Nous avons évoqué tout à l'heure le fait que Müntzer parle cette langue religieuse, telle qu'elle lui est donnée à ce moment-là, au début de la Réforme, mais qu'au contact de la vie du peuple et de l'expérience de la violence du pouvoir cette langue change d'usage, se polarise radicalement. La langue qu'il emprunte est en somme plutôt impropre à ce qu'il veut en faire, mais il n'en fait pas moins quelque chose de grandiose et d'efficace. Ce paradoxe me semble intéressant par sa généralité. N'est-ce pas au fond la condition même du langage que d'être toujours impropre ? On n'hérite pas d'une langue « sous bénéfice d'inventaire ». C'est une totalité obscure, avec ses meubles encombrants, ses cadavres dans le placard, ses entrelacs qui s'accrochent à des pans d'histoire et

son lot de contradictions, de contraintes et de douleurs, dont on prend la mesure petit à petit. C'est pourtant bien avec ce bric-à-brac qu'il nous faut parler, tenter d'appréhender et de partager ce que nous vivons. Une des maladies chroniques de la gauche sous toutes ses tendances est de fantasmer un langage complètement débarrassé de son impropriété. Rêve d'une langue technique ou obsession puritaine de nettoyer la langue et d'en raturer les affronts, il s'agit en tous les cas d'une propension à l'idéologie et à la production de mots de passe, de signes qu'on est « du bon côté ». Confronté à un événement, l'observateur de gauche tend à chercher d'abord ce type de signes familiers. J'ai l'impression qu'une véritable expérience révolutionnaire est systématiquement appelée à décevoir cette attente et à mettre en danger cette soif de pureté. Qu'en pensez-vous ?

Vous avez raison, la langue est une totalité obscure, et son impropriété n'est ni un défaut, ni une lacune, comme on pourrait être tenté de le croire. Dans une situation insurrectionnelle, elle est au contraire la marque d'une rupture et d'un avènement. Ce qui rend possible le soulèvement, c'est justement ce qui est facteur de désordre, une incorrection, un mélange inhabituel de colères, une inconvenance du réel, une impropriété. Il y a toujours une impureté dans les processus insurrectionnels. Nos fantasmes y chancellent. Ce que l'on s'imaginait est affecté par ce qui permet que les choses aient *vraiment* lieu. Au fond, seule une langue qui se donne réellement pour tâche la vérité ne refoule pas aussitôt ce qui la gêne.

Qu'est-ce que cette question de l'impropriété du langage a à nous dire de l'exercice de la littérature ?

Toute écriture emporte avec elle les contradictions de l'Histoire et l'espoir de les dépasser. On trouve ainsi dans *Les Misérables* une sorte de fraternité avec les pauvres presque séditeuse mais aussi un banal sentimentalisme bourgeois, on y trouve un ébranlement qui remet tout en cause et un attendrissement charitable. Le style, le lyrisme de Victor Hugo porte la marque de cette discordance. Il y a dans ce très grand livre un mélange indémêlable d'éloquence qui emporte et d'emphase qui embaume, de rythmes puissants et

de pathos. Comme dans toute œuvre, il y a quelque chose d'inadéquat dans la prose de Victor Hugo, une sorte de conflit entre le trop près et le trop loin, entre la sensibilité et la compassion.

Ce roman fut le résultat d'une crise personnelle, l'exil, et il accompagne une crise collective, le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte. Il se situe au cœur de l'œuvre, on peut même dire qu'il lui donne son nom, *Les Misérables*. Naturellement, Hugo décrit une expérience qu'il ne connaît pas, une misère dont il ignore presque tout. Il a seulement vu passer, un jour, un groupe d'hommes enchaînés, cela ne s'est pas effacé de sa conscience. On peut imaginer que cette vision a rendu son langage impropre, elle ravale d'ailleurs tout langage en deçà de sa gravité, ce groupe d'hommes enchaînés, c'est le réel qui vient trouver le langage.

Mais le lyrisme des *Misérables* porte aussi une promesse, un avenir. L'écriture y vit déchirée entre ses contradictions et une espérance. Toute prose est toujours tiraillée. La grande prose hugolienne est partagée entre la grandeur et le dénuement, entre l'œuvre monumentale, le ton démesuré, que la grandiloquence menace, et la misère réelle dont le roman est l'un des plus profonds tableaux que l'on ait faits, puisqu'il la place sans hésitation au centre des choses. Et malgré cette impropriété, que même l'ambition de Victor Hugo ne peut pas surmonter, sa foi en l'avenir imprime à l'œuvre un emportement.

Au fond, il y a deux manières d'écrire un roman, une histoire. On peut l'écrire comme Agatha Christie, treize personnes montent dans un wagon qui serait un prétendu résumé du monde, c'est ce que dit l'auteur. Mais c'est alors un monde sans ouvriers, sans employés de bureau, sans vagabonds, un monde de comtesses et de malles à chapeaux, puisque c'est un monde fermé, assaini par la littérature, sans aucune impropriété. D'ailleurs, une fois le crime résolu, nul malaise ne subsiste, nulle anomalie. L'énigme est sans reste. Le monde tenait dans un mouchoir de poche.

À l'opposé, la force du roman de Victor Hugo tient à ce qu'une fois le livre refermé, l'histoire n'est pas terminée. Jean Valjean est bien mort, Cosette est mariée, tirée d'affaire, mais l'histoire que ce livre raconte en profondeur n'est pas terminée.

Victor Hugo a même écrit ce livre comme un livre impossible à terminer, comme un livre qui sera terminé plus tard, et concrètement, par l'ensemble des hommes. La force du roman vient de ce qu'il est écrit ainsi, comme une histoire élargie à l'émancipation tout entière.

C'est pourquoi le lecteur d'aujourd'hui ne s'arrête pas aux éléments surannés, au ton parfois grandiloquent ou vieilli, puisque la contradiction entre la misère et d'autres formes d'emphase est encore notre lot, que nous n'avons toujours pas de langue adéquate pour la dire, et que la promesse n'est pas encore accomplie.

Prendre part à la guerre des paysans, c'était s'exposer à une violence répressive presque sans limite. Il a fallu un courage physique extraordinaire, courage qui a manifestement été partagé par des milliers de gens qui menaient probablement jusque-là des vies sans histoires. Cette épidémie de courage n'est-elle pas le signe qu'il se passe quelque chose de profond ?

On ne risque pas sa vie à la légère. Le courage physique atteste la sincérité. Il faut être certain de participer à une cause juste pour mettre sa vie en jeu. C'est d'ailleurs ce que l'on voit aujourd'hui en France, la répression est très rude, les risques sont réels, et le moins que l'on puisse dire est que les gilets jaunes font preuve d'intrépidité.

On raconte que durant sa vie de résistant, Jean Cavallès, qui était mathématicien et philosophe, fuyait les discussions politiques et abandonnait à d'autres les questions d'organisation. Lui qui avait fondé le réseau Libération-Sud, puis le réseau de renseignements Cohors, se voua de plus en plus à l'action directe et au sabotage. C'est avant tout une forme tout à fait classique d'héroïsme, mais si rare de la part d'un chef, intellectuel de surcroît, qu'elle retient l'attention.

C'est qu'en général, si le peuple doit accepter de déléguer sa souveraineté, c'est en tout cas ce que l'on réclame de lui aussitôt la démocratie proclamée, en cas de conflit, l'usage de la force est automatiquement sous-traité : aux notables les opérations de gestion, les réflexions stratégiques, à la piétaille d'essuyer les

coups de feu. Cavallès refusait cela, comme si la capacité de décision devait être en partie guidée par une connaissance sûre du terrain et une exposition réelle de soi. C'est un point de vue qui force le respect et qui mérite d'être médité.

À voir la façon très habile dont vous faites usage de votre exposition médiatique pour affirmer un certain nombre de choses très tranchantes sur la configuration politique de notre époque tout en évitant la frontalité, et ayant presque l'air de ne parler que de littérature ou d'histoire, il semble que vous cherchez à déjouer la figure de l'intellectuel engagé ou organique. Que pouvez-vous nous en dire, sans nuire à cette admirable stratégie ?

La figure de l'intellectuel n'existe plus. Elle s'est dissoute en même temps que le communisme. L'intellectuel engagé ne pouvait vivre qu'adosé à une collectivité politiquement organisée. C'est pourquoi bien des noms d'écrivains représentent, au-delà du petit bonhomme qui écrit, un événement, une cause. Hugo c'est l'exil, la République contre le coup d'État, Vallès c'est la Commune, la délibération ouverte, collective, Zola c'est le citoyen contre l'armée, la foule contre une élite antisémite, autoritaire, Malraux c'est l'antifascisme, la guerre d'Espagne.

Mais ce que nous disent aujourd'hui les gilets jaunes, c'est combien la distance est devenue pénible sous toutes ses formes, politiques, économiques, ou intellectuelles. Le mandat, les asymétries économiques ou sociales, le savoir surplombant, tout cela se trouve frappé d'inconsistance. C'est pourquoi parler à partir de la littérature est pour moi, avant tout, une manière de ne pas parler à la place des autres.





Crédit photographies

Illustration de couverture: **MajorMinuit** | Intérieur de couverture, p. 20-21, 38-39, 46-47, 54-55, 68-69, 86-87, 106, 154, 204: **Boris Allin** | p. 6-7 , 178-179: **Viktor Poisson** www.viktorpoisson.com | p. 10 , 26, 128-129, 144, 221: **Jean-Pierre Sageot** instagram.com/jpsageot | p. 62: **Patxi Beltzaiz** | p. 74-75, 160-161, 168-169: **Xavier Malafosse** | p. 138-139 , 198-199: **Rémy Soubanère** | p. 150, 222: **Mathias Zwick / Hans Lucas**

Achévé d'imprimer sur les presses de l'Imprimerie Corlet à
Condé-en-Normandie en mars 2019 | Numéro d'impression:
XXXXX | Dépôt légal: avril 2019 | Imprimé en France

Enfin les ronds-points servent à quelque chose | Ce n'est qu'un débat, le combat continue... | **We are all in a yellow submarine** | Gilet jaune vs parachute doré | **Les gilets jaunes triompheront!** | Maintenant, c'est toi qui est à découvert (Banque) | **La vie est trop courte pour s'épiler la chatte (institut de beauté)** | Bienvenue en lacrymocratie | **2019 : bonnes révolutions** | On veut du caviar dans nos kebabs | **Zbeul féministe** | Chômeuses go on! | **Ni philippe ni macron ni klabac** | Gilets, l'insurrection au quotidien | **Ils ont la police, on a la peau dure** | Nik tout, brûle le reste mais dans le doute caillasse | **Si tu casses, Castaner** | Émeute ou Lexomil? | **Ils détruisent on construit, ils construisent on détruit** | Le martyr est un piège, seule la victoire compte | **« Eh bien, donnez-leur du biocarburant! » Brigitte Macron** | Tous cassos, tous casseurs | **Brigitte femme de flic** | Parce que c'est notre projectile | **Qu'est-ce qui est plus moral? Créer une banque ou l'attaquer?** | Haussman, tu as voulu l'ordre, tu récoltes le chaos! | **طاقس! دي ري بعشلا** | **ماظننا** | C'est pas la fin du monde, c'est la fin d'un monde | **Pourquoi on se calmerait, on vit pas sous les palmeraies** | Banquiers, vous paierez tout, vous paierez cher! | **On est jaune et jolie** | Ok Manu, on traverse (banque incendiée) | **+ de banquise – de banquiers** | Fins de mois cherchent fin du monde | **La planète brûle à quand l'Élysée?** | De toute façon les gilets jaunes c'est une fête commerciale organisée par les vendeurs de gaz lacrymogènes | **Noël est annulé** | On veut des thunes en attendant le communisme | **Nos émeutiers ont du talent** | Contre la hausse du prix du cocktail molotov | **Le savoir est 1 arme, le pavé aussi** | « Un peuple n'a qu'un seul ennemi dangereux, son gouvernement. » Saint-Just | **Pour Noël, ne faites pas les vitrines, cassez-les!** | Un peu plus de monde déteste la police | **Violence gratuite contre un monde payant** | L'anagramme de Macron c'est « Cramon » | **Le capitalisme c'est comme le feu, ça brûle** | Une autre fin du monde est possible | **Contre le monde et son monde** | La police est bien trop dangereuse pour qu'on la laisse faire | **On ne compose pas avec 1 société en décomposition** | Trop de revendications, changeons tout | **Jaune devant, Macron derrière** | Ceux qui ne sont rien sont partout | **Fin du moi, début du nous** | **Macron t'as jouano, t'as perdo (sécurité sociale)** | « L'art de gouverner n'a produit que des monstres » Saint-Just | **Pour chaque main arrachée : une ville embrasée** | Rends l'ISF! (voiture de luxe incendiée) | **Luc Ferry, tu vas couler** | Si vous transformez la rue en stade de foot, ne vous étonnez pas qu'on tire sur les gardiens! | **On ne naît pas casseur, on le devient** | Pavés gratuits, servez-vous | **Ils relancent l'économie, on relance les lacrymos** | Homo economicus; vivement l'extinction! | **Pour la fin du monde des fins du mois!** | Demain s'ouvre au Fenwick | **Mets ton gilet, on quitte le navire!** | Nous sommes les descendantes des sorcières que vous n'avez pas brûlées | **Prépare tes valises pour Jupiter, on s'occupe de tout** | On joue à casse-casse | **Libérez les prisonniers ou on brûle tout!** | Le CAC40 nous pisse dessus, BFM nous dit qu'il pleut | **Retrouvez le goût de l'effort de lancer des pavés!** | Nous sommes un peuple de casseurs cueilleurs | **Limitation du flashball à 80 KM/H** | Casser avant d'entrer | **Révolution svp!** | Voilà une banque qui se tient sage! | **Un peuple debout ne rompt point** | Parisiens, votre vie c'est de la merde aussi (toilettes publiques) | **Noël au rond-point... Pâques à l'Élysée!** | Vitrine décapotable | **On veut des viseurs laser sur les pavés** | Y a du soleil et Benala, Tarladirladada | **Seule la violence aide, là où la violence règne** | Macron démission, transpalette à Malignon | **On va finir par s'en prendre aux banques (banque)** | Rien ne ruisselle, pourtant tout s'effondre | **Spectateurs, vos enfants vous cracheront à la gueule** | Les pauvres font l'histoire, les autres la commentent | **Journalistes, après vérification et recoupement des sources, vous êtes bien des ordures** | Lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, GJ, dimanche | **Nos enfants visent le bac, la bac vise la tête** | 15^e sommation, cassez-vous | **Et si on votait vivait?** | Vive la démocratie de l'Émeute | **On vient prélever l'ISF à la source** | Vous cassez nos vies, on casse vos vitres! | **Castaner en piñata** | On est pas violents, on fait preuve de fermeté, nuance | **Grande débâcle nationale** | On va finir par s'en prendre à la marchandise, votre maître | **Le grand débat dégât** | Que les palais de la république deviennent des maisons du peuple! | **Gilets noirs, k-way jaunes** | Aux poubelles de l'histoire et sans tri sélectif | **Quoi de plus scandaleux que la révolte des gueux** | Les miettes c'est pour les pigeons | **Il y a ceux qui lisent Houellebecq et ceux qui se révoltent** | Les gilets jaunes ont zadisé la France! | **Mon rond poing dans ta gueule** | La mayonnaise prend | **Arrêtez de nous expliquer, on a tout compris** | Rendez l'argent ou brûlez-le | **Acte 9 vole un bœuf** | On a déclaré l'Émeute à la préfecture | **Vivement le grand dégât national!** | Tu as été élu par défaut, n'oublie pas! | **Insurrection, c'est nootre projet!** | Alors les flics, on fatigue? | **Les gilets jaunes recrutent, engagez-vous!** | Sans casseurs, pas de zoh | **Le père Noël n'existe pas, le pillage si!** | Qu'est-ce qui est jaune et qui n'attendra plus?

Bordeaux, Paris, Nantes, Toulouse, Rouen, Lille, Lyon, Montpellier, Toulouse, novembre 2018-mars 2019

